



## Les propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement

### M. Reagan « protégera » les intérêts de ses alliés dans les négociations Est-Ouest

#### Les Européens pris au mot

SANS doute le discours de M. Gorbatchev à Prague ne suffira-t-il pas à mettre un terme aux interrogations et aux controverses que suscitent en Europe occidentale son nouveau style de gouvernement et la fameuse « transparence ». Mais il est au moins une vertu tactique qu'on ne lui chicanera pas : il excelle à mettre ses interlocuteurs dans l'embarras.

Les Occidentaux, et au premier chef les Américains, peuvent difficilement désormais ne pas saisir le perchoir tendu le 28 février dernier par le numéro un soviétique lorsque celui-ci s'était rallié à l'option zéro, autrement dit au principe d'un démantèlement généralisé des armées de part et d'autre du rideau de fer, SS-20 d'un côté, Pershing-2 et missiles de croisière de l'autre. Certes, dès le lendemain de cette première ouverture, les réactions de l'Occident ont été plutôt positives : et le principe de la visite que M. Shultz doit entreprendre à Moscou avait été arrêté.

Mais il subsistait d'importantes restrictions du côté de l'OTAN. On insistait en particulier sur la très importante supériorité soviétique en matière d'armes nucléaires à courte portée (SRINF). De même pour l'avance de l'URSS, elle aussi considérable selon toutes les estimations disponibles, sur le terrain des armes chimiques, et bien entendu pour le très fort déséquilibre existant entre le pacte de Varsovie et l'OTAN en ce qui concerne les forces classiques.

Ainsi les alliés européens de Washington pouvaient-ils redouter que le démantèlement des armées de part et d'autre du rideau de fer ne les laisse singulièrement désarmés face à une Union soviétique dont la supériorité sur tous les autres terrains serait désormais.

M. Gorbatchev s'est donc employé, point par point, sinon à dissiper toutes leurs craintes du moins à en reconnaître le bien-fondé et à les prendre en compte. Les armes nucléaires à courte portée ? Il est finissant, dit-il, et sera éliminé tout de suite. Les armes chimiques ? L'URSS cesse d'en fabriquer et est prête à détruire ses stocks. Le déséquilibre des forces classiques ? Il faut le supprimer non par l'accroissement du potentiel le plus faible mais par la réduction du plus fort. Quant à la vérification de la mise en œuvre des accords, elle sera « une des garanties les plus importantes de la sécurité ».

Le numéro un soviétique fait en sorte que les alliés européens de Washington pressent M. Shultz de ne pas revenir du Kremlin les mains vides. Même la France et la Grande-Bretagne, qui ont toujours estimé que leurs propres forces de dissuasion nucléaire ne devaient pas être prises en compte, au moins à ce stade, dans les négociations Est-Ouest, n'ont pas été oubliées par M. Gorbatchev.

Après la première proposition de M. Gorbatchev, le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Genscher, avait demandé aux Occidentaux de « prendre au mot » le chef du Kremlin. Il semble bien, pour l'instant, que ce soit surtout ce dernier qui ait appliqué ce précepte à ses interlocuteurs de l'Ouest.

Les propositions formulées, le vendredi 10 avril à Prague, par M. Gorbatchev ont été généralement bien accueillies dans les capitales occidentales. M. Reagan s'est félicité de l'attitude « sérieuse » de Moscou et a indiqué qu'il « protégerait » les intérêts de ses alliés. M. Gorbatchev a suggéré l'ouverture de négociations sur la réduction des armes nucléaires à courte portée.

WASHINGTON  
de notre correspondant

Quelques heures après que des « fuites » eurent annoncé un durcissement des positions américaines sur le contrôle des armements, au beau milieu des révélations et contre-révélation sur l'espionnage des ambassades américaines à Moscou et soviétique à Washington, juste avant — en un mot — que la tension ne devienne trop forte, M. Reagan a soudain calmé le jeu.

A la veille du départ pour l'URSS de son secrétaire d'Etat, le président américain a, en effet, favorablement réagi, le vendredi 10 avril, aux propos que M. Gorbatchev venait de tenir, le même jour, à Prague, sur les perspectives d'accord dans le domaine des missiles de portée intermé-

diaire (FNI). Les négociations sur les FNI et celles qui sont à ouvrir sur les missiles de courte portée (SRINF) pourraient se dérouler « en même temps », a déclaré M. Reagan. « Nous n'avons jamais cru, a-t-il ajouté, à un lien entre ces deux systèmes d'armements, mais nous pensons que les négociations doivent être simultanées, parce que [les Soviétiques] ont un avantage prépondérant dans le domaine des armes de plus courte portée ».

Cette réaction est d'autant plus notable que, très peu de temps auparavant, un haut fonctionnaire de la Maison Blanche avait déclaré, à propos des SRINF : « Cela doit faire partie d'un accord plus large sur les FNI ».

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 3.)

## En se pliant à la discipline majoritaire

### L'UDF réaffirme ses craintes pour la Nouvelle-Calédonie

Le débat sur l'organisation d'un référendum dit d'auto-détermination en Nouvelle-Calédonie doit reprendre le mardi 14 avril à l'Assemblée nationale.

Mais, dès le vendredi 10, le gouvernement a pu vérifier, à l'occasion de débats de procédure soulevés par les socialistes, qu'il dispose d'une majorité, malgré les fortes réserves que suscite son projet dans les rangs de l'UDF.

Dans ce dossier néo-calédonien, il s'agit avant tout pour le gouvernement d'accéder aux demandes de M. Jacques Lafleur, député RPR et chef de file des anti-indépendantistes. Compte tenu de la composition du corps électoral, ce dernier est en effet assuré d'une majorité à l'occasion de ce référendum, et ce d'autant plus que les indépendantistes du FLNKS menacent de ne pas participer à la consultation.

« Nous ne refusons pas un référendum d'auto-détermination », écrit M. Tjibaou, dans une « lettre ouverte aux Français » publiée par Témoignage Chrétien. « mais nous demandons qu'il soit organisé dans le respect des règles internationales. L'obligation des trois ans de résidence est insuffisante ».

Vendredi 10 avril, recevant M. Lafleur, M. François Mitterrand avait rappelé ses fortes réserves. Les mêmes craintes ont été exprimées à la tribune de l'Assemblée nationale par M. Jean-Paul Fuchs, député (UDF-CDS) du Haut-Rhin, qui a affirmé que, en Nouvelle-Calédonie, « la simple loi majoritaire ne règlera rien ».

M. Pasqua, en revanche, a assuré qu'il « fera respecter » la décision qui résultera du référendum.

Lire page 6  
l'article d'ALAIN ROLLAT  
« Le RPR isolé face à la coalition des inquiétudes »

## La réunion du FMI

Le directeur du Fonds monétaire international demande un effort à l'égard des pays endettés.  
PAGE 13

## Absentéisme parlementaire

De Bonn à Washington en passant par Paris, la perfection n'existe pas.  
PAGE 5

## M<sup>me</sup> Barzach à Bordeaux

Le ministre de la Santé veut rassurer les étudiants en médecine.  
PAGE 8

## La situation à TF 1

M. Bouygues prend les commandes.  
PAGE 6

## Chronologie

Mars en France et dans le monde.  
PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 16

## Un entretien avec M. Geremek, conseiller de M. Walesa

### « Le chapitre Solidarité n'est pas clos »

L'historien Bronislaw Geremek, conseiller de Solidarité, est l'un des représentants les plus connus de ceux qui les responsables occidentaux tiennent à reconnaître. M. Jean-Bernard Raimond, qui a effectué le vendredi 10 et le samedi 11 avril une visite à Varsovie, ne devait pas manquer à cette « tradition ». M. Geremek donne ici son point de vue sur la situation de l'opposition et l'effet Gorbatchev en Pologne.

VARSOVIE  
de notre correspondant

« Solidarité n'a plus depuis longtemps d'existence légale et, désormais, ne semble même plus avoir vraiment de prise sur les événements, comme en témoignent la récente hausse des prix et l'absence de réaction d'envergure ».

Combien de temps le mouvement peut-il se perpétuer dans une telle situation d'impasse ?

« Il ne faut pas juger de la situation polonaise dans l'optique du passé, de l'enchaînement haussier des prix-grèves-révoltes populaires. Les Polonais savent désormais que ce type d'enchaînement ne provoque qu'un changement superficiel, le remplacement d'une équipe au pouvoir et quelques promesses de réformes. L'acte de naissance de Solidarité, la grève de 1980, était précisément une rupture de cette logique puisque, pour la première fois, on a pu obtenir un espace d'indépendance ».

« Pourtant, de mouvement de masse qui se voulait l'expression des aspirations de toute la société polonaise, Solidarité n'a-t-elle pas régressé vers un rôle de simple représentation symbolique de

l'opposition » dans un système qui ne prévoit pas de place pour cela ?

« Solidarité existe à présent à trois niveaux : celui de l'expression des aspirations, celui des publications illégales et au plan syndical ».

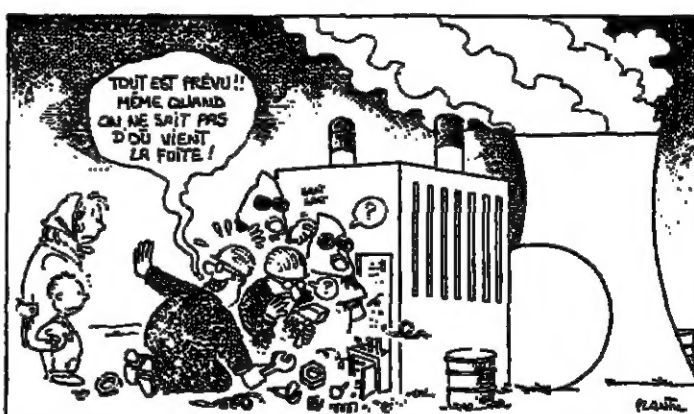
« La représentation des aspirations nationales et sociales est de fait un peu symbolique. Avec sa philosophie de l'action non violente, Solidarité est incapable de réaliser ces vœux, incapable de mobiliser les masses ».

« Les publications parallèles, ce qu'on appelle le « second circuit », restent très importantes. Elles permettent non seulement une circulation de l'information, mais aussi l'expression des différents programmes politiques ».

Propos recueillis par  
JAN KRAUZE.  
(Lire la suite page 4.)

## La fuite de sodium de Superphénix

### Réparations « longues et coûteuses »



La fuite de sodium liquide dans un réservoir du réacteur nucléaire Superphénix à Creys-Malville est grave et n'est toujours pas localisée. Elle se situe dans la partie haute de ce réservoir, appelé « barillet », mais probablement à la partie inférieure, ce qui entraînera des réparations « longues et coûteuses ». Il n'est pas exclu qu'il faille changer le barillet, équipement dont le prix est de 90 millions de francs.

(Lire nos informations page 8.)

## Le déménagement du ministère des finances

### Armistice pour le Grand Louvre

M. François Mitterrand a visité vendredi 10 avril le chantier du Grand Louvre alors que la polémique provoquée par le refus de M. Balladur de quitter la rue de Rivoli semble s'apaiser. « Il n'y a pas de guerre de Cent Ans », a déclaré le chef de l'Etat. Une solution se profile fondée sur l'étatement des travaux. Mais sur combien d'années ?

Au cours de son voyage au Portugal (le Monde du 10 avril), le président de la République a confié aux journalistes qui l'accompagnaient combien il tenait au déménagement du ministère des finances. L'éventualité des reports des travaux en cours lui donnerait, pour le coup, l'« envie d'être encore là en 1989 ». Plaisanterie mise à part, il a affirmé ne pas douter de la parole d'Edouard Balladur qui lui a promis de libérer les vieux palais d'ici à deux ans.

Pourtant, au même moment, le jeudi 9 avril, au cours d'une réunion, les représentants du budget demandaient à l'établissement public du Grand Louvre d'étudier une nouvelle hypothèse : la non-utilisation de l'aile Richelieu « pour permettre au gouvernement de choisir ». Il leur fut fermement répondu que les choix étaient faits depuis longtemps et inscrits dans l'existence même de l'établissement public. Retrait diplomatique de ladite proposition qui a tout l'air de s'apparenter à une sorte de bluff, comme s'il s'agissait de tester le partenaire d'une partie de poker.

En effet, en dépit des apparences, le débat semble prendre un tour moins passionnel. Les contours d'un consensus émergent peu à peu. On fait d'ailleurs remarquer, rue de Rivoli, que les travaux n'ont jamais été interrompus ni au

Louvre, ni à Bercy. C'est vrai, à quelques détails près : la couverture des cours intérieures a été reportée et les gaines de ventilation, détournées. Les fenêtres du ministère s'ouvrent sur un chantier en pleine activité.

Si l'entourage de M. Balladur s'interroge toujours sur la nécessité d'avoir demandé au génie de M. Pei de se manifester au milieu de la cour Napoléon, il constate que le projet de l'architecte doit aujourd'hui être mené à son terme et que tout autre schéma est désormais impossible. S'il reconnaît — avec peine — que le musée a besoin de surfaces nouvelles, il fait remarquer que la première tranche des travaux, qui s'achèvera comme prévu en 1988, libérera 15 000 à 20 000 mètres carrés.

EMMANUEL DE ROUX.  
(Lire la suite page 9.)

## Göran Tunström L'ORATORIO DE NOËL

traduit du suédois par M. de Gouvenain et L. Grumbach

L'UN DE CES ROMANS FOISONNANTS, MULTIPLES, UN PEU FOUS, OÙ L'ON SOUHAITE DEMEURER LONGTEMPS



ÉDITER, C'EST DÉCOUVRIR!

DIFFUSION ECF







## Les nouvelles initiatives soviétiques pour le contrôle des armements en Europe

Les réactions enregistrées dans différentes capitales occidentales après les nouvelles propositions de M. Gorbatchev, le vendredi 10 avril, sur les armes chimiques et les fusées à courte portée stationnées en Europe (SRINF) sont marquées par un optimisme prudent.

A Londres, un porte-parole du Foreign Office a déclaré : « Ce que nous voulons, c'est une élimination totale des armes chimiques. Dans les milieux officiels britanniques, on

ajoute, d'autre part, ne pas s'opposer à la tenue de discussions séparées sur les euromissiles et sur les SRINF, mais on estime aussi qu'un accord Est-Ouest sur les premiers devrait comporter au moins une référence à des « restrictions » ou des « contraintes » sur les seconds.

Bonn veut, de son côté, « étudier attentivement » avec ses alliés les propositions de M. Gorbatchev et souhaite « un accord mondial

le plus rapide possible sur la suppression des armes chimiques ». A Bruxelles, dans les milieux de l'OTAN, on accueille aussi de manière favorable l'initiative soviétique sur les armes chimiques. Lord Carrington, secrétaire général de l'alliance atlantique, a déclaré à ce sujet : « Si l'URSS a effectivement arrêté sa production d'armes chimiques, cela correspondrait à une décision prise depuis des années par l'alliance atlantique. » A Paris, le ministère de la défense a

publié, vendredi, une déclaration dans laquelle il indique que « la destruction des stocks d'armes chimiques soviétiques constituerait un pas positif en direction des souhaits exprimés jeudi à l'Assemblée nationale » par M. André Giraud. Mais le ministère estime également que le discours de M. Gorbatchev « confirme les craintes, notamment exprimées par la France, sur la possession d'importants stocks d'armes chimiques en URSS ».

## A Prague, M. Gorbatchev a proposé une négociation sur les fusées à courte portée

VIENNE  
de notre correspondante

Le numéro 9 soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a proposé le vendredi 10 avril, dans un discours à Prague, d'entamer des négociations sur la réduction et la liquidation des missiles tactiques opérationnels stationnés en Europe sans attendre un accord sur les euromissiles.

Il a, à la même occasion, annoncé que l'Union soviétique a interrompu la production d'armes chimiques et qu'elle se prépare à détruire les stocks de telles armes. Enfin il a invité les ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays

membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) réunie à Vienne à prendre une décision sur le début de négociations globales portant sur une réduction radicale des armes nucléaires tactiques, des forces et des armements classiques en Europe.

M. Gorbatchev a prononcé ce discours au palais de la culture à Prague — où il effectuait depuis jeudi une visite officielle de trois jours — à l'occasion d'un rassemblement d'amitié soviéto-tchécoslovaque.

Le secrétaire général du PC soviétique a admis, dans son discours, qu'un accord sur les missiles tactiques opérationnels devrait « naturellement être soumis à un strict

contrôle » et que « les questions de vérifications du futur accord acquerront une nouvelle signification au plan qualitatif ». « Dans ces conditions, a-t-il dit, les mesures de vérifications deviendront les plus importants moyens de garantie de sécurité. » M. Gorbatchev n'a pas omis d'inviter notamment Paris, Londres et Bonn « à contribuer à débarrasser l'Europe des missiles nucléaires à moyenne portée et à s'engager dans la voie du désarmement nucléaire ».

Il s'est réjoui dans ce contexte, de la proposition des gouvernements tchécoslovaque et allemand de créer un corridor d'armement en Europe centrale.

WALTRAUD BARYLI

## « L'URSS a mis fin à la production d'armes chimiques »

Voici les principaux points du discours prononcé par M. Gorbatchev :

● **Armes chimiques** : « Je peux vous informer que l'Union soviétique a mis fin à la production d'armes chimiques. On sait que les autres pays de l'Organisation du traité de Varsovie n'ont jamais produit ces armes et ne les ont jamais eues sur leur territoire. L'Union soviétique n'a pas d'armes chimiques en dehors de son territoire. En ce qui concerne les stocks d'armes chimiques, j'aimerais vous informer que nous construisons une usine spéciale pour les détruire ».

M. Gorbatchev a ajouté que l'Union soviétique a « fermement préconisé l'abolition rapide, cette année, d'une convention internationale appropriée sur une interdiction des armes chimiques et des négociations actives sur cette question ».

● **Armes intermédiaires à courte portée (SRINF)** : « Pour assurer un accord rapide sur les missiles à moyenne portée en Europe, nous suggérons que les discussions sur la réduction et l'élimination ultérieure des missiles soient menées à 500 kilomètres à 1 000 kilomètres déployés en Europe commencent sans aucun lien avec la progrès et le résultat des discussions sur les missiles à plus long terme ».

« Les parties pourraient prendre l'obligation de ne pas accroître leurs forces SRINF pendant la durée des conversations ».

« Nous invitons Paris, Londres et Bonn, pour leur part, à contribuer à débarrasser l'Europe des missiles nucléaires à moyenne portée et à proposer enfin vers le désarmement nucléaire ».

● **Armes stratégiques** : « Des réductions radicales des armements stratégiques offensifs restent le fond du problème. Comme chacun le sait, nous sommes prêts à des mesures résolues dans ce domaine, soit des réductions de 50 % sur cinq ans, soit l'élimination totale d'ici dix ans, naturellement à condition que le traité ABMT (missiles antibalistiques) soit strictement respecté ».

et que la course aux armes dans l'espace soit empêchée ».

● **Vérification** : « Nous demandons des mesures de vérification les plus strictes possibles, ce qui signifie, bien sûr, non la vérification pour la simple vérification, mais la surveillance du respect par les parties de leurs engagements à chaque étape du désarmement nucléaire ».

● **Une vérification adéquate, incluant des inspections sur les lieux, devrait couvrir les missiles et les lanceurs restant après les réductions, les périmètres d'essai, les usines de fabrication, les centres d'entraînement, etc. Les inspecteurs devraient être admis dans les bases militaires de l'autre partie sur les territoires de pays tiers ».**

● **Forces conventionnelles en Europe** : « Les efforts de tous les pays européens, des Etats-Unis et du Canada sont nécessaires pour réduire les forces armées et les armements en Europe. (...) Le temps n'est-il pas venu pour les ministres des affaires étrangères des pays participants à la conférence en Europe de se réunir et de décider d'une date pour des conversations à grande échelle afin de réduire de manière radicale les armements nucléaires tactiques, les forces armées et les armements conventionnels ? »

« De telles discussions pourraient porter sur des mesures urgentes afin de réduire la confrontation militaire et d'empêcher la menace d'une attaque soudaine et afin de retirer sur une base mutuelle les armements offensifs les plus dangereux de la zone de contact direct des deux alliances militaires ».

« L'objectif final de telles conversations serait une réduction majeure des forces armées et des armements accompagnée de l'établissement d'une vérification internationale et d'inspections sur les lieux ».

« L'établissement de zones non nucléaires et de zones libres d'armes chimiques (proposé par la RDA et la Tchécoslovaquie en Europe centrale) serait également

de nature à renforcer la sécurité européenne ».

● **La « crise » de 1968** : « Selon le chef du Kremlin, la « crise » de 1968 a été le résultat d'un coup d'arrêt donné au développement du socialisme dans les années qui l'ont précédée. Il a comparé cette situation à celle qui avait prévalu dans les années 70 en URSS, sous Lénine et Staline. « Vous vous êtes arrêtés dans les années 60 et une crise s'en est suivie. Nous nous sommes arrêtés dans les années 70 et maintenant nous pérorons », a-t-il ajouté.

M. Gorbatchev a rendu hommage aux communistes tchécoslovaques qui, a-t-il dit, « ont fait beaucoup pour s'en sortir » au cours des dix-huit années écoulées. « Aujourd'hui, la Tchécoslovaquie est un pays très développé dans les domaines économique, social, culturel et autres. C'est un bon pays. Mais nous devons progresser (...) et c'est pourquoi la reconstruction est nécessaire », a dit encore M. Gorbatchev, soulignant qu'il en avait beaucoup discuté avec le camarade Husak.

« Nous sommes loin, a-t-il dit, d'appeler à ce que ce soit à nous copier. Chaque pays socialiste a ses caractéristiques spécifiques et les partis frères déterminent leur ligne politique en fonction des conditions nationales ».

Il a cependant ajouté : « Certains problèmes qui sont actuellement prioritaires en URSS ont déjà été résolus dans d'autres pays socialistes ou sont en train d'être résolus spécifiquement. Nous ne cachons pas notre confiance en URSS correspond à l'essence la plus profonde du socialisme et au besoin justifié du progrès social ».

MOSCOU  
de notre correspondant

M. Gorbatchev a, une fois de plus, été très éloquent. En annonçant, le vendredi 10 avril à Prague, que l'URSS était prête à entamer inconditionnellement l'examen du problème des missiles à courte portée en Europe, le secrétaire général a, en effet, bouleversé à nouveau les données du grand marchandage en cours avec les Occidentaux.

La supériorité soviétique dans cette catégorie d'armes était la principale objection des Européens de l'Ouest à un accord « séparé » américain-soviétique sur les missiles à moyenne portée (SS-20, Pershing-2 et missiles de croisière). M. Gorbatchev a levé cette objection trois jours avant l'arrivée à Moscou de M. Shultz.

Il sera difficile au secrétaire d'Etat américain de ne pas reconnaître que M. Gorbatchev a ainsi rempli la principale condition posée par l'administration américaine sous la pression de ses alliés européens.

Le chef du Kremlin s'est voulu très clair à ce sujet. Il y est revenu plusieurs fois dans son discours, la signature d'un accord éliminant d'Europe les missiles de portée intermédiaire est sa priorité. Pour y aboutir, il est prêt à mettre sur la table, dans un forum distinct, les missiles à courte portée. Les deux négociations, semblant, dans son esprit, indépendantes.

Les Occidentaux sont ainsi pris au piège. Leur principale demande étant acceptée, il va bien leur falloir désormais envisager d'un oeil moins sceptique cette « dénucléarisation » progressive de l'Europe qui est l'objectif avoué du numéro 9 soviétique.

M. Gorbatchev a également fait, vendredi, une révélation de taille en annonçant que l'Union soviétique a cessé de fabriquer des armes chimiques. On mesure le chemin parcouru en quelques mois dans ce domaine.

où, il est vrai, la vérification est difficile.

Il y a peu de temps encore l'URSS niait, contre toute évidence, la présence sur son territoire de centres de production d'armes chimiques. Au nom de la transparence, Moscou a admis récemment que ceux-ci existaient. M. Gorbatchev a proclamé solennellement que leur activité devait cesser et que les ingénieurs chimistes soviétiques spécialisés consacraient actuellement leurs talents à édifier une unité capable, si la décision politique est prise, de résorber un jour les stocks.

Cette annonce répond également à une demande formulée par les Occidentaux, inquiets de la supériorité chimique de l'armée rouge. La panoplie est complète, puisque M. Gorbatchev rappelle que les pays du pacte de Varsovie sont toujours prêts à entamer avec ceux de l'OTAN des pourparlers en vue d'une réduction des armes classiques en Europe.

### Les trois volets

Les trois volets sont donc présents : missiles nucléaires à courte portée ; armes chimiques ; forces conventionnelles. M. Gorbatchev peut estimer qu'il a rempli toutes les conditions « annexes » à un grand accord sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire (FNI) en Europe, ces euromissiles qui sont l'objet principal de sa préoccupation. « Je tiens à dire que, parmi les problèmes du désarmement nucléaire, l'un d'eux a aujourd'hui plus de chances d'être résolu que les autres. Celui des missiles à moyenne portée en Europe », a-t-il souligné devant ses hôtes tchécoslovaques.

La tâche de M. Shultz ne va donc pas être facile, alors que les données de la négociation ont complètement changé. Il arrive dans une ambassade démoralisée par les révélations

presque quotidiennes venues de Washington sur l'étrange comportement des « marines » censés veiller à la sécurité du bâtiment. Il semble que M. Shultz tiendra ses conciliabules les plus confidentiels avec ses collaborateurs dans un cunio venant spécialement des Etats-Unis et qui pourrait être garé dans une cour de l'ambassade. Les propos ironiques sur le « camping-car » du secrétaire d'Etat font florès à Moscou.

### La délégation de l'UEO

M. Shultz, qui sera reçu à Moscou comme le porte-parole de tous les Occidentaux, rencontrera dès lundi son collègue M. Chevardnadze et, mardi, M. Gorbatchev. Ce dernier attendra de son interlocuteur une première réponse à ses ouvertures de Prague.

Une délégation de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) était ces jours-ci à Moscou pour rappeler aux Soviétiques la position européenne en matière de désarmement. Il s'agissait d'une première. Jamais depuis sa création en 1954 l'UEO n'avait été invitée officiellement en URSS. Seule organisation européenne compétente en matière de défense, elle avait été écartée à sa naissance par les Soviétiques comme un « serpent venimeux ». Le président de l'assemblée de l'UEO, M. Jean-Marie Caro, député UDF du Bas-Rhin, entouré de MM. Fernand Agnelli (démocrate-chrétien, Italie) et Hartmut Soell (social-démocrate, RFA) a donc éprouvé quelque satisfaction à être reçu avec beaucoup d'égards par les responsables soviétiques. Il a notamment rencontré M. Anatoli Dobrynine, chargé au secrétariat du comité central des relations internationales. Ce dernier lui avait laissé entendre, un peu à l'avance, que l'URSS était prête à une concession majeure à propos des missiles nucléaires à courte portée en Europe.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## M. Reagan « protégera » les intérêts de ses alliés

(Suite de la première page.)

Or, s'il arrive parfois, après des contradictions de ce genre, qu'une mise au point officielle fasse savoir que le président a été mal compris, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, a cette fois-ci confirmé : Washington est bel et bien favorable à des négociations « simultanées », qui, a-t-il dit, « donneront le type de garanties » recherchées par les Etats-Unis.

Il y a, bien sûr, là beaucoup d'optimisme puisque, même acceptée par les Soviétiques, une formule de simultanéité des pourparlers ne garantirait pas en elle-même qu'un accord sur les FNI ne laisserait pas à l'URSS — ne serait-ce que pour un temps — l'avantage de ses missiles de courte portée ou ne lui donnerait pas la possibilité d'accentuer sa pression contre les forces nucléaires française et britannique. Il est, à cet égard, frappant que M. Gorbatchev n'ait pas omis, vendredi, d'inviter Paris, Londres et Bonn à contribuer pour leur part à débarrasser l'Europe des missiles nucléaires.

### « Nouveau sérieux »

M. Reagan a réaffirmé que la question de la vérification et celle des SRINF devaient être résolues d'une manière à « protéger les intérêts de sécurité de nos alliés », dont les préoccupations sont « centrales », a-t-il ajouté, en expliquant que les Etats-Unis ne pourraient pas « permettre que le bénéfice obtenu par la réduction des missiles FNI soit miné ou compromis par la poursuite du déséquilibre sur les missiles de plus courte portée ».

La tonalité générale de ce discours, rédigé avant même que ne soit connu celui de M. Gorbatchev, a été toutefois nettement positive. M. Reagan n'a, en particulier, pas hésité à parler d'un « nouveau sérieux montré par les Soviétiques au cours des récentes semaines », et il a qualifié de

« claire possibilité » une « percée dans les conversations sur les FNI ».

Pour le chef de la Maison Blanche, l'opération d'espionnage contre l'ambassade américaine à Moscou ne doit pas empêcher d'aller de l'avant, car « quoiqu'elle soit familière du régime soviétique (...) comprend que de telles actions ne constituent pas une surprise ». Quant à l'évocation des autres grands dossiers de relations entre Washington et Moscou — de l'Afghanistan aux droits de l'homme en passant par la « guerre des étoiles » — elle n'a pas donné à M. Reagan l'occasion de modifier si peu que ce soit des positions connues et réexposées sans concessions.

### M. Shultz sur la sellette

Cette volonté d'optimisme sur les euromissiles n'en est que mieux mise en valeur. Le contraste était saisissant avec les lourds nuages qui s'étaient accumulés depuis une dizaine de jours sur la préparation de la visite de M. Shultz à Moscou. Les révélations sur l'ampleur des possibilités offertes au KGB par la trahison de deux gardes de l'ambassade américaine en URSS étaient venues jeter un doute sur le sérieux avec lequel le département d'Etat veille à la sécurité de ses dossiers.

L'apparition de cette suspicion avait alors permis à des milieux qui n'ont pas grande sympathie pour M. Shultz et sa volonté obstinée d'arriver à redonner vie au processus de contrôle permanent des armements de mettre sur la place publique l'affaire de la nouvelle chancellerie des Etats-Unis à Moscou dont les murs ont été bourrés de micros.

Cela se savait depuis plus d'un an, mais on en avait peu parlé et les titres à la « une » des quotidiens n'ont pas amélioré la position du département d'Etat. M. Shultz dut donc monter au créneau en personne pour pour-

fendre les agissements du KGB. Outre que la réaction soviétique a immédiatement été d'organiser, à Moscou, puis à Washington, de plénières conférences de presse-démonstrations sur le fonctionnement des micros américains et que le climat s'en est un peu plus dégradé encore, cette situation a mis M. Shultz en porte à faux.

Il arrive lundi à Moscou avec l'obligation, bien gênante sur un agenda déjà difficile et chargé de protester fermement contre l'espionnage soviétique et, surtout, dans une position personnelle bien moins bonne qu'il n'aurait pu l'espérer.

Avant son départ, M. Shultz a essuyé une nette défaite dans l'éternelle bataille d'influence qui l'oppose au secrétaire à la défense, Donnan, raison à M. Weinberger dont toute l'énergie est mobilisée à empêcher un ralentissement du programme de défense stratégique. M. Reagan a durci les positions américaines sur plusieurs des problèmes que M. Shultz aura à évoquer à Moscou.

Le secrétaire d'Etat n'aura, en conséquence, pas la possibilité d'explorer les propositions soviétiques de compromis sur la question des essais nucléaires ; il devra annoncer un raccourcissement de dix à cinq ans du délai durant lequel Washington serait disposé à suspendre le déploiement de systèmes antimissiles en échange d'un accord sur la réduction des armes stratégiques ; cette éventuelle réduction, enfin, devrait être désormais menée sur sept et non plus cinq ans.

Plus encore que leur adoption par M. Reagan, l'immédiate parution de ces instructions dans la presse a semblé sérieusement atteindre le moral des fonctionnaires du département d'Etat, certains n'étant pas loin de considérer que les obstacles à des progrès commençaient à devenir réels. Un sentiment contredit par l'optimisme relatif manifesté de son côté par M. Reagan.

BERNARD GUETTA.

## Une prolifération pour un emploi interdit

Depuis la première guerre mondiale où elles furent utilisées, les armes chimiques ont changé de nature. Elles étaient, primitivement, des toxines (phosgène, chlore et ypérite) ayant des effets suffoquants ou vésicants. Elles sont devenues, ensuite, des produits plus élaborés : des neurotoxiques agissant sur la transmission de l'influx nerveux. Aujourd'hui, les armes chimiques sont des neurotoxiques de type binaire, c'est-à-dire que, sous l'effet d'un choc ou d'une explosion, deux produits, inoffensifs tant qu'ils sont isolés l'un par rapport à l'autre dans des réservoirs séparés, engendrent, en se mélangant dans la munition lancée ou tirée, un produit extrêmement toxique.

C'est la raison pour laquelle le problème du contrôle de la production, puis du stockage de ces produits binaires, en apparence inoffensifs lorsqu'ils sont séparés, est la difficulté majeure de négociations internationales, telles qu'elles ont lieu régulièrement à Genève sous les auspices de l'ONU.

En effet, c'est déjà à Genève, le 20 juillet 1925, qu'une convention internationale a prohibé l'emploi des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, mais pas leur fabrication ou leur stockage éventuels. La plupart des signataires (dont la France) ont même été jusqu'à se réserver la possibilité d'utiliser l'arme chimique en riposte à une agression (ce qui revient à dire que, seul, l'emploi en premier est interdit).

L'Union soviétique, qui a signé le protocole de Genève, est créditée d'une importante capacité dans le domaine des armes chimiques. Elle disposerait de plusieurs centaines de milliers de tonnes (entre 300 000 et 700 000, selon différentes estimations) de toxiques (sous forme de composés organophosphorés), fabriqués dans, au moins, dix usines chimiques et adaptés à toutes les situations tactiques (obus, roquettes, missiles et conteneurs d'avion). On évalue à soixante mille hommes le personnel, entraîné, des formations spécialisées dans l'emploi.

De leur côté, les Etats-Unis disposent d'un stock estimé à

40 000 tonnes. Mais le tiers de ces munitions seulement serait en état opérationnel, le reste présentant des fuites ou n'ayant pas le système de lancement adéquat. A l'heure actuelle, cependant, huit usines, sur le territoire américain, cherchent à mettre au point des armes chimiques plus opérationnelles à partir de munitions binaires d'artillerie et d'avion.

La France, pour sa part, a exploité à plusieurs reprises depuis deux ans sa position, par l'intermédiaire du président Mitterrand et de la dernière loi de programme militaire soumise, présentement, au vote du Parlement. Seuls, pour l'instant, des équipements de protection et de décontamination ont été distribués dans les armées françaises, bien que de tels équipements soient pénalisants en combat puisqu'ils diminuent les capacités des unités en opération. La France a fait savoir qu'elle n'avait aucune raison de s'interdire de telles armes, dans sa panoplie, c'est-à-dire des armes chimiques offensives et défensives, si les conversations internationales échouaient.



## Europe

POLOGNE : la visite du ministre français des affaires étrangères

## M. Raimond a donné une large place à des contacts avec l'opposition

VARSOVIE  
de notre correspondant

La seconde journée de la visite à Varsovie de M. Jean-Bernard Raimond, ce samedi 11 avril, devait illustrer de manière assez spectaculaire les deux aspects de la politique française à l'égard de la Pologne. Dialogue avec le pouvoir, puisque le ministre français des affaires étrangères a été reçu tôt le matin par le général Jaruzelski avant une série d'autres entretiens, notamment avec le premier ministre ; et aussi de « ne pas décourager » l'opposition, de ne pas ignorer une composante majeure de la réalité polonaise. M. Raimond a invité cette opposition, ou du moins quelques-uns de ses éminents représentants, à déjeuner à l'ambassade, et il devait ensuite déposer une gerbe sur la tombe du Père Popieluszko, assassiné par des officiers de la police politique en 1983. Le directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, M. Noiville, lui-même ancien ambassadeur à Varsovie comme M. Raimond, devait pendant le même temps se rendre à Gdansk pour saluer M. Lech Walesa.

Au total, une série de gestes assez appuyés, sensiblement plus en tout cas que le strict minimum. La liste des invités au déjeuner de l'ambassade va en effet bien au-delà des anciens « amis » que M. Raimond avait déclaré par avance vouloir rencontrer — ou alors il s'agit d'amis de cœur, puisqu'on y trouve Zbigniew Bujak, ancien dirigeant clandestin de Solidarité, qui avait défié le régime pendant des années et est aujourd'hui membre du conseil provisoire (et illégal) du syndicat. Au

côté de cet ouvrier, une série d'intellectuels représentant clairement Solidarité, comme MM. Geremek, Onyszkiewicz, Adam Michalik, et plusieurs membres du club des intellectuels catholiques, comme MM. Wielowieyski et Stelmachowski, et le directeur de l'hebdomadaire *Tygodnik Powszechny*, M. Tarowicz.

Il reviendra aux autorités de Varsovie de décider si elles souhaitent ignorer ce comportement, après tout adopté de manière plus ou moins voyante par presque tous les hommes politiques occidentaux en visite en Pologne, soit, au contraire, de considérer que la France « aggrave » son cas. Les responsables de Varsovie affectent en effet toujours de tenir Paris pour seul responsable du coup de froid de ces dernières années.

## Un « dialogue ouvert »

Au cours des premiers entretiens, vendredi, entre M. Raimond et M. Marian Orzechowski, ministre polonais des affaires étrangères, ce dernier a évité de trop insister sur le passé. Au contraire, il a souligné qu'un « dialogue ouvert » s'instaure entre les deux pays et exprimé l'espoir que la venue de M. Raimond — première visite depuis six ans d'un ministre français des affaires étrangères — donne « une nouvelle impulsion aux relations bilatérales ».

L'habituel tour d'horizon consacré aux rapports Est-Ouest et au désarmement n'a guère apporté d'éléments nouveaux. Les Français

polonais ne se distinguant en rien du point de vue soviétique, l'intérêt de la conversation est limité.

Comme prévu, M. Raimond a été prié de s'expliquer sur une phrase dans laquelle, conjointement avec M. Genscher, il avait évoqué la possibilité de modifier les frontières européennes « conformément au droit international et par des moyens pacifiques » (le Monde du 5 novembre). Il a assuré ses interlocuteurs qu'il ne s'agissait dans son esprit que de laisser la porte ouverte à une éventuelle réunification du peuple allemand et nullement de remettre en cause les frontières polono-allemandes. Il a cité à ce propos le général de Gaulle qui y a vingt ans alors que précisément il se trouvait en Pologne. Les Polonais voudraient d'ailleurs commémorer ce voyage dont ils avaient été fort satisfaits, par exemple par une visite de M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale.

De part et d'autre, on s'est déclaré désireux de développer les échanges économiques, mais M. Raimond n'a pris aucun engagement en particulier en matière de crédits. En revanche, le ministre français a annoncé une augmentation sensible des sommes consacrées à la coopération culturelle et technique — en particulier des bourses plus nombreuses, un effort pour l'enseignement du français en Pologne (qui avait fait ces dernières années l'objet de menaces de la part des officiels polonais). La France va aussi faire don de quatre appareils de dépistage du SIDA.

J.K.

## « Le chapitre Solidarité n'est pas clos »

(Suite de la première page.)

De cette manière Solidarité est fidèle à sa philosophie propre, qui est de ne pas être un mouvement politique : les programmes politiques s'organisent autour du mouvement et non à l'intérieur.

Et puis, si l'action syndicale dont l'importance est mal perçue, aussi bien en Pologne qu'à l'étranger. Elle se manifeste à travers la fidélité des adhérents, le paiement des cotisations, la défense des avantages sociaux et des conditions de travail. Solidarité veut aussi exercer une pression sur la justice locale, dans les entreprises, sur les comités d'autogestion où elle est présente. Il s'agit d'un mouvement clandestin cherchant des moyens d'existence légale, qui sait que son programme se réalise partiellement par l'intermédiaire d'institutions officielles.

« Survivre, c'est conserver un rôle symbolique ».

En formulant des exigences, Solidarité obtient que les syndicats officiels en tiennent compte, et même cherchent parfois à aller plus loin. Dans le cas des augmentations de prix, Solidarité a défini en janvier son attitude. Et, deux mois plus tard, les syndicats officiels ont présenté leurs revendications dans un langage similaire, y compris celle de l'indexation des salaires. Il est vrai qu'ensuite ils ont reculé et que l'opération peut apparaître comme une manœuvre. Il reste que cette exigence a été formulée.

Tout ce travail est peu spectaculaire et ne correspond peut-être pas à l'attente de l'opinion étrangère, ni à celle des Polonais, qui voudraient que Solidarité exprime avant tout les aspirations nationales. Mais, pour le mouvement, survivre en attendant un moment plus favorable, c'est conserver son rôle symbolique, ses mythes propres, tout en faisant ce travail sur le plan syndical.

Vous avez lu votre nom, votre existence politique, à Solidarité. Mais n'avez-vous pas le sentiment qu'il serait temps de tirer un trait, d'essayer autre chose ?

Non, je crois que le chapitre Solidarité n'est pas clos. Ceux qui le pensent se trompent profondément.

« Mais ce n'est pas de la solidarité, c'est de la coopération », a-t-il répondu. Je ne pense pas que ce soit l'attitude de l'Eglise polonaise, qui reste consciente de l'importance de Solidarité. Mais il est vrai que, parfois, on perçoit comme un reflet de la propagande officielle, de la théorie des « conspirations perverses », qui va de pair avec la conviction que l'existence de Solidarité empêche une évolution positive de la situation interne. C'est un raisonnement infondé.

Plus de cinq ans après la proclamation de la loi martiale, la Pologne se trouve toujours en état de « conflit civil », et le pouvoir essaie toujours d'apprivoiser l'opposition, de la faire entrer dans le système. Or la raison d'être de Solidarité, c'est son indépendance. Le pouvoir doit admettre la nécessité d'un pluralisme institutionnel. C'est aussi dans son intérêt. Il pourrait, dans cette hypothèse, trouver un partenaire en Solidarité à condition de respecter son indépendance.

## La « dynamique » de M. Gorbatchev

Au début des années 80, la Pologne était le pays par où le scandale arrivait, l'espoir aussi pour l'Europe de l'Est. Maintenant, c'est plutôt sur un homme, en Russie, qui est aussi le chef du Parti communiste de l'Union soviétique, que semble se reporter cet espoir. N'en concevez-vous pas un peu d'assommoir ?

Certes, en considérant l'espace de la Pologne, on ne peut s'empêcher de constater que, sauf en 1918, les grands mouvements nationaux, les insurrections en particulier, se sont toujours produits au mauvais moment : 1830, 1863, 1944... Mais la situation actuelle ne rend pas amer. Au contraire, je crois que la politique de Gorbatchev est intéressante et importante pour la Pologne, et à mon sens, pour Gorbatchev, la Pologne est un fait très significatif. L'expérience polonaise prouve qu'un système non démocratique peut se permettre d'aller très loin dans le sens de la démocratisation puisqu'il s'avère qu'on peut insérer un mouvement par la force sans problème majeur.

Cela dit, il n'y a pas de liaison obligatoire entre démocratisation de l'économie et démocratisation. L'alternative est la suivante : ou bien on compte sur l'aide de l'Occident pour parvenir à moderniser l'économie, ou bien on mise sur l'utilisation des énergies internes, auquel cas la démocratisation est nécessaire.

Je me demande également si la « modernisation » actuelle touche aussi, dans l'esprit de Gorbatchev, les principes sur lesquels est construit l'empire soviétique. Jusqu'à présent on ne distingue que des signes plutôt ténu d'une telle

évolution. C'est pour nous une question-clé.

Mais ce qui frappe surtout, c'est qu'actuellement, du côté polonais, on ne constate qu'une stagnation, alors que la dynamique apparaît du côté soviétique. Depuis septembre 1986, depuis la libération des prisonniers politiques, les autorités n'ont fait, ici, aucun pas supplémentaire, aucune ouverture. On attend toujours une réforme profonde de l'économie et, d'autre part, un processus de démocratisation — et non pas de libéralisation. La libéralisation, c'est l'octroi de libertés. Ce que les Polonais veulent, c'est avoir des organisations propres, faire entendre leur propre voix. En ce sens, la dynamique de Gorbatchev n'a pas encore trouvé d'écho en Pologne. Mais nous arrivons, je crois, à un moment crucial.

Les dirigeants polonais ne se demandent-ils pas, comme beaucoup d'autres, si Gorbatchev va pouvoir se maintenir longtemps, et avec lui la politique ?

C'est sûrement là un des éléments qui les ont paralysés jusqu'à présent. Mais pour que « ça dure » il faut se décider. On ne peut plus attendre.

Vous êtes l'un de ces personnalités que les responsables occidentaux en visite à Varsovie ne manquent jamais de rencontrer dès qu'ils en ont la possibilité. Quel peut encore être l'intérêt de ce type de rencontre rituelle ?

En effet, c'est devenu un rituel, mais il est important. Les hommes politiques occidentaux ne rencontrent pas des personnes privées mais bien des représentants de l'opposition en tant que tels. C'est là une reconnaissance d'un pluralisme qui existe de fait en Pologne. J'y vois un appui donné à la société civile polonaise, mais aussi aux tendances à la démocratisation qui émanent du pouvoir communiste lui-même.

Propos recueillis par  
JAN KRAUZE.

Des manifestants polonais demandent le retrait des troupes soviétiques. — La police a interpellé, le vendredi 10 avril à Cracovie, une quinzaine de militants du mouvement écologiste polonais Liberté et Paix (WIP) qui manifestaient devant le consulat de l'URSS pour exiger le départ des troupes soviétiques stationnées en Pologne, a constaté un journaliste de l'AFP. Au cours d'une conférence de presse, un porte-parole du WIP a déclaré que les manifestants devaient remettre au consulat général d'URSS un message destiné à M. Gorbatchev réclamant le départ des troupes soviétiques de Pologne et des autres pays de l'Europe de l'Est, la dissolution simultanée de l'OTAN et du pacte de Varsovie, et la création d'une Europe indépendante des deux superpuissances, les Etats-Unis et l'URSS.

## Proche-Orient

ISRAËL : le procès de John Demjanjuk

## Le doute sur l'identité de l'accusé n'a pas été entièrement dissipé

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Le procès de John Demjanjuk fait relâche jusqu'au 21 avril, en raison des fêtes de Pâques, juive et chrétienne. Après trente et une journées d'audience, c'est l'heure d'un premier bilan : le doute sur l'identité de l'accusé n'a pas été entièrement dissipé.

Certes, quatre des cinq survivants du camp d'extermination de Treblinka cités comme témoins à charge ont formellement reconnu en John Demjanjuk le ministre « Ivan le Terrible ». Mais, au-delà de leurs souvenirs récents, cette identification du bourreau de Treblinka aurait une valeur encore plus grande si l'accusation pouvait juridiquement l'établir de manière irréfutable, ce qu'elle n'a pas réussi à faire jusqu'à présent. Pèce maîtresse du ministère public, la fameuse carte d'identité censée avoir été délivrée à Demjanjuk par les autorités allemandes en 1942, lorsque celui-ci se trouvait, selon l'accusation, dans le camp d'« entraînement » de Trawniki, en Pologne, fut au cœur des débats durant ces deux dernières semaines.

A Trawniki, la SS « formait » à leurs futures tâches de tortionnaires à leurs futurs prisonniers de guerre capturés sur le front russe, notamment des Ukrainiens comme Demjanjuk.

## Imprecision

La carte d'identité de John Demjanjuk à Trawniki est-elle un document authentique ? Oui, affirme l'accusation. Les policiers américains, en 1981, avaient abouti à la même conclusion avant de retirer sa citoyenneté à l'ancien mécanicien auto de Cleveland. C'est un faux grossier, rétorque la défense. Les Soviétiques l'ont forgé pour punir Demjanjuk d'avoir « trahi » sa mère patrie en s'engageant dans l'armée Vlassov. L'URSS a transmis dès 1976 une photocopie de ce document à la justice américaine. Elle n'a l'original à la disposition d'Israël, il y a quelques mois, grâce à l'entremise du magnat juif américain Armand Hammer.

Selon le document de Trawniki, l'accusé y a subi un entraînement avant d'être affecté au camp

d'extermination de Sobibor. Sa mutation à Treblinka, cependant, n'est pas mentionnée. L'encre et le papier de la carte d'identité viennent d'être examinés dans des laboratoires israéliens et américains. Les résultats de ces tests seront bientôt connus. En attendant, l'accusation a cité sur ce point, comme principal expert, un historien ouest-allemand, M. Wolfgang Scheffler, professeur à l'université libre de Berlin.

Pour ce spécialiste, qui témoigna lors d'une quarantaine de procès contre d'anciens nazis, aucun doute : l'hypothèse de la défense ne tient pas. « Du point de vue de l'historien, a-t-il déclaré, ce document est authentique. Pour forger un tel faux, il aurait fallu posséder des données surmursales qui de prendre en compte l'ensemble des informations nécessaires. Le faussaire aurait dû connaître de nombreuses données de lieux et de dates avant de reconstruire un véritable puzzle. En vingt-cinq ans de recherche, nous n'avons d'ailleurs jamais découvert un seul faux de ce type en provenance d'Europe de l'Est. »

Fidèle à sa tactique, la défense tenta de mettre en doute la valeur du témoignage et la compétence du témoin. Pourquoi cette différence de 5 centimètres entre la taille de l'accusé et celle indiquée sur le document de Trawniki ? Ce n'est pas un détail décisif, répondit l'expert. De nombreux documents de cette époque présentent des imprécisions du même type. En outre, les erreurs d'orthographe et les fautes de transcription étaient chose courante. La défense marqua un point lorsqu'elle amena M. Scheffler à reconnaître que le nom de Demjanjuk ne figurait pas parmi ceux des vingt-sept auxiliaires de Trawniki dont il connaissait l'identité.

As fil des semaines, le procès a pris un tour très technique, voire franchement ennuyeux. L'auditoire, plus clairsemé, est tout de même la surprise, jeudi, d'entendre l'accusé demander la parole. D'une voix grave et ferme, il contesta, en ukrainien, l'avis de l'expert quant à la couleur de l'uniforme des hommes de Trawniki. Fallait-il en dire trop ? Se reprit-il aussitôt, ses avocats, au grand soulagement de ses avocats. « Je ne me fonde pas bien entendu sur ce que je sais, mais sur ce que j'ai entendu dans cette salle. » On vit aussi Demjanjuk rire avec le public et se frotter la nuque, d'un geste spontané, lorsque son interprète, se fourvoyant dans ses traductions, utilisa l'hébreu au lieu de l'ukrainien.

J.-P. LANGELLIER.

## La grève de la faim des détenus palestiniens

## Arrivée à Jérusalem d'un envoyé spécial du CICR

Jérusalem. — Un envoyé spécial du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le docteur Claude Félix, est arrivé, le jeudi 9 avril, en Israël, pour s'enquérir de l'état de santé des premiers palestiniens qui observent une grève de la faim depuis dix-sept jours.

Le docteur Félix a eu, à ce sujet, une entrevue avec le responsable des services de santé dans les prisons, le docteur Yaakov Zingelbaum, à indiqué le porte-parole de l'administration pénitentiaire qui a souligné que les prisonniers reçoivent des visites régulières de la Croix-Rouge, dont un délégué permanent participait à l'entrevue.

Le porte-parole de l'administration pénitentiaire a affirmé, en outre, que le nombre de Palestiniens détenus pour « raisons de sécurité », qui observent une grève de la faim depuis dix-sept jours, a diminué et n'atteint plus que six cents prisonniers contre plus de trois mille la semaine dernière. Il ajoute que trois cents prisonniers détenus à Hébron en Cisjordanie occupée avaient décidé, vendredi, de cesser leur mouvement et que seuls les détenus de la prison de Naplouse poursuivaient désormais la grève de la faim.

La semaine dernière, le mouvement avait été suivi par plus de trois mille détenus disséminés dans neuf prisons en Israël et dans les territoires occupés, a précisé le porte-parole qui a estimé que la grève devrait être totalement interrompue dans les deux prochains jours. On a confirmé que le mouvement de grève subit un certain recul ces derniers jours, sans toutefois pouvoir donner une appréciation chiffrée. — (AFP.)

## Asie

## CAMBODGE

M. Hun Sen souhaite rencontrer le prince Sihanouk

BANGKOK  
correspondance

Phnom-Penh vient de proposer une nouvelle fois au prince Norodom Sihanouk une rencontre avec M. Hun Sen. Ce dernier, premier ministre de la République populaire du Kampuchéa, le régime instauré par les troupes vietnamiennes en 1979, a formulé cette suggestion dans un message verbal adressé à une haute personnalité française.

M. Hun Sen offre de rencontrer le prince Sihanouk, chef de file de la résistance antiviétnamienne, à Paris, à Stockholm ou à Canberra. La teneur du message nous a été confirmée par le prince Norodom Ranariddh, fils et représentant du prince Sihanouk, qui en avait été informé lors d'un récent séjour en France. « Je doute que M. Hun Sen ait fait une telle offre sans avoir obtenu préalablement l'accord des Vietnamiens », nous a déclaré le prince Ranariddh, qui revient de Pékin, où il a transmis à son père la proposition de Phnom-Penh.

M. Hun Sen avait déjà suggéré une telle rencontre au prince Sihanouk à l'automne 1984, alors qu'il effectuait une visite privée en France. Ce séjour coïncidait avec la présence de Sihanouk à Paris. Mais celui-ci, en partie sous la pression de ses partenaires du gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique, avait fini par refuser le contact direct. Le nouveau message du premier ministre de Phnom-Penh survient au moment où l'armée vietnamienne effectue une série d'opérations de « nettoyage » dirigées contre les Khmers rouges et les maquis sihanoukistes dans les provinces du nord du Cambodge.

JACQUES BEKAERT.

Le Monde  
sur minitel  
LES INFOS  
Les derniers flashs.  
L'actualité en direct.  
3615 TAPÉZ LEMONDE

1504 04 1504







## Politique

Le débat parlementaire sur la Nouvelle-Calédonie

## Le RPR isolé face à la coalition des inquiétudes

L'Assemblée nationale continuera, mardi après-midi 14 avril, l'examen du projet de loi tendant à organiser l'été prochain un référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie. Le vendredi 10 avril, les députés de la majorité ont repoussé, par 325 voix contre 246, une exception d'irrecevabilité contestant la constitutionnalité de ce texte, puis, par 322 voix contre 247, une question préalable, estimant qu'il n'y avait pas lieu d'en débattre. Ces deux arguments de procédure avaient été utilisés par les socialistes.

A l'Élysée, quelques heures auparavant, M. François Mitterrand, qui recevait les trois parlementaires RPR du territoire, MM. Jacques Lafleur, Maurice Nemo-Pwastabo, députés, et Dick Ukeiwé, sénateur, avait réaffirmé très nettement les inquiétudes que lui inspiraient les conditions dans lesquelles se présente ce référendum. En réponse à M. Lafleur, qui avait souligné la volonté de la majorité locale de s'engager avec

détermination, après cette consultation, dans une politique de réduction des inégalités, le président de la République avait notamment rétorqué : « Pourquoi ne l'avez-vous pas fait plus tôt ? » A quoi le député RPR avait lui-même répliqué que le climat créé par la politique des gouvernements socialistes n'avait pas favorisé une telle évolution.

A l'occasion des deux premières séances de débat, interrompues vendredi à 23 h 30, il est apparu, toutefois, que M. Bernard Pons se retrouve assez isolé. L'UDF prend ostensiblement ses distances vis-à-vis du RPR dans la gestion de ce dossier difficile. Elle veut, de toute évidence, laisser au premier ministre et à son ministre des DOM-TOM l'entière responsabilité des conséquences de ce référendum, jugé trop précipité et trop aléatoire par une majorité de députés socialistes, communistes, centristes et baristes, mais en la circonstance dans les mêmes craintes.

M. Bernard Pons est assuré — sans improbable coup de théâtre — de l'adoption de son projet de référendum, puisque l'UDF a décidé de le voter malgré ses réticences, mais son point de vue n'en demeure pas moins minoritaire. Si le ministre des départements et territoires d'outre-mer n'avait reçu, le vendredi 10 avril, le soutien sans réserve du rapporteur UDF de la commission des lois, M. Dominique Bussereau, député de la Charente-Maritime, du député UDF de la Martinique, M. Jean Maran, et du député non inscrit de la Réunion, M. André Thien-Ah-Koon, qui se sont joints au « carré » du RPR, il serait apparu bien seul face à la coalition des sceptiques associant les porte-parole de tous les autres groupes.

M. Pons n'a pas rassuré tous ceux qui pensent, au sein de l'opposition comme à l'intérieur même de la majorité, que la consultation ne règlera rien ni les Canaques, dans leur majorité, n'y adhérent pas.

Le ministre a pourtant beaucoup insisté à l'adresse des partisans d'un report de cette échéance. Selon lui, un tel rinvoyé serait une responsabilité terrible vis-à-vis des Calédoniens, qui, durant de longs mois de troubles et de violences, ont manifesté leur attachement indéfectible à la France ; une faute grave vis-à-vis des tenants du séparatisme, car l'abandon du référendum entretiendrait l'illusion que l'indépendance peut être obtenue immédiatement et contre la volonté de la majorité de la population.

## « Une logique d'exclusion »

M. Pons a même apporté à ses orientations diverses précisions qui paraissent de nature à lui permettre d'expliquer quelques réserves de dernière minute. C'est ainsi qu'il a indiqué que le choix proposé aux électeurs du territoire prendrait la forme d'une alternative : « Souhaitez-vous que la Nouvelle-Calédonie demeure au sein de la République française ou souhaitez-vous qu'elle accède à l'indépendance ? » Les électeurs auront donc le choix entre deux bulletins ainsi rédigés : « Je souhaite que la Nouvelle-Calédonie demeure au sein de la République française » ou « Je souhaite que la Nouvelle-Calédonie accède à l'indépendance ».

Chacun exprimera clairement son opinion, et le refus dans l'abstention ne pourra signifier que l'indifférence vis-à-vis du destin de la Nouvelle-Calédonie ou le refus de la règle démocratique, a souligné le ministre.

Tactiquement, l'objectif de M. Pons est clair : il s'agit de mettre le FLNKS dans l'embarras en rendant à l'avance ambiguë toute interprétation des éventuelles abstentions.

En outre, comme tout le monde lui réclame aussi des garanties sur l'après-référendum le ministre des DOM-TOM a également précisé que les nouvelles retouches qu'il apporterait au cadre régional fixé par le gouvernement socialiste de M. Laurent Fabius consisteraient essentiellement en quatre points : désignation d'un cadastre territorial « étu » et « associant toutes les tendances représentatives du territoire » ; redécoupage de la région du Centre afin d'en rendre le contrôle au Rassemblement pour la Calédonie dans la République ; « attribution de larges compétences aux régions, le territoire conserve les moyens d'une nécessaire coordination et l'Etat apparaît comme un arbitre dans le respect du principe de l'autonomie » ; « maintien sous la forme, le cas échéant actualisée, d'organes représentatifs des instances coutumières du milieu mélanésien ».

Mais tout cela n'a pas suffi à dissiper les doutes de la plupart des députés sur l'opportunité de précipiter les choses dans le territoire.

Les socialistes ont mené la charge. Pour eux, ce référendum est

non seulement « inopportuniste, puis-que le calme règne dans le territoire », dit le député national du PS aux DOM-TOM, M. Robert Le Foll (Seine-et-Marne), mais inutile, car rien n'est prévu pour l'avenir ; dangereux, car il va dresser les communautés les unes contre les autres, et nuisible pour la France et son image dans le Pacifique sud.

Après avoir affirmé, à l'intention des héritiers politiques du général de Gaulle, que « pas plus que naguère à la « corbeille », la politique de la France ne doit se décider au siège du RPR », M. Alain Vivien (Seine-et-Marne) a souligné : « A la veille du bicentenaire de la Grande Révolution, la France se doit de donner au monde l'image d'un pays émancipateur ; il ne faut pas, comme l'a dit le président de la République, que la force injuste d'une nouvelle loi participe demain d'une logique d'exclusion à l'égard de quelque groupe que ce soit, en particulier à l'égard du peuple canaque, qui ne demande que sa liberté dans l'amitié avec la France ».

Le président du groupe socialiste, M. Pierre Joxe, a relevé, pour sa part, que « en refusant de prononcer seulement une fois le mot de décolonisation, M. Pons a malheureusement engagé le débat dans une voie qui ignore la réalité et ne tient pas compte de l'histoire ».

Enfin, M. André Ledran, élu socialiste du Calvados, a fait remarquer que le rapporteur de la commission des lois, M. Bussereau, avait lui-même confirmé le rôle politique imposé par le gouvernement à l'armée dans les zones de brousse (le Monde daté 5-6 avril) en évoquant dans son rapport la part du « quadrillage militaire » dans les opérations de « maintien de l'ordre », comme en Algérie jadis.

Les socialistes ont également essayé de démontrer l'inconstitutionnalité du projet de loi en indiquant, par l'intermédiaire de M. Le Foll, que « ce projet déroge aux règles fixées pour la nation dans la mesure où il rétablit le vote par correspondance, autorité à être portée de cinq procurations, permet de voter à des électeurs ayant quitté le territoire », et en soutenant que « ce référendum n'entre dans aucune catégorie prévue par la Constitution ». Toutefois, sur ce terrain, ils ont été surclassés par le Front national, en la personne de M. Jean-Claude Martinez. Très en verve, bien que son groupe n'ait pas voté l'exception d'irrecevabilité défendue par les socialistes, le député de l'Hérault est remonté jusqu'à la croisade des Albigeois et la bataille de Pavie, en passant par la chouannerie vendéenne et les mercenaires du Katanga pour conclure à la négation du principe d'autodétermination — « ce SIDA des nations » — et pour proclamer que si référendum il devait y avoir tous les Français devraient être appelés à se prononcer, et pas seulement les Calédoniens, au motif que « tous les contribuables doivent être les décideurs ».

Son exercice de volée a laissé paillard tous ses collègues, à l'exception des socialistes qui ont vigoureusement protesté contre les diverses gracieusetés dont M. Martinez a

émailé cette envolée à l'adresse des « voyous reptiles du FLNKS », associés dans son propos « aux hommes du Carrefour du développement » — « qui se ressemblent s'assembler » — mais aussi à destination des dirigeants du CDS — « dont la fibre sacrée ne peut s'empêcher de vibrer à la vue d'un curé, fût-il défrôqué comme M. Tjibou » — et de M. Raymond Barre, épigone au passage, pour être allé après avoir reçu le chef du FLNKS, « se lamenter à Jérusalem, ce qui est très à la mode avant les présidentielles ».

## « Léonard de Vinci » hors de ses gonds

Les centristes, eux non plus, n'ont pas été convaincus par les assurances que leur a prodiguées M. Pons. Certes, intervenant contre la question préalable défendue par M. Vivien, le député UDF de la Réunion, M. Jean-Paul Virapoulé, a exprimé ses réserves personnelles avec modération, allant même jusqu'à souhaiter au ministre des DOM-TOM de devenir le « Léonard de Vinci » de la Nouvelle-Calédonie, histoire sans doute de ne pas être en reste avec son frère aîné, M. Louis Virapoulé, lequel, l'an passé au Sénat, avait comparé M. Pons à Michel-Ange.

Mais, vendredi soir, au Palais-Bourbon, il est fallu davantage d'humour pour détendre le ministre des DOM-TOM. Surtout après l'intervention de M. Jean-Paul Fuchs (Haut-Rhin), qui, au nom de « certains députés » de l'UDF, avec une froideur assassine, a émis, sur le fond, les mêmes inquiétudes que les socialistes sur les conséquences du projet gouvernemental : « Ne peut-on craindre que ce territoire, qui a retrouvé le calme, ne connaisse à nouveau troubles et agitation ? Ne risque-t-on pas de bloquer à nouveau une situation en évolution et de radicaliser les positions extrémistes des deux camps en présence ? Nous craignons que ce référendum ne facilite guère le consensus entre les communautés. (...) La Nouvelle-Calédonie a été progressivement colonisée. (...) C'est une terre de déséquilibre et d'inégalité. (...) Vous avez partiellement vidé la régionalisation de son contenu. (...) Après le référendum le déséquilibre économique et social subsistera. Seule une volonté politique inflexible, appuyée sur des moyens importants et traduite par une loi-programme, permettra de créer les conditions pour un redressement. (...) Prenons garde à ce que le référendum ne soit pas une revanche. (...) Que ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique ne commettent pas l'erreur de l'exercer bien plus encore après le référendum. (...) La simple loi majoritaire ne règlera pas le problème... » Et tout à l'événement.

M. Pons, qui avait, jusque-là, écouté tous les autres orateurs sans broncher, est alors sorti de ses gonds pour reprocher à M. Fuchs d'embêter le pas à l'opposition. Et sous l'effet corrosif de cet agacement la belle assurance affichée par le ministre des DOM-TOM a soudain donné des signes de fragilité.

ALAIN ROLLAT.

## Communication

Privatisation de TF1

## L'équipe Bouygues prend les commandes de la Une

« Vers 23 heures, pour le dernier journal, vous retrouverez Joseph Poli, qui, depuis quelques jours, me dit que j'ai un teint de... brisque ! » Malgré le changement de propriétaire, Bruno Masure n'a pas perdu son sens de l'humour. Mais, derrière l'ironie, se cache une inquiétude. Une attente remplacée l'autre. Beaucoup à TF1 se demandent, aujourd'hui, quelles sont les véritables intentions de M. Francis Bouygues.

Le numéro un mondial du bâtiment et des travaux publics, invité de « 20 heures » au lendemain de sa victoire, avait déclaré que « seules deux personnes » de son groupe viendraient sur la chaîne : lui-même en tant que président, et M. Patrick Le Lay, « son conseiller », en tant que directeur général. Il apparaît maintenant que deux autres membres du séral se joindront à la nouvelle équipe dirigeante de TF1 : M. Michel Vincennes, directeur à la direction financière du groupe Bouygues, auquel seraient confiées les fonctions de directeur financier, et M. Cyrille de Feloux, adjoint de M. Le Lay chez Bouygues, qui occu- perait le poste de secrétaire général de la Une.

## Deux cultures d'entreprises

« Les choses s'arrêteront-elles là ? », se demande-t-on à TF1. Car voici que le nom de Catherine Bouygues, fille du repreneur de TF1 et responsable des relations extérieures du groupe, revient avec insistance. On murmure qu'elle prendrait en charge celles de la chaîne ou qu'elle pourrait, elle aussi, entrer dans l'équipe de direction.

Une autre arrivée, étrangère cette fois à l'univers du béton, est devenue certaine, celle de M. Pierre Barret, ancien président délégué d'Europe 1-Communication. Il travaillera directement aux côtés de

M. Le Lay, avec le titre — au minimum — de directeur général adjoint. « J'ai l'impression étrange, dit un journaliste, d'assister à l'installation d'un gouvernement ».

Ne s'agit-il pas aussi de la rencontre difficile de deux cultures d'entreprises très différentes. Certains petits signes en sont révélateurs. Dans la rédaction, par exemple, on fait observer que « les gens de Bouygues parlent beaucoup d'« esprit d'entreprise ». Or les journalistes de TF1 sont d'abord soucieux de savoir si les nouveaux repreneurs respectent la liberté de la presse et celle de l'information ». Un début de réponse leur a été fourni, vendredi 10 avril, à l'occasion d'une première prise de contact entre M. Le Lay et le conseil d'administration de la société des journalistes de TF1, présidée par M. Masure.

Cette entrevue avait pour objet essentiel la négociation de la convention-type dans laquelle la société des journalistes demande, en particulier, à être consultée sur les « nominations aux postes hiérarchiques » de la rédaction (le Monde du 31 mars). Dans les faits, indique M. Masure, il n'y a pas eu de négociations car, selon M. Le Lay, rien ne peut être définitivement signé avant la passation des pouvoirs entre M. Hervé Bourges et M. Francis Bouygues. La rencontre n'a pourtant pas été inutile. « M. Le Lay a compris nos arguments », dit M. Masure, « notamment qu'on ne peut nous diriger comme dans les travaux publics et qu'il faut nous voir aux ordres sans broncher ».

Le conseil d'administration de la société des journalistes a même été jusqu'à expliquer à son interlocuteur que ce serait « une erreur » de la part du nouveau repreneur que de ne pas tenir compte de ces arguments, car « il risquerait de se trouver dans la même situation de crise que la direction d'Antenne 2

aujourd'hui ». M. Le Lay a affirmé qu'il n'était pas question de procéder à des nominations « à la vitesse », en précisant que, pour cette raison même, c'est un organisme « provisoire » qui sera présenté le 17 avril, lors de la première réunion du comité d'entreprise de TF1 avec les nouveaux dirigeants.

A cette date, la privatisation de la première chaîne sera presque consommée. Il restera au gouvernement à franchir, dans les mois qui viennent, la dernière étape : mettre en vente auprès du public 40 % des actions, les 10 % restant allant au personnel de la Une. Une période transitoire commence maintenant pour la gestion de TF1, en attendant sa privatisation complète. Une assemblée générale des actionnaires désignera donc, jeudi 16 avril, un conseil d'administration provisoire qui, lui-même, nommera son président, en l'occurrence M. Francis Bouygues. C'est aussi ce jour-là que les caisses de l'Etat s'enrichiront de 3 milliards de francs versés par le groupe Bouygues et ses dix-huit partenaires.

Le conseil d'administration provisoire comptera cinq membres issus du groupe acquéreur, dont deux viendront de chez Bouygues, un de chez Maxwell (Pergamon Media Trust), un autre de la GMP et un dernier des Editions mondiales. Du côté des représentants du personnel, c'est la continuité : MM. Roger Guénel et Marc Bousard conservent leurs sièges.

Restent les cinq représentants de l'Etat, dont on ne sait encore rien de l'appartenance. Mais on imagine mal, s'agissant de la gestion d'une société privatisée et parmi ses administrateurs figurent des représentants du pouvoir politique. La logique et l'éthique voudraient que seuls des fonctionnaires du Trésor public y soient désignés, avec pour mission principale de veiller à la bonne entrée en Bourse de TF1.

ANITA RIND.

Deux sociétés de journalistes à Radio-France

## Polémique entre deux sœurs ennemies

Depuis un mois, Radio-France est le théâtre d'une guérilla aux accents fratricides. Deux sociétés de journalistes, encore au berceau, se disputent la légitimité. Le tournoi a commencé en mars. Plusieurs rédacteurs de France-Culture et de France-Inter jugent alors le moment venu de constituer une société de journalistes au sein de la Maison ronde. Le projet était à l'étude depuis longtemps. L'arrivée d'une nouvelle direction à Radio-France, le malaise ressenti par plusieurs journalistes (qui s'est soldé par le départ ou la démission de certains) et les bouleversements du paysage audiovisuel n'y sont pas étrangers.

Une société de journalistes, en donnant une personnalité juridique aux rédacteurs de la radio publique (France-Culture, France-Culture, France-Musique, INF 1, Radio-Blanc et la future Radio-France Infos qui démarrera en juin), leur servira — estiment-ils — de rempart, au cas où leur indépendance, le pluralisme et la déontologie seraient mis en cause.

Les sociétés de journalistes ont le vent en poupe, d'ailleurs. Après la presse écrite, nationale et régionale, l'audiovisuel s'est mis de la partie (1). Face à la privatisation, la rédaction de TF1 a créé la sienne l'an dernier. La rédaction d'Antenne 2 a fait de même. Et à FR 3, à RMC-TMC ou à Sud-Radio, des projets de création de sociétés de journalistes sont en cours.

Les promoteurs de celle de Radio-France ont donc battu la campagne. Mi-mars, ils recueillent soixante signatures parmi les cent cinquante journalistes de Radio-France. Et non des moindres : des journalistes connus de France-Inter, comme Claude Guillaumin, Gilbert Denoyan ou Ralph Pinto, paraphe le texte appelant à la création d'une « Société des journalistes des rédactions nationales de Radio-France ». Ce dernier incite en outre les rédacteurs des radios décentralisées de Radio-France à se réunir dans une

société qui serait fédérée à la précédente.

Pourtant, lors d'une première réunion, certains journalistes de France-Inter, dont Patrice Bertin, rédacteur en chef adjoint et présentateur du « 19 heures », s'opposent avec virulence à ce projet. L'affaire se complique ensuite : un second texte circule en effet dans les rédactions. Il s'agit, lui, de la constitution d'une « Société des journalistes de la Maison de Radio-France ». Les auteurs sont Patrice Bertin et quelques autres journalistes de la station. La confusion est telle que de nombreux rédacteurs de Radio-France le signent aussi. Fort d'une cinquantaine de noms, Patrice Bertin annonce le 19 mars que la Société des journalistes créée sous son égide est officielle. Un bureau provisoire de six membres — majoritairement adhérents ou sympathisants des syndicats Force ouvrière et CFTC — est présidé par Patrice Bertin.

Le 8 avril, la guérilla éclate. Alors que les promoteurs du premier projet ont prévu de réunir une assemblée générale constitutive, Patrice Bertin et son bureau d'initiative, l'assemblée générale extraordinaire de leur société. Avec une quinzaine de journalistes présents, porteurs de dix-sept mandats, le présentateur du « 19 heures » se voit confirmer dans ses fonctions de président, tandis que son bureau et son conseil d'administration sont validés.

Les initiateurs du premier projet s'insurgent. Ils publient une lettre ouverte intitulée « Société des journalistes, une trinité fautive ? ». Ils indiquent notamment : « Ceux-là mêmes qui avaient jugé inutile et inopportune la création d'une société des journalistes en constituent soudain une. Ils s'autoproclament président et administrateurs et plébiscitent en même temps que « statuts » ficelés d'avance ». Ils réclament enfin une « remise à plat des choses ». Mais les premières démarches qu'ils ont faites auprès de Patrice Bertin se sont heurtées à

un refus. Pour celui-ci, « les élections ont eu lieu de façon transparente ; nous sommes représentatifs de l'ensemble de la rédaction et nous soumettons aux autres journalistes de la station nos propositions. Nous ne voulons pas conduire ni en secret ni en assemblée générale permanente ».

Cette ouverture ne semble pourtant pas coïncider avec les statuts votés : Patrice Bertin et son bureau se sont fait élire pour six ans (le tiers du bureau ne pourra donc être renouvelé qu'en 1989), le nombre des mandats que chaque journaliste peut représenter est sans limite, le quorum n'est pas nécessaire pour réunir une assemblée générale et, de toute façon, cette dernière ne peut être réunie qu'une fois par an. Toute assemblée générale extraordinaire, enfin, ne peut être fixée qu'à la majorité absolue du bureau !

La faible représentativité de cette société des journalistes de la Maison de Radio-France et sa conception particulière de la démocratie ne rassurent-elles pas d'en faire une société fantôme ? M. Denis Fierrière, président de la Fédération française des sociétés de journalistes (FFSJ) a d'ores et déjà indiqué : « une société des rédacteurs ne peut se prévaloir d'une autorité morale que si elle émane d'une majorité de l'équipe rédactionnelle et qu'il convient, s'il y a ambiguïté, de remettre tout le dossier à plat... ». Le bureau déjà élu — qui bénéficie, semble-t-il, de la neutralité bienveillante de la direction de Radio-France — acceptera-t-il ce défi ?

YVES-MARIE LABÉ.

(1) Le Monde mais aussi Sud-Ouest, le Figaro, le Télégramme de Brest, Libération, le Matin de Paris, l'Alsace, la Voix du Nord, le Nouvel Observateur, le Courrier picard, l'Équipe, l'Agence France-Presse, etc. possèdent une société des journalistes (ou des journalistes). Elles sont respectivement la FFSJ, créée en 1968, qui compte ainsi plus de 2 000 journalistes ce qui en fait la première organisation professionnelle.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

PIERRE MESSMER

animé par Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON et Pierre SERVANT (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Gilles LECLERC (RTL)

سكنا عن الوطن



## JUSTICE

Au tribunal administratif de Grenoble

### Annulation des arrêtés d'expulsion de M. Jean-Claude Duvalier et de sa famille

GRENOBLE  
de notre correspondant

Le tribunal administratif de Grenoble a annulé, vendredi 10 avril, les quatre arrêtés d'expulsion pris le 14 février 1986 par le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, à l'encontre de l'ex-président de la République, M. Jean-Claude Duvalier, son épouse Michèle, ainsi que la sœur et le beau-frère de celle-ci, M. et Mme Hans Thiesfeld.

Les arrêtés précisaient : « L'installation de M. Duvalier [et des membres de sa famille] sur le territoire français constitue une menace particulièrement grave pour la sécurité publique (...). En conséquence, il y a lieu de lui faire application des dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945, visant le cas d'urgence absolue. »

M. Duvalier et sa famille avaient quitté le territoire de la République d'Haïti dans la nuit du 6 au 7 février 1986, à bord d'un avion de l'US Air Force, qui s'était posé sur l'aéroport de Grenoble le 7 février à 21 h 25. Le préfet de l'Isère, M. Jean Minasson, avait soumis tous les passeports de l'appareil aux formalités habituelles de police et de douane nécessaires à l'entrée de toute personne en France. Ainsi, l'ensemble des bagages qui accompagnaient l'ex-dictateur furent minutieusement fouillés, et un important stock d'armes mais aussi de fortes sommes d'argent avaient été « refoulés » par les autorités françaises. Le tribunal a estimé que M. Duvalier et sa famille « ont dès lors séjourné en France munis d'un passeport régulièrement visé ».

L'avocat des Duvalier, M. Waise, au cours de l'audience du 8 avril, avait rappelé que des négociations avaient eu lieu entre le gouvernement haïtien et le ministère français des affaires étrangères, et

qu'une « invitation » fut transmise oralement à M. Duvalier de venir résider en France.

Le tribunal administratif, présidé par M. Guérin, a considéré que le 7 février 1986, lorsque M. Duvalier et sa famille furent admis à débarquer en France, leur présence « ne constituait pas un danger pour la sécurité de l'Etat ou la sécurité publique ».

D'autre part, pendant les huit jours qui précédèrent la publication des arrêtés d'expulsion, la présence de l'ex-dictateur ne suscita aucune action violente, ni d'importantes manifestations. Aussi, le tribunal a-t-il conclu que le ministre de l'Intérieur « ne pouvait valablement invoquer une situation d'urgence absolue pour procéder à son expulsion ».

Le tribunal a enfin jugé que les arrêtés du ministre de l'Intérieur étaient insuffisamment motivés. Il a rappelé que « l'expulsion d'un étranger du territoire français ne peut être prononcée que si sa présence sur ce territoire constitue une menace grave pour l'ordre public, laquelle ne saurait être établie par une simple affirmation, non assortie de faits précis ».

Pour sa part, l'avocat de l'ex-dictateur a indiqué au tribunal que son client pourrait être prochainement nommé « citoyen d'honneur d'une petite commune proche de sa résidence des Alpes-Maritimes ».

CLAUDE FRANCHILLON.

● Un stock d'explosifs découvert dans le Var. — Dix-huit kilos d'explosifs agricoles, 369 détonateurs et 150 mètres de mèche lente ont été découverts, le vendredi 10 avril, par les gendarmes de la compagnie de Brignoles dans un champ à Vire-sur-Carême (Var), à une quarantaine de kilomètres au nord de Toulon.

Dans les Bouches-du-Rhône

### Un militant du Front national est écroué après avoir blessé un jeune homme

François Gomez, quarante-cinq ans, militant du Front national à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), qui avait gravement blessé par balles, le dimanche 5 avril, Bruno Attal, dix-neuf ans, vient d'être inculpé de « coups et blessures avec arme » et écroué à Aix-en-Provence.

Soi-disant gêné par le bruit venu de jeunes gens discutant dans un Abribus du quartier Finchéades, près de son domicile, à Vitrolles, François Gomez était descendu de chez lui armé d'un pistolet. Après avoir échangé quelques mots avec les perturbateurs, il a fait feu sur Bruno Attal. Touché à bout portant, celui-ci a eu la main déchiquetée. Le projectile lui a perforé le pectoral et le colon avant d'aller se loger près de la colonne vertébrale. Le blessé a été transporté à l'hôpital Nord de Marseille. Son agresseur a ensuite regagné son domicile avant d'être arrêté, le lendemain, par les policiers de la ville.

L'état de santé de Bruno Attal, opéré jeudi soir, est satisfaisant, a indiqué M. Guy-Noël Abraham, directeur du cabinet du maire socialiste de Vitrolles, M. Jean-Jacques Anglade, qui a réuni une conférence de presse à ce sujet le vendredi 10 avril.

D'autre part, l'association SOS-Racisme estime qu'il s'agit d'« une véritable tentative d'assassinat perpétrée par un tenant des « milices d'autodéfense » qui se créent aujourd'hui dans la région ». L'association a appelé à un rassemblement le dimanche 12 avril à Vitrolles. L'Union des étudiants juifs de France, qui s'est jointe à l'appel, condamne « le discours sécuritaire, raciste et antisémite du Front national qui a pu conduire à de tels actes ».

Au Conseil d'Etat

### La liberté d'aller et venir

Par une décision du 9 avril, le Conseil d'Etat a confirmé l'annulation, par le tribunal administratif de Strasbourg, d'une décision du sous-préfet de Haguenau refusant de délivrer un passeport à un ressortissant national qui s'était, dans le passé, rendu coupable d'infractions à la législation sur les stupéfiants.

Le Conseil d'Etat a affirmé solennellement qu'en France « la liberté d'aller et venir n'est pas limitée au territoire national mais comporte aussi le droit de la quitter ». Ce droit est reconnu par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, et confirmé par le protocole additionnel à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ratifiée en application de la loi du 31 décembre 1973. Cette dernière convention prévoit notamment, dans son article 2-3, que l'exercice du droit d'aller et venir ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au maintien de l'ordre public, à la prévention des infractions pénales à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

Or, pour ce qui concerne la France, si le décret de la Convention nationale du 7 décembre 1792 relatif aux passeports a bien le caractère d'une loi au sens des stipulations du protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, ce décret ne permet, en tout état de cause, à l'administration de refuser un passeport que si les déplacements de l'intéressé à l'étranger sont de nature à compromettre la sécurité nationale ou la sûreté publique. Tel n'était, à l'évidence, pas le cas de la personne à laquelle le sous-préfet d'Haguenau avait refusé de délivrer un passeport.

Roger Knobelspiess aux assises de la Seine-Maritime

### « Précédé par le hurlement des chiens »

ROUEN  
de notre envoyé spécial

Surgis des profondeurs du palais de justice, on s'est d'abord entendu quelques jappements de chiens. Et puis Roger Knobelspiess est entré dans le box des accusés, après que, sur sa demande, photographes et caméraman eurent évacué la salle. La parolote était trop belle pour M. Henri Laclerc : « Roger Knobelspiess est entré dans cette salle précédé par le hurlement des chiens », a lancé son avocat, qui a voulu voir le symbole « de la grande clameur de l'opinion publique » qui escorte son client.

Familière escorte ! Et cassette inédite pour la cour d'assises de la Seine-Maritime. Car si Roger Knobelspiess comparait devant elle, ce vendredi 10 avril, en compagnie de son frère Jacques et de son ami d'enfance Michel Baron, pour y répondre d'une fusillade l'opposant à des policiers à Elbeuf en 1982, c'est, pour tout dire, par un sacré coup de chance. Certes, il était convoqué. Mais personne ne pensait qu'il viendrait, tout le monde avait prévu de s'organiser sans lui. Il est tout de même venu. Qu'en fait-il ?

Si Roger Knobelspiess a ainsi défilé à la convocation du président Marcel Vandeville, ce n'est évidemment pas de son plein gré. Il a été, en effet, arrêté quatre jours plus tôt, le 6 avril, à Perpignan (Pyrénées-Orientales), après une autre fusillade l'opposant à d'autres policiers. La beau gibier que voilà ! On se téléphone du tribunal de Rouen au tribunal de Perpignan, on fait traverser la France au « taulard-écrivain », et le voilà invité surprise de son propre procès.

Où, qu'en fait-il ? « Reporter le procès à une prochaine session d'assises ? » ont plaidé M. Thierry Lévy et Henri Laclerc, défenseurs de Knobelspiess. Par la force des choses ils n'ont pas eu le temps de discuter avec leur client depuis son arrestation,

sinon une heure à la sauvette vendredi matin, « et si quelqu'un a besoin d'une défense, c'est bien Roger Knobelspiess », insiste M. Laclerc. D'autant plus, ajoute M. Thierry Lévy, que « les faits qui se sont déroulés à Perpignan vont peser très lourd dans l'opinion des jurés », influencés par « une presse qui ne cesse de chauffer à blanc l'opinion ».

#### En quête de sérénité

« Pourquoi y aurait-il moins de sérénité que dans un mois ou deux ? » réplique l'avocat général Roger Tachau, en rappelant que « c'est Knobelspiess lui-même qui s'est mis dans cette situation » en n'obtempérant pas à une première convocation de la cour de la Seine-Maritime, le 19 décembre dernier, date initiale de ce procès. Un mandat d'arrêt avait alors été délivré contre lui.

« Je ne me lève pas devant une justice revancharde », déclare simplement pour sa part Roger Knobelspiess quand le président lui demande de décliner debout son identité. « Votre nom ? — Vous le connaissez très bien. — Vos prénoms ? — Vous les connaissez. » Les journalistes sont des mureurs », crie-t-il alors qu'un avocat donne lecture de courtes pages de presse raillant les circonstances de son arrestation à Perpignan. Le président ayant menacé de l'expulser, il se calme. Et c'est après avoir soigneusement levé le doigt que l'auteur de l'assaut se plaint. « Les conditions de détention, dit-il, ne sont plus ce qu'elles étaient. Depuis quatre jours, je n'ai ni argent ni habit. » Gentiment, M. Vandeville fait remarquer que ce n'est pas l'objet du débat.

L'objet du débat, la cour, après en avoir longuement délibéré, a décidé de ne commencer à l'aborder que lundi 13 avril. Le week-end porte conseil.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

La protection de la vie privée d'un magistrat

### Le tribunal de Paris ordonne la suppression d'un passage du livre « Palais de justice »

Saisi en référé par M. Alain Marsaud, premier substitut qui dirige la 14<sup>e</sup> section du parquet de Paris, chargée de la lutte anti-terroriste, le tribunal de Paris a ordonné, vendredi 10 avril, la suppression d'un passage du livre de Sylvie Péju, *Palais de justice*, relatif à ce magistrat.

Le passage incriminé devra être occulté par « tous les moyens appropriés ». Enjoindre aux libraires de retirer l'ouvrage de la vente, sous astreinte de 500 F par infraction constatée à par-

tir du lundi 13 avril. Sylvie Péju, faisant une courte description de M. Marsaud, qu'elle désigne par son initiale, écrivait que la présence permanente à ses côtés de deux gardes du corps appartenant au RAID (Recherche, assistance, dissuasion) pouvait lui causer une gêne dans ses allées et venues. S'estimant parfaitement identifiable, M. Marsaud avait chargé M. Francis Szpiner de demander la suppression de ces quelques lignes « attentatoires à sa vie privée ».

#### Bibliographie

### Scènes de l'ordinaire pénal

Ce livre aurait pu s'appeler « Scènes de la justice ordinaire ». Non seulement parce que son auteur, Sylvie Péju, s'est fait remarquer il y a deux ans pour ses *Scènes de la grande pauvreté* (Le Seuil). Mais surtout parce qu'il ne verse dans aucun des travers propres à ce genre d'ouvrages.

La recette est connue qui consiste à camper quelque intrépide « petit juge » accablé de sollicitude, mais tenant tête courageusement aux avocats retors d'un malfaiteur ou d'un terroriste toujours qualifié d'« ennemi public numéro 1 ». On a beaucoup lu et on lira longtemps des livres de cette veine.

Sylvie Péju, elle, démythifie. C'est d'autant plus salubre que le magistrat qu'elle a regardé vivre pendant dix-huit mois au Palais de justice de Paris sont ceux dont tout le monde parle aujourd'hui : présidents d'assises, substituts de la section criminelle, juges d'instruction fameux, etc. Ce sont les mêmes et, sous sa plume, ils deviennent autres, avec leurs tics, leur souci de gloire, leurs certitudes et leurs doutes, leurs faiblesses et leur savoir-faire.

Les voilà restitués dans leur épaisseur, sans complaisance ni préjugés, par quelqu'un qui, apparemment, ne connaissait rien à la chose judiciaire et a fait de cette ignorance un atout.

« Habitant à quelques pas du pont Neuf » et butant à chaque instant sur la masse imposante du Palais de justice, Sylvie Péju a eu la saine curiosité de comprendre comment des hommes pouvaient en juger d'autres. C'est là le fil conducteur de son livre, qui mène le lecteur du « dépôt » au « flagrant délit », des galeries de l'instruction aux assises, de la huitième section du parquet à l'institut médico-légal, autrement dit, la morgue.

La présentation de ce livre reflète un parti pris : il n'a pas de table des matières ; quoique souvent reconnaissables, ses personnages sont désignés par des initiales et chaque chapitre s'ouvre sur une présentation en forme de procès-verbal, comme s'il s'agissait de renvoyer à la justice sa propre image : « Enquête dans le cadre de notre contrat sur le fonctionnement du Palais de justice de Paris et, en l'état actuel de nos investigations, constatons

que : tant les policiers dans un premier temps que les magistrats et les avocats par la suite se trouvent, dans le cadre de leurs fonctions, comme des auteurs en quête de personnages. » Cette mise en scène dit bien le propos : Sylvie Péju s'intéresse moins aux individus qu'au rôle qu'ils jouent, rouages d'un système. Elle préfère montrer que démontre. A une fresque ordonnée de l'institution judiciaire, elle préfère les croquis sur le vif, beaucoup plus parlants.

La voici un jour poussant l'une après l'autre les portes des salles d'audience : « A la douzième chambre, un juge unique siège dans une salle vide, simplement assisté d'un greffier et d'un procureur. Les trois hommes rendent la justice, remuant des dossiers sans témoins et sans prévenus. Les affaires défilent, des chèques sans provision, que le président égrène devant un procureur qui répète « application de la loi » et le juge énonce des verdicts identiques. En quelques mots, tout est dit sur l'ordinaire de la justice pénale.

BERTRAND LE GENDRE.

\* Palais de justice, de Sylvie Péju. Editions du Seuil. Collection *L'Esprit des faits*, 384 p., 99 F.

## URBANISME

Les grands travaux de l'Est parisien

### Les Quinze-Vingts embastillés

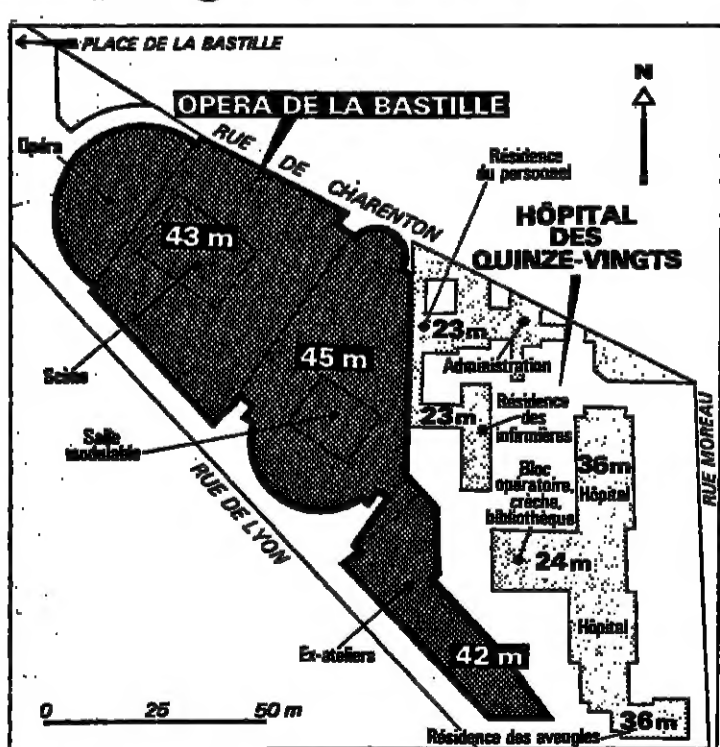
L'Opéra de la Bastille, la salle modulable et les bâtisses qui doivent prendre la place des ateliers vont faire au moins une victime : l'hôpital ophtalmologique des Quinze-Vingts. Ses façades sud et ouest, bâties de 25 mètres, vont être masquées et surplombées par une paroi de béton longue de 300 mètres et haute de 40 mètres, l'équivalent d'un bloc-haut de treize étages. « Ce véritable « mur de la honte » se dressera à quelques pas de nos fenêtres, protègent les médecins, et il va, à tout jamais, plonger une partie de l'hôpital dans la pénombre. »

Fondé par Saint Louis pour accueillir trois cents malades (quinze fois vingt) dans vingt salles, l'établissement des Quinze-Vingts est, avec l'Hôtel-Dieu, le plus vénérable hôpital de Paris. Il est aussi parmi les plus modernes puisqu'il a été entièrement reconstruit en 1974.

Les Quinze-Vingts sont à la fois le plus grand centre ophtalmologique du monde et un établissement de pointe. Mais il n'appartient pas à la toute-puissante Assistance publique de Paris. C'est un hôpital national, dépendant directement du ministère de la santé et traditionnellement sous la tutelle bienveillante des monarches puis des présidents.

Au bord de l'asphyxie

Quand les médecins de l'hôpital se sont aperçus — un peu tard — que la masse énorme de leur voisin allait les dominer de 20 mètres et priver de lumière les appartements des infirmières, la crèche où cinquante bambins prennent actuellement le soleil, la bibliothèque, la moitié des salles de malades et la résidence pour familles d'aveugles, ils ont cru qu'il suffirait d'alerter les autorités pour faire modifier le projet. Nul. Jack Lang, alors ministre de la culture, est le seul à être venu sur place : il n'a pas changé son objectif d'un iota. L'architecte, M. Carlos Ott, se soule comme d'une guigne de ce qui entoure son monument. François Léotard, actuel ministre de la culture, paraît témoigner de la même indifférence. Rassemblé



autour du directeur, M. Charles Cerot, et du professeur Jean Haut, le personnel de l'hôpital est stupéfait et comme traumatisé par la désinvolture avec laquelle on le traite.

Il est d'autant plus scandalisé que l'ensemble devant abriter l'Opéra et ses annexes paraissent obéir à une même plus cette justification. Si l'Opéra lui-même est maintenant face à la place de la Bastille, la salle modulable qui se trouve dans son prolongement n'est plus qu'un volume indéfinissable qu'on cherche à mettre entre les mains d'un reprenneur privé. Quant aux ateliers de fabrication des décors qu'on avait glissés, faute de place, sur l'ancienne voie ferrée Bastille-Vincennes, on y a renoncé... pour prévoir à leur place des bâtisses dont on ignore tout, mais qui monteront à la même et absurde hauteur.

Les mécontents des Quinze-Vingts viennent de comprendre qu'ils ont en face d'eux non seulement une énorme entreprise qui ran-

ne presque jour et nuit, mais le ministère de la culture, le gouvernement (dont le chef, Jacques Chirac, a signé le permis de construire comme maire de Paris) et l'Élysée. Bref, l'Etat dans sa toute-puissance. Dès le départ, en effet, les événements n'ont pas tourné en faveur des malheureux ophtalmologistes et de leurs patients. Les dégâts causés au matériel très sophistiqué de l'hôpital par les trépidations et la poussière du chantier ont déjà été évalués par les experts judiciaires à 600 000 F. A présent, c'est la rue de Charenton, par laquelle on accède aux Quinze-Vingts, qui sera barrée durant vingt et un mois pour que les grues puissent travailler à l'aise. L'entreprise Bouygues, qui est sur les rangs pour réaliser un projet à la place de l'atelier des décors, fait même des démarches pour acheter certaines cours des Quinze-Vingts.

Non seulement on va, au nom de la culture, plonger dans l'ombre mille deux cents personnes, mais, déjà, les promoteurs s'abattent sur les débris de l'illustre hôpital.

MARC AMBROISE-RENDU.



## Religions

Le voyage du pape en Argentine

### Rendez-vous manqué

BUENOS-AIRES  
de nos envoyés spéciaux

« Solidarité », tel a été le leit-motiv du discours que le pape a prononcé le vendredi 10 avril à l'occasion de sa rencontre avec le monde du travail au marché central de Buenos-Aires. Un pape qui a revendiqué sa qualité d'ancien ouvrier. « Je suis un des vôtres », a-t-il dit. Mais ce rendez-vous très attendu avec ce qu'on appelle ici les « masses péronistes », n'a pas tenu ses promesses.

Les organisateurs annonçaient plus d'un million de participants sur l'esplanade des halles centrales, situées à la périphérie sud-ouest de la capitale. Mais on était très loin du compte vendredi après-midi. Cent mille personnes à peine étaient présentes derrière des hangars de ciment proches des « villas miserias » de la banlieue, dont les habitants étaient venus portant des pancartes : « En Argentine aussi il y a des bidonvilles ».

Il faut croire que la CGT, déchirée par des conflits de tendances et des rivalités personnelles, n'a pas jugé bon d'organiser un meeting monstre comme elle en a encore la capacité.

Quelques groupes de la jeunesse péroniste ont retrouvé leur vigueur et leur voix pour saluer le discours de Saul Ubaldini, secrétaire général de la centrale unique argentine : « Jean-Paul et Peron, un seul cœur ». Mais c'est bien

sagement que la majorité de la foule a écouté l'allocution du pape, qui a dénoncé les violations de la dignité des travailleurs et des humbles, tout en affirmant qu'il ne fallait pas y répondre par la lutte des classes mais par la solidarité entre groupes sociaux. Dans le texte remis à la presse, Jean-Paul II qualifiait la lutte des classes de « conception idéologique et historiquement erronée ». A la tribune, il a remplacé « erronée » par « insuffisante ».

#### La justice base de la charité

« Comment peut-on rester les bras croisés face aux injustices si la justice est la base même de la charité ? » Tout en exhortant les syndicalistes à ne pas se laisser manipuler par les partis politiques, il a dénoncé les systèmes économiques « qui recherchent exclusivement le profit ». « Basta », a dit Jean-Paul II : « C'en est assez d'un système qui oblige les mères de famille à travailler de nombreuses heures en dehors de leur maison, un système qui ne donne pas toute sa valeur au travail de la terre, qui marginalise les invalides, et qui établit une discrimination à l'égard des immigrants ».

« Ce qu'il faut », a dit encore Jean-Paul II, « ce n'est pas se demander si l'homme est utile ou inutile pour le travail, mais de considérer le travail dans sa relation avec l'homme. Efforcez-vous d'être solidaires, et peu à peu vous parviendrez à contenir les effets de l'exploitation, et les syndicats seront un élément pour la construction de la justice sociale ».

Saul Ubaldini, en blouson, la chemise ouverte sur la poitrine laissant apparaître une croix en or, s'est sensiblement écarté du texte préparé en accord avec la Conférence épiscopale. L'air particulièrement ému, les mains tremblantes, la voix cassée, il a revendiqué le droit « au Pain, à la paix et au travail », slogan traditionnel de la CGT. Il a réclamé des « salaires dignes » et dénoncé la « loi inhumaine du marché ».

## SCIENCES

La fuite de sodium au surgénérateur Superphénix

### Une détection délicate et des travaux « longs et coûteux »

LYON  
de notre correspondant régional

Sept jours après l'annonce d'une fuite de sodium liquide dans le réacteur surgénérateur de Creys-Malville, les techniciens de la centrale, d'EDF et du constructeur (Framatome) n'ont toujours pas pu déterminer avec certitude la localisation de l'incident. Les examens effectués, notamment avec une microcaméra endoscopique, ont cependant permis aux responsables de la centrale d'affirmer, vendredi 10 avril au cours d'une conférence de presse, que la fuite n'était pas située au sommet du « barillet », ce réservoir contenant 700 litres de sodium liquide et utilisé comme réservoir de stockage du combustible avant et après leur passage dans le réacteur.

Les investigations se poursuivent pour déceler le lieu d'une fuite qui continue, selon les mesures effectuées, à faire monter, au rythme de moins de 500 kilos par jour, le niveau du liquide recueilli dans l'interstice de 15 centimètres formé par la cave d'effluents et son enveloppe d'acier de protection.

Le fait que la fuite n'affecte pas la partie haute du « barillet » entrainera des réparations « longues et coûteuses », a indiqué M. Gilbert Latat, chef de la centrale. Celui-ci n'a cependant pas pu fournir d'indications sur la durée de la réparation (un certain temps...) ni sur son coût financier.

Il est en effet trop tôt pour savoir si la réparation risque de nécessiter l'arrêt de la production d'énergie, pour connaître la nature des réparations à envisager, ou encore pour penser à la substitution de ce barillet défectueux par un autre réservoir.

Cette dernière hypothèse — la plus onéreuse — nécessiterait le remplacement d'un équipement de 90 millions de francs. Elle n'est cependant pas privilégiée aujourd'hui par les techniciens, qui s'accordent plutôt pour penser que les débris de la cave de stockage se situent au niveau d'un « bec de cafetière » qui — au bas du barillet

— permet les opérations de transfert des barres de combustibles — « neuves » dans un sens, irradiées dans l'autre — vers le cœur du réacteur, situé dans une cave plus vaste, contenant 5 500 tonnes de sodium irradié à haute température.

M. Latat a estimé que les objectifs de production électrique de la centrale pour l'année 1987 — 40 % de la puissance maximale — n'étaient pas, pour l'instant, remis en cause. EDF et la NERSA — l'organisme constructeur européen — reconnaissent que ce « premier incident sérieux » complique la tâche de ceux qui doivent défendre le dossier industriel de la poursuite de la filière surgénérateur (le Monde du 11 avril).

D'autant plus que les déboires récents de la « tuyauterie » du générateur de vapeur (le Monde du 18 février) ont entraîné la fermeture d'un des deux groupes alternateurs pour une durée beaucoup plus longue que prévu initialement. Depuis le 10 février, et « jusqu'à fin avril », annonce-t-on, l'incident ne produit que la moitié de ses capacités. Le « prototype industriel » de Creys-Malville est, semble-t-il, de plus en plus « prototype » et de moins en moins « industriel ».

CLAUDE RÉGENT.

● Ariane sur le marché canadien. — Deux contrats de lancement ont été signés par la société Telespace Canada, le porteur des lancements 1990, de deux satellites de télécommunications, Anik E1 et Anik E2. C'est la première entrée d'Ariane sur le marché canadien. Les deux Anik pèsent plus de 2 tonnes et sont les plus lourds satellites de télécommunications commerciaux jamais construits. La fusée européenne était en compétition avec le lanceur américain Titan, de la firme Martin Marietta, autrefois réservé aux lancements militaires et qui est maintenant proposé pour la mise en orbite de satellites civils.

## Médecine

La « bande à Juppé » à Bordeaux

### M<sup>me</sup> Barzach cherche à apaiser les étudiants en médecine

L'heure est venue pour les partisans de M. Jacques Chirac de commencer à « mouiller la chemise ». C'est M. Alain Juppé qui l'a dit, vendredi 10 avril, aux quelques militants du RPR réunis pour un apéritif dans un bâtiment de la Foire de Bordeaux. Chacun des membres du gouvernement, autour du ministre délégué au budget et porte-parole du gouvernement, domine avec lui l'exemple : M<sup>me</sup> Michèle Barzach, Michèle Alliot-Marie, Nicole Catala ; MM. Jacques

Valade et Camille Cahana. M. Valade leur avait préparé un joli programme à Bordeaux. Vice-président du conseil régional, président du conseil général, premier adjoint au maire de Bordeaux, le ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche a amené l'équipe au lycée technique Gustave-Eiffel pour un dialogue d'une heure et demie avec les élèves, puis devant les chefs d'entreprise de l'Union patronale girondine et enfin à l'université Bordeaux II.

BORDEAUX  
de nos envoyés spéciaux

Cette journée bordelaise a été l'occasion pour M<sup>me</sup> Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, de faire le point sur un certain nombre de sujets d'actualité. A propos du procès de la mère portuese qui voulait garder son enfant, le célèbre Baby M., M<sup>me</sup> Barzach a rappelé qu'en France la loi interdit toute procédure commerciale dans une affaire de ce type. Sur le fond, son jugement a été sans appel : « Payer

une femme pour qu'elle porte un enfant, n'est-ce pas, c'est se prêter à une nouvelle forme d'esclavage ». Distinguant nettement le problème des mères porteuses de celui des nouvelles méthodes de procréation, le ministre de la santé a regretté la position prise récemment par le Vatican sur ce sujet. Considérant tout d'abord le cas de l'ovule d'une femme fécondée par le spermatozoïde de son mari, M<sup>me</sup> Barzach a déclaré « mal comprendre la position de l'Eglise » qui vise « à remettre en question le traitement de la stérilité ».

En ce qui concerne le problème plus large des dons extérieurs au couple, M<sup>me</sup> Barzach a estimé qu'il faudrait, tôt ou tard, définir un cadre législatif pour ces pratiques. Un texte de loi sera vraisemblablement élaboré à cet effet dans les prochains mois.

A propos du projet de réforme du troisième cycle des études médicales, qui suscite actuellement une certaine agitation dans les CHU, M<sup>me</sup> Barzach a rappelé qu'il se justifiait par des raisons historiques : des obligations communautaires, tout d'abord, qui imposent une harmonisation à l'échelle européenne des systèmes d'enseignement ; et le fait que la loi Savary avait prévu des décrets transitoires qui arrivent à échéance en octobre 1987.

En pratique, il y aura donc des résidents (ceux qui n'auront pas passé le concours de l'internat ou qui auront échoué à ce concours) et des internes de spécialités. S'ils désirent parfaire leur formation, les résidents pourront devenir assistants hospitaliers et poursuivre ainsi une carrière hospitalière. D'autre part, les internes de spécialités devront devenir chefs de clinique, mais qui ne trouvent pas de postes vacants, pourront exercer, à titre transitoire, des fonctions d'assistants hospitaliers de spécialité, dans l'attente de la libération d'une place. Même procédure pour les chefs de clinique désirant devenir agrégés, qui pourront, à titre provisoire, occuper un poste de praticien hospitalier universitaire (PHU). M<sup>me</sup> Barzach et M. Valade se sont, une nouvelle fois, engagés formellement à faire figurer dans le texte de loi le fait que la rémunération de base des internes et des résidents sera identique.

« Tout le monde a intérêt à ce que les généralistes soient bien formés », nous a déclaré M<sup>me</sup> Barzach. « Il en va de l'image de la médecine française. En outre, une mauvaise formation des généralistes aurait des conséquences économiques graves. Je tiens à tranquilliser les étudiants : la loi leur garantit un statut et une rémunération identiques. Leur formation sera au moins aussi bonne que par le passé ».

On saura lundi 13 avril, lors des assemblées générales qui se dérouleront dans les CHU, si ces explications ont rassuré les étudiants en médecine. M<sup>me</sup> Barzach devait recevoir, ce samedi 11 avril, les représentants du comité national inter-CHU.

PATRICK JARREAU  
et FRANCK NOUCHI.

## DÉFENSE

### Les Britanniques n'envisagent pas un missile de croisière commun avec les Français

Le président de la commission de la défense aux Communes britanniques, M. Michel Matea, a déclaré, jeudi 9 avril à Paris, que l'idée d'un missile de croisière supersonique franco-britannique n'était pas envisageable actuellement pour Londres. M. Matea a été reçu par la commission de la défense de l'Assemblée nationale dont le président, M. François Fillon, avait suggéré, dans son rapport sur la loi de programmation militaire, qu'une telle idée pouvait être avancée pour l'après-Pan 2000.

Dans la pensée stratégique et tactique de la Grande-Bretagne, a expliqué M. Matea, il n'y a pas de place actuellement pour un tel projet. « Sur le plan politique, a-t-il ajouté, de tels plans créeraient des difficultés nationales » en Grande-Bretagne mais aussi « internationales » avec l'Union soviétique.

Au ministère français de la défense, la suggestion de M. Fillon a été qualifiée de « simple hypothèse de travail » d'un parlementaire, et on rappelle que M. André Girard, lors de son audition par la commission des finances de l'Assemblée sur la loi d'équipement militaire, avait déjà expliqué le rejet du missile de croisière parce qu'il est vulnérable (s'il est subsonique) ou impossible à faire actuellement (s'il est supersonique).

## SPORTS

La mort de Horst Dassler, patron d'Adidas

### Créateur d'une marque qui a fait le tour du monde

L'industriel ouest-allemand Horst Dassler, patron de l'empire Adidas, est mort, dans la nuit de jeudi à vendredi 10 avril, dans un hôpital d'Herzogenaurach en Bavière (RFA). Il était âgé de cinquante et un ans.

La saga de la famille Dassler va-t-elle se terminer avec la disparition du PDG de la marque aux trois bandes ? Une formidable ascension qui, en quarante ans, a transformé une petite fabrique de chaussures en une énorme entreprise, commerciale, sportive et financière, a-t-elle pris fin ?

Tout a commencé en 1948, lorsque les deux frères, Adolf et Rudolf Dassler décident, à la suite d'une mésaventure, de se partager l'entreprise familiale de fabrication de chaussures. Ils s'installent de part et d'autre de la petite rivière Aar, à Herzogenaurach en Bavière. Le coup de génie d'Adolf consiste à créer des chaussures réalisées avec deux morceaux de cuir fixés par trois coutures. Les trois bandes sont nées et deviennent, avec le trèfle, l'emblème d'Adidas (ADI pour Adolf et DAS pour Dassler). Moins chanceux, mais quand même bon commerçant, Rudolf aura plus de mal à imposer sa marque : PUMA.

Les deux sociétés rivalisent pour équiper les athlètes allemands. Une

compétition qui fascine le jeune fils d'Adolf. En 1956, Horst, tout juste âgé de vingt ans, se rend aux Jeux olympiques de Melbourne avec des valises chargées de chaussures de familles. Habilement, il hante les vestiaires des athlètes, proposant ses produits avec générosité. Les premières photos des podiums suffisent à assurer le succès de la marque allemande.

Quelques années plus tard, son père l'envoie en France pour développer les activités de la société. A partir du rachat d'une petite usine de chaussures en difficulté près de Saverne (Bas-Rhin), l'ancien hockeyeur, ex-champion de javelot, se lance dans les affaires.

Mais l'entrepreneur commerçant ne se contente pas de vêtir les athlètes. Depuis les Jeux olympiques de Melbourne, il connaît l'importance des liens qu'il est nécessaire d'entretenir avec les milieux du sport, pour promouvoir sa marque. A l'échelle de la France, puis très vite sur tous les continents, il aide des clubs, patronne des épreuves, distribue des coupes. Le PDG d'Adidas parcourt le monde, reçoit champions et responsables des comités olympiques, se propose parfois pour tenter d'éviter le boycottage de ses amis soviétiques.

Résultat : l'emblème familial fleurit partout. En 1976, aux Jeux olympiques de Montréal, 80 % des

concurrents sont équipés par Adidas. Mais la force de cet homme, toujours souriant, est d'avoir compris que, grâce aux photos et à la télévision, il pouvait atteindre un public beaucoup plus large. Ivan Lendl pour le tennis, Mohamed Ali pour la boxe, ou Nelson Piquet pour la Formule 1, devenaient des tableaux d'affichage vivants. Grâce à eux, des centaines de milliers de jeunes, et de moins jeunes, achetaient les produits aux trois bandes. En 1986, 56 millions de paires de chaussures ont été vendues d'Est en Ouest dans cent soixante pays du monde.

Depuis 1980, et surtout depuis le décès de sa mère en 1985, Horst Dassler avait repris la tête de l'affaire familiale. Il avait résisté aux offensives fratricides du concurrent PUMA et diversifié les productions du groupe en fabriquant des raquettes, des sacs et des ballons. Outre Adidas, Horst Dassler dirigeait la société suisse Sardan holding SA, propriétaire des marques Le Coq sportif, Puma, Arena, Fagot, et avait fondé, en 1982, avec une agence de publicité japonaise, ISL Marketing, une société de commercialisation d'événements sportifs de caractère international. Après les coupes du monde et les championnats d'Europe de football, ISL était devenu en 1983 l'agent commercial du mouvement olympique.

SERGE BOLLOCH.

« Après une étude approfondie »

### Peugeot renonce à la formule 1

Peugeot renonce à s'investir dans la formule 1. Le constructeur automobile a fait connaître sa décision « après une étude approfondie », dans un communiqué publié le vendredi 10 avril. Au siège de la société, on laisse entendre que cette décision se serait motivée par des problèmes financiers ou techniques, mais parce que la formule 1 ne correspond pas à l'image de la firme.

Les incertitudes qui ont pesé sur le Grand Prix du Brésil, à cause du conflit entre les pilotes et la Fédération internationale du sport automobile au sujet de la super-licence, n'ont fait que conforter la décision de la direction de Peugeot société anonyme.


Le constructeur français ne renonce pas pour autant au sport automobile. Jean Todt, directeur de Peugeot-Talbot Sport, est chargé de proposer de « nouvelles orientations » afin de permettre à son équipe « d'exprimer l'intégralité de son potentiel et de poursuivre le développement de son activité au bénéfice de l'image de l'entreprise ».

A court terme, la firme sochienne devrait développer son programme de rallyes de « type africain » en 1988 en participant au Paris-Dakar, gagné en 1987, au Paris-Pékin et, éventuellement, aux rallyes de l'Atlas et de Tunisie. L'espoir de Peugeot demeure toutefois de revenir au plus haut niveau dans le championnat du monde des rallyes, remporté en 1985 et 1986. Les difficultés suscitées par le nouveau groupe A, où toutes les voitures et toutes les pièces utilisées doivent être produites à cinq mille exemplaires au moins pour être homologuées, laissent espérer au constructeur français un prochain changement de réglementation.

● HOCKEY SUR GLACE : la France qualifiée pour les Jeux olympiques. — Malgré une défaite, vendredi 10 avril, à Rindgen (RFA) face à l'équipe du Japon (2-1), les hockeyeurs français se sont qualifiés pour les Jeux olympiques de Calgary en 1988. Grâce à une différence de buts favorable à l'issue de deux matches de barrage disputés jeudi et vendredi, les joueurs français ont obtenu une victoire qu'ils n'avaient pas connue depuis les Jeux de 1968.

● TENNIS : Tournoi WCT de Dallas. — L'Américain John McEnroe a battu le Suédois Stefan Edberg en quatre sets (7-6, 6-7, 7-6, 6-4) vendredi soir, en demi-finale des championnats de Dallas (Etats-Unis).

RAYONNAGES  
BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES



Équipe expérimentée - Informatique - 25 années d'expérience  
R.M. Levy, Editeur - 208, av. de la Main, 75014 Paris M<sup>me</sup> Allard

G. A.

1500



# Culture

## THÉÂTRE

«Polyeucte», de Corneille, à la Comédie-Française

### Bien des micmacs en Arménie

1987 restera une date charnière dans l'histoire de la Comédie-Française : un commando de choc, conduit à l'attaque par Jorge Lavelli, a enfin délivré Polyeucte de la routine.

Les spectateurs des soirées classiques et les jeunes des bancs d'école, étaient assujettis à voir exclusivement dans Polyeucte l'archétype de la tragédie chrétienne française. Au lycée les explications de la mise en scène, s'ordonnaient autour de quelques pages privilégiées, comme les stances de Polyeucte, et trichaient sur la perspective, dévalisaient l'ensemble.

La très belle mise en scène de Jorge Lavelli rend au chef-d'œuvre de Corneille l'intégralité de son discours, de ses intentions, de ses accents, et de ses subtilités ici et là équivoques.

Dès le lever de rideau, l'aspect fortifié, défensif, du décor nous annonce qu'il s'agit d'un propos militaire, d'une situation coloniale. Les armées romaines sont installées dans la place forte de Méthène, au bord de l'Euphrate, en Arménie. C'est la pointe la plus avancée des territoires qu'elles occupent, vers l'Asie. Une garnison campe, vers haut, sous les murs d'Échimiadine, comme une autre camp, dans un royaume voisin, sous les murs de Tibilisi. Mais le quartier général est implanté à Méthène, d'accès plus sûr pour le ravitaillement et les relèves.

Corneille a «traité» plus d'une fois l'occupation étrangère. *Surenra* est situé sur l'Euphrate aussi, et *Sophoniste* en Algérie, dans l'actuelle Constantine. Dans ces pièces, Corneille oppose des chefs romains, comme le Félix et le Sévère de *Polyeucte*, à des dignitaires du pays occupé, comme Polyeucte.

Mais, à Méthène, Corneille entrecroise l'action militaire, politique, et deux autres actions : l'une, d'amour passionnel, l'autre, de foi religieuse.

L'actuel commissaire le plus fort de l'œuvre de Corneille, le professeur Georges Couton, constate que l'amour physique, des dévotions, n'ont jamais été décrits par Corneille avec autant de précision, de vigueur, que dans *Polyeucte*.

Pauline, la fille du gouverneur romain Félix, était amoureuse, à Rome, avant de partir avec son père pour l'Arménie, d'un jeune officier. Sévère, qui le lui rendait bien, Félix s'est opposé à cette liaison. Et, à Méthène, par un calcul tordu, risqué, Félix a obligé Pauline à épouser l'un des nobles arméniens les plus en vue, Polyeucte (car le peuple



Jean-Luc Boutté et Thierry Hancisse.

d'Arménie renvoie à cette occupation).

Pauline croyait Sévère mort dans l'une des guerres de Rome. Mais voici qu'il débarque à Méthène, devenu le second personnage de l'Empire, pour récupérer Pauline (qu'il ne sait pas mariée). Voilà la pièce «passionnelle».

#### «Il est impayable»

La pièce religieuse, maintenant : l'Arménie sera, en l'an 300, le premier royaume extérieur à reconnaître officiellement le christianisme. Mais Corneille choisit l'année 250, qui est une date déterminante.

En effet, l'empereur romain Décius est l'homme qui a décrété l'extermination des chrétiens d'État, sous le prétexte que les chrétiens ont pour objectif de déstabiliser le pouvoir de Rome. Or Décius ne déteste le pouvoir que trois ans, de 249 à 251.

Décius envoie Félix en Arménie pour y maintenir l'ordre, c'est-à-dire, en premier lieu, pour y régler la question des chrétiens, par la

manière forte. Et Corneille construit sa pièce sur cette incongruité : le gendre qu'a choisi Félix à seule fin de faciliter sa mission se convertit au christianisme dès le début du premier acte.

Mais voici que Corneille, assez pervers en vérité, complique tout. Félix est un bonhomme, très lâche, très magouilleur, très lâche, comme ça force de malhonnêteté. «Il est impayable», remarque Claudel, c'est un personnage de Labiche. Polyeucte, de son côté, est une sorte de «chien fou», qui ne sait pas trop ce qu'il veut. Grand notable arménien, il n'a pas hésité à épouser la fille du chef des occupants, il est un «collabo», à sa manière. Néanmoins, il va devenir une bête noire des Romains, un chrétien. Mais il se convertit avant tout pour ne pas contraindre son ami Sévère, auquel il est très attaché (vous devez donc pas que pendre des femmes, et il y a chez eux, par moments, une note évidente d'homosexualité).

Baptisé à la vie-vite, notre Polyeucte va s'empêcher de démolir à coups de marteau, au cours d'une

cérémonie romaine de sacrifice, l'effigie d'un des dieux romains, Jupiter, alors que c'est formellement interdit par l'Église chrétienne. Et mieux que ça : au moment d'aller accomplir cet exploit, il invite Pauline à l'accompagner : «Y venez-vous, madame ?» D'autre part Polyeucte, marié depuis quinze jours, jette sa femme dans les bras de son rival, Sévère. «La magnanimité avec laquelle Polyeucte abandonne Pauline à Sévère ne touche pas seulement au comique, elle l'atteint», dit encore Claudel.

Sévère, maintenant. Le bras droit de Félix, pourfendeur des chrétiens, est un garçon très marginal. Très intello, très philosophe. Il aime beaucoup les chrétiens, quoique méprisant lui-même. Il trouve que ce sont d'excellents soldats, quand ils se battent dans les rangs des armées de Rome. Et qu'ils ne menacent aucunement l'État. Et que leur Dieu unique est moins glorieux, plus creux, que les innombrables dieux des Romains. Il explique d'ailleurs que les religions, dans leur ensemble, ne sont sans doute que des inventions des dirigeants politiques, qui s'emparent par là à affaiblir le peuple, à le «construire». Mais j'ai cité ces instances du maire de Paris, M. Chirac, et du président du conseil régional, M. Michel Giraud, préoccupés par le réajustement de la capitale vers l'Est. Alors, quand on me dit que Bercy c'est trop loin, je renvoie vers le premier ministre.

#### Profusion ambiguë

Tout cet imbroglio politique, militaire, amoureux, religieux, s'empêche pas Corneille d'écrire de très beaux vers, ici et là, qui brillent de la pureté pure foi chrétienne. Et d'engager un happy end où Félix se convertit au christianisme pour calmer un peu le désordre du peuple qui entoure le quartier général, où Pauline se convertit aussi parce qu'elle a un rendez-vous pour son Polyeucte à présent mis à mort (le sang de son mari l'a baptisée, dit-elle). Seul Sévère reste agnostique, mais il arrangerait tout cela, à Rome.

Voilà. C'est toute cette profusion ambiguë, par instants comique, de faits et d'intentions, de la pièce de Corneille que l'actuelle représentation de *Polyeucte* nous restitue. Le spectacle, quoique très rigoureux, est d'une prodigieuse beauté, comme Lavelli sait faire, dans ses meilleurs jours. Les décors sont de Louis Bercut. Les acteurs sont magnifiques : Jean-Luc Boutté en Sévère, Jacques Serey en Félix, Michèle Fatah en Pauline, et Polyeucte, notamment, domine à la tragédie la dimension entière de méditation et de poésie, c'est du très grand art.

MICHEL COURCENOT.

\* Comédie-Française (renouvellement de la séance après-midi à 14 h 30 seulement en raison de la grève des techniciens et tapissiers).

## PATRIMOINE

La visite du chef de l'Etat sur le chantier

### «Il n'y a pas de guerre au Louvre» déclare M. Mitterrand

«Il n'y a pas de guerre de Cent Ans au Louvre», a déclaré M. François Mitterrand en visitant le chantier du musée, le vendredi 10 avril en milieu de journée. «Le gouvernement a exprimé le souhait d'étaler les crédits. Il ne m'a pas demandé de réviser le projet. Je m'en tiens à ce qui a été dit et je crois sur parole des hommes honorables. Seulement, je regrette ce retard de deux ans, c'est une très grande gêne et une limitation du musée proprement dit. Je le regrette, mais ce n'est pas une catastrophe. C'est une économie qui coûtera un petit peu cher».

Tandis que peu de journalistes, tous de la presse écrite, étaient invités lors de précédentes occasions, l'Elysée avait convié dans la cour Napoléon des photographes et des chaînes de télévision. M. Mitterrand voulant sans doute donner un certain écho à une visite qui se déroulait sous les fenêtres du ministère de l'Économie et des Finances, là où s'édifie la pyramide.

«J'avais d'abord pensé au quel Brany, lieu plus noble pour le nouveau ministère, a rappelé le président de la République. Mais j'ai cédé aux instances du maire de Paris, M. Chirac, et du président du conseil régional, M. Michel Giraud, préoccupés par le réajustement de la capitale vers l'Est. Alors, quand on me dit que Bercy c'est trop loin, je renvoie vers le premier ministre».

Accompagné par l'architecte I.-M. Pei, par M. Emile Biasini, président de l'Établissement public du Grand Louvre, et par M. Olivier

Chevillon, nouveau directeur des musées de France, le président de la République a pu voir les pièces d'acier inoxydable déposé à la bûche de verre (cinq mille sont en cours de fabrication par la CFEM en Alsace), qui seront assemblées sur place, de la mi-mai à la mi-août, et des échantillons du verre blanc spécialement mis au point chez Saint-Gobain.

Quand elles ouvriront au printemps 1988, la pyramide et la grande salle qu'elle va recouvrir donneront accès aux départements actuels du musée, inchangés. Un passage à travers l'axe Richelieu sera aménagé, et l'on verra, «ce que l'on n'avait jamais vu», a précisé M. Mitterrand, la liaison avec le Palais-Royal, aujourd'hui «coupée par un grand mur noir qui court de la colonnade de Perrault aux guichets», le long de la rue de Rivoli.

Après avoir visité les sous-sols et la crypte, où ont été dégagés les sous-bassements du Louvre de Charles V, espace magnifique sous la cour Carrée, M. Mitterrand a rappelé le «respect» qu'il avait lui-même manifesté à l'égard des projets engagés par ses prédécesseurs (Orsay, La Villette, Institut du monde arabe, Défense), même quand il les avait fait réviser, et il a déclaré : «On ne peut pas avoir investi tant de talent et d'argent pour que ce soit une fusée d'artifice qui n'écclaire pas», avant de conclure : «Je crois qu'un peuple est grand quand son architecture est grande».

M. Ch.

## Armistice

(Suite de la première page.)

Que les collections les occupent ! La suite pourra attendre et peut-être s'apercevra-t-on que ces espaces ne sont pas infinies et l'ouverture d'Orsay a largement contribué à les dégonfler.

Certes. Mais des départements entiers, comme celui des arts islamiques, sont toujours en caisse. Certaines tapisseries de grandes dimensions — la suite «Scipion» — ne peuvent être exposées faute de place. Ne parlons pas de l'incroyable entassement qui règne dans certains secteurs comme celui de la sculpture française du dix-septième siècle. Et puisque cet argument est avancé, rappelons que le musée à la faculté, dès maintenant, de se déployer dans les galeries récemment réaménagées de la cour Carrée. Pourquoi alors lui refuser les crédits nécessaires, alors même que ceux-ci existent ? Enfin l'entrée monumentale de Pei doit

pointer logiquement le centre d'un espace quadrangulaire. Elle n'a aucun intérêt.

En fait, l'éternelle question soulevée Rue de Rivoli — les finances doivent-elles quitter le Louvre ? — revient à se demander si l'on peut faire fonctionner un ministère-clé qui doit quotidiennement être en contact avec ses homologues et les autres institutions de l'État (Elysée, Matignon, Champs des députés, etc.), en étant géographiquement isolé ?

L'isolement, le grand mot est lâché. Le ministre et le noyau du ministère (mille à mille deux cents personnes) ont, disent-ils, besoin d'être à moins d'un quart d'heure de ces centres névralgiques. La solution la plus séduisante — des vedettes rapides sur la Seine — est, hélas ! invisable. La vitesse sur le fleuve est limitée à 5 nœuds (9 kilomètres/heure), à cause de la fragilité des berges. Bercy accueillera donc vraisemblablement cinq mille fonctionnaires et peut-être un ou deux ministres délégués ou secrétaires d'État, mais il ne fait aucun doute que le noyau dur de l'administration des finances, ministère en titre, cherchera par tous les moyens à se fixer dans le centre de Paris, à proximité du quadrilatère sacré.

L'hôtel de Roquelaure où M. Bérégovoy s'installe prématurément ? Les liaisons avec Bercy sont jugées mauvaises. Le quel Brany ? Le maire de Paris avait refusé cette solution. Mais il s'était pas encore premier ministre. En revanche, construire sur ce site des bâtiments nouveaux ne coûterait pas loin de 2 milliards de francs. De plus, cette zone est toujours classée «espace vert». M. Balladur, soyons-en sûr, trouvera certainement des lambours dorés pour caser son maroquin.

Un armistice est donc en vue. Reste le problème du coût de la seconde tranche. Elle est estimée à 2,7 milliards de francs. L'indispensable rénovation des façades du Louvre, noircies et lépreuses, s'élèvera à 1 milliard de francs. Le réaménagement du musée et la transformation de l'axe Richelieu doivent absorber le reste des crédits. En période de vaches maigres, l'addition est sévère. Les négociations entre la Rue de Rivoli et l'établissement public porteront donc essentiellement sur un calendrier que l'administration des finances entend allonger au maximum : six à quinze ans pour la rénovation des façades. Plus encore pour le redéploiement des collections et la reconversion totale du vieux palais. M. Biasini aura besoin de tous ses talents de négociateur pour réduire ces délais.

Les «libéraux» du ministère des finances seront-ils tentés d'évoquer l'exemple soviétique : la restructuration du musée de l'Ermitage à Leningrad ne sera pas achevée avant 2005. Quant à la galerie Tretyakov de Moscou, elle est carrément fermée pour travaux depuis l'année dernière et ne sera rouverte au public qu'en 1990.

EMMANUEL DE ROUX.

Beretta et Beresford à Bobigny

### Harmonies abstraites

Un pianiste. Une styliste. Accord parfait à «Banlieues bleues».

Jazz méditatif et vêtements sculpturaux. Les mannequins défilent, parés de jupes-culottes en lin complètement décapées sur le côté. Les accords se raréfient. Steve Beresford, assis devant son piano, aplatis l'air avec sa main. Entouré de cinq

musiciens, il effleure les touches de son clavier, ne regarde pas les belles dames au visage de nacre.

Leurs corps s'embolent dans des tailleurs à poches en corset, des manteaux grands comme des capes, des draps immobiles. Les couleurs semblent avoir été brûlées au soleil : caramel, cuivre, sable, bronze, bleu du désert... Hurlées, minimales, la musique épouse les lignes. Le public applaudit chaque morceau avec

retenue, comme s'il avait peur de casser quelque chose.

Ce n'est ni un concert, ni un défilé, c'est une «performance» rigide et glacée, celle qui a clôturé à la Maison de la culture de Bobigny, la quatrième édition de *Festiva Banlieues bleues*. Il s'agit d'une «rencontre» entre Anne-Marie Beretta, styliste, architecte de mode et Steve Beresford, pianiste, compositeur.

Bruce Beresford a conçu sa musique comme Anne-Marie Beretta ses modèles : telle une bâtisseuse obsédée par la structure, les volumes, elle invente des formes épurées. Les femmes ont des lèvres couleur betterave, des crinières domptées au gel, et sourient rarement. Les trente mannequins se ressemblent, elles présentent cent quarante modèles qui illustrent de façon très inégale huit années de création. Les collections se suivent, intemporelles à force d'être abstraites.

L'architecture de l'orchestre est tout aussi rigoureuse. Celui-ci est soutenu par deux tables de percussion (Mamadou Kamara, Michael Vaucher), qui font un effet de colonne, deux clarinettes (Alan Hacker, Tony Coc), une contrebasse (Chris Lawrence). Tout le mouvement part du milieu, de ces deux pianos imbriqués (Tony Hymas, Steve Beresford). Tout colle impeccablement : jeux de clochettes, de petites cymbales, mûssements de clarinettes pour accompagner les longues, aux emmanchures très amples. Même harmonie entre ces jupes écossoises ou moirées et cette mélodie au piano qu'on dirait jouée dans un pub, par un petit matin brumeux. Mais on se demande où est passée la «mise en espace», de Lila Greene.

LOUIS MARCORELLES.

LAURENCE BENAÏM.

## CINÉMA

«Sacrée barbaque», d'André Klotzel

### Le voyage en ville

Montré à la Semaine de la critique de Cannes en 1985, un an avant que son interprète féminine, Fernanda Torres, ne fasse sensation sur la Croisette avec *Parle-moi d'amour*, d'André Klotzel, *Sacrée barbaque* est un conte sans intrigue ni histoire à proprement parler, une morale sur la quête du bonheur et sa vanité. Un récit totalement «désœuvré», selon le terme consacré, œuvre d'un ancien documentariste de l'école de communication de Sao-Paulo, André Klotzel.

Un paysan, Quim, part en quête de son destin d'un morceau de viande rouge à travers la forêt. Il croise un aborigène, premier occupant du pays — on se croirait en Australie — il échoue dans un village où une jeune fille avide de mariage met aussitôt le grappin sur lui. Les parents rechignent, mais les deux jeunes gens forcent la main du papa bourru. Quim se rend vite

compte qu'on le mène en bateau et que, de steak saignant, il n'y a toujours pas trace. Il poursuit son chemin, déjoue les pièges du diable paré en ravissante vagabonde, puis échoue en ville avec sa compagne.

André Klotzel nous livre le film le plus abstrait, le plus théorique qui se puisse imaginer, conçu sous forme de sketches courts et pleins de sens à croquer. Tel un Lévi-Strauss collectant des échantillons, il répertorie superstitions, rituels, croyances. Les vraies intentions du cinéaste explosent, en fin de parcours, avec l'arrivée à Sao-Paulo et le pillage idyllique d'un supermarché où Quim, enfin, n'a qu'à se servir et emporter sans payer son super-steak rouge barbeque, en musique, tous les rites de la banalité bourgeoise quotidienne. Quim a franchi l'arc-en-ciel de la condition brésilienne.

En EXCELSIOR dans les salles équipées V.O. : MARIGNAN CONCORDE PATHE HAUTEUILLE PATHE STUDIO DE LA HARPE PARNY MAILLOT 14 JUILLET BEAUGRENELLE 14 JUILLET BASTILLE KINOPANORAMA GRAND FORUM HORIZON TEXEOLYMPIA GEORGE V JEXX V.O. et V.F. V.F. : FRANCAIS PATHE MAXEVILLE WEPLER PATHE MONTMARNASSE PATHE GALAXIE FAUVETTE MISTRAL NATION UGC CONVENTION

**BRAVO OLIVER STONE!**

**4 OSCARS**

MEILLEUR FILM  
MEILLEURE REALISATION  
MEILLEUR MONTAGE  
MEILLEUR SON

**PLATOON**

MISTRAL 1000 mm de 13 mm

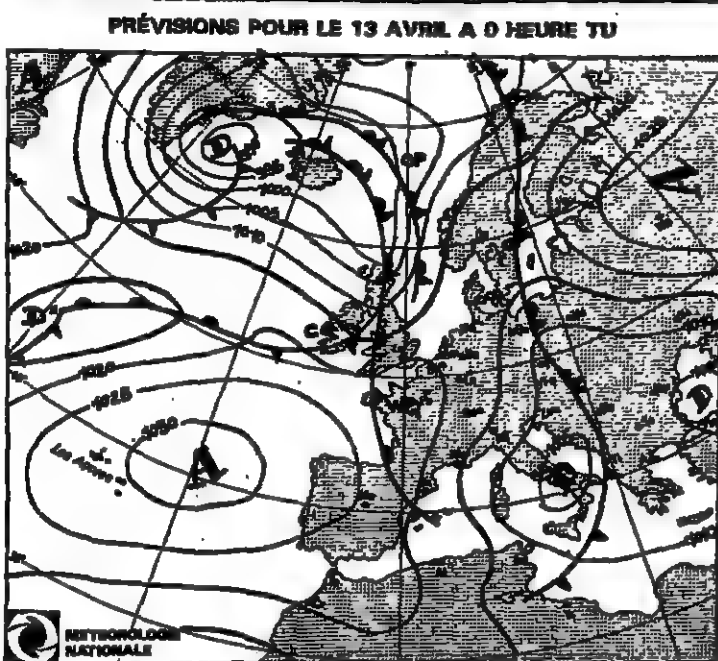
V.F. : VERSAILLES Cytos - PARY 2 - ST-GERMAIN CH - RIEN Ardel - POSEY Bar VELIZY 2 - ORSAY Uda 2 - 9 DÉFENSE 4 Temps - COLOMBES Club - ENGINES France ARGENTEUIL Gamma - THIAIS Belle Épine Paris - CHAMPIGNY Audition Paris GAUMONT Ouest - FRYT Goumont - ANTOINES Tricyle - PANTIN Carrefour - CRYTEL Ardel BOSNY Ardel - MARNE-LA-VALLÉE Ardel - SARCELLES Floppas - AULNAY Partiel COGNIL Ardel - CACHAN Pénide - VAL D'YERRES Bary - LA VARENNE







**SITUATION LE 11 AVRIL 1967 A 0 HEURE TU**

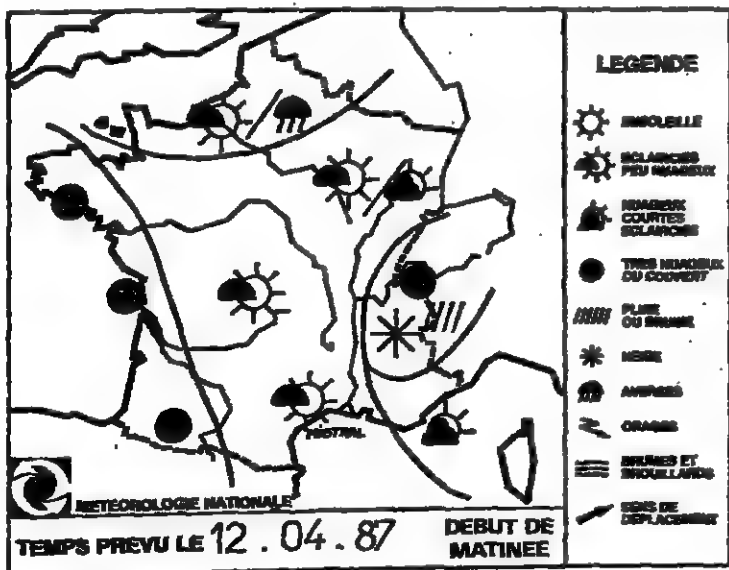


De la Bretagne au Pays basque et aux Pyrénées, les températures très inégales, localement, quelques pluies, plus abondantes sur le relief pyrénéen.

Sur les régions méditerranéennes, la température sera très ensoleillée grâce à un vent assez fort.

Sur les autres régions, après les fortes pluies, on verra assez largement le soleil.

Les températures minimales seront en altitude dans l'intérieur, 0 à 3 degrés, et descendront à 2 degrés. Sur les côtes, elles seront comprises entre 3 et 5 degrés. Les maximales varieront entre 13 et 15 degrés, à l'exception des régions méditerranéennes, où elles atteindront 16 degrés.



TEMPÉRATURES		maxima - minima			et temps observé	
Valeurs extrêmes relevées entre						
le 10-4 à 6 h TU et le 11-4-1987 à 6 h TU						
le 10-4-1987						
<b>FRANCE</b>						
ALGER	13	6	D	N	C	N
MARSEILLE	15	6	D	N	C	N
BOULOGNE	13	6	D	N	C	N
BOURGES	15	4	D	N	C	N
NANTES	14	7	D	N	C	N
CLERMONT-FERRAND	11	6	D	N	C	N
DIJON	13	2	D	N	C	N
LYON	13	0	D	N	C	N
STRASBOURG	13	0	D	N	C	N
PARIS	11	3	D	N	C	N
TOULOUSE	13	6	D	N	C	N
POitiers	13	1	D	N	C	N
<b>ETRANGER</b>						
ALGER	21	8	N	A	N	N
AMSTERDAM	19	4	N	A	N	N
ATLANTES	27	26	N	A	N	N
BARCELONE	17	9	N	C	C	C
BELGRADE	23	9	N	C	C	C
BERLIN	9	2	N	A	N	N
BRAZILIA	12	9	N	A	N	N
LA CAPE	6	4	N	A	N	N
CHENNAI	25	19	N	A	N	N
DAKAR	25	19	N	A	N	N
DELHI	32	19	N	A	N	N
DELTA	24	14	N	A	N	N
GENEVE	17	25	N	A	N	N
HONGKONG	20	14	N	A	N	N
ISTANBUL	18	6	N	A	N	N
JERUSALEM	18	6	N	A	N	N
LISBONNE	13	4	N	A	N	N
LONDRES	13	11	N	A	N	N
LUXEMBOURG	29	13	N	A	N	N
MADRID	36	23	N	A	N	N
MARRAKECH	32	10	N	A	N	N
MEXICO	27	14	N	A	N	N
MILAN	14	6	N	A	N	N
MONTREAL	13	6	N	A	N	N
MOSCOW	3	6	N	A	N	N
NARONI	26	19	N	A	N	N
NEW YORK	22	9	N	A	N	N
PALESTINE	2	8	N	A	N	N
PARA-AGUA	18	4	N	A	N	N
PEROU	15	4	N	A	N	N
PORT-PAULO	36	29	N	A	N	N
ROME	17	8	N	A	N	N
SARAJEVO	14	6	N	A	N	N
STOCKHOLM	5	1	N	A	N	N
STONY	23	13	N	A	N	N
TOKYO	19	14	N	A	N	N
TUNIS	20	9	N	A	N	N
VARSOWIE	14	5	N	A	N	N
VENISE	17	10	N	A	N	N
VIENNE	14	10	N	A	N	N

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

### PROBLÈME N° 4461

**Solution du problème n° 4460**

### Verticalement

1. Dossier. Ota. - 2. Inepties. AI (synovie du poignet). - 3. V&t. Ede. Era. - 4. Or. Omelette. - 5. Rêve. Née. - 6. Cuite. Ut. Sl. - 7. Estaminet. - 8. Ex. Urinoir. - 9. T&f-t&f. Dine.

## Anniversaires

**Arno LANGBORT**  
ingénieur ESCT.

Ceux qui l'ont connu auront une pensée pour lui.

### Soutenances de thèse

- Université Paris-IV-Sorbonne, le samedi 30 mai, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M<sup>me</sup> Marie-Hélène Julien, sec. Martin : « La transcription manuscrite des quatorze hymnes attribués à Saint-Ambroise, jusqu'à la fin du onzième siècle : étude codicologique, critique et éditoriale ».
- Université Paris-IV-Sorbonne, le samedi 30 mai, 16 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M<sup>me</sup> Josée Bonhomme, sec. Hassat : « Recherches sur la ville de Sals et problèmes d'archéologie marocaine ».
- Université Paris-IV, le lundi 15 juin 1987, à 14 heures, amphithéâtre Guizot, 17, rue de la Sorbonne, M<sup>me</sup> Dominique Gauthier : « La réputation de l'œuvre dans la littérature grecque, latine et l'hétéroclite crocoque, à l'époque romaine ».

## CARNET DU MONDE

Les ados peuvent être intéressés  
**LE JOURNÉE**  
 s'écoule pour eux beaucoup plus vite  
 au collège du journal.  
 7, rue des Ballons, 75227 Paris Cedex 08.  
 Tél. MORPAP 40-56 572 F.  
 Télécopieur : 45-23 05-81.  
 Renseignements : Tél. 42-47-95-03.  
 Tarif de la ligne M.T.  
 Toutes rubriques ..... 89 F  
 Abonnés (avec justificatif) ..... 60 F  
 Communications diverses ..... 72 F  
 Insertion minimum 10 lignes (donc  
 4 lignes de blanc). Les lignes en  
 capitales grasses sont facturées sur  
 la base de deux lignes.

~~(Public)~~

**RAPPEL**

*Le nouveau  
numéro d'appel  
du LABORATOIRE  
D'ASTRONOMIE  
SPATIALE DU CNRS  
situé à Marseille  
est 91-05-59-00.*

● EXPOSITION : hobbies. -

● GUIDES : immobilier. Pour répondre aux questions que peuvent se poser acquéreurs, maîtres-d'œuvres, propriétaires et locataires, les avocats du barreau de Paris ont rédigé trois brochures : le Guide de l'acquéreur et de la maison individuelle, Votre logement et les mallocons et le Guide de la multipropriété. Elles complètent la collection des « Cahiers du barreau de Paris », qui sont disponibles au Palais de justice : tél. 45-34-12-34, ou au service de presse de l'ordre des avocats de la

• **GUIDE :** service d'accueil et de renseignements... Ou s'adresse-t-on pour obtenir une aide juridique, un extrait d'acte judiciaire, une fiche d'état civil ? La Documentation française vient de publier un guide des services d'accueil et de renseignements mentionnant pour chacun l'adresse, le téléphone, les jours et les heures d'ouverture. Une partie est spécialement consacrée aux « services destinés à un public précis » (femmes, jeunes, travailleurs immigrés, les autres sont regroupés en 12 sections : Justice, Santé, Culture, Éducation, Travail, Sports, Culture, Défense, Santé, Les seniors, etc.). Un index alphabétique permet de trouver rapidement les renseignements recherchés.

★ Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07, 114 pages, 36 F.

● JEUNES : « Wapiti », un collécuté sur la nature. — Les éditions Milan, de Toulouse, vont lancer un mensuel pour les jeunes de sept à

treize ans passionnés de nature. Son titre : *Wapiti* — du nom d'un certain d'Amérique, — un clin d'œil à *Okapi*, autre magazine pour la jeunesse. Le numéro 1, daté d'avril, présente une série de reportages très documentés, et abondamment illustrés, sur la vie de l'ours brun du nord-est du Canada.

pêcheur et de la faune des mares. Le papier, glacé, est de qualité, ce qui explique le prix (20 F le numéro de 48 pages couleur encore vierges de publicité).

\* Wapiti, 9, rue des Gestes, 31000  
Toulouse. Tél : 61.27.90.35.

● **PLONGÉE : « Océans-Sub ».**  
— Un numéro spécial intitulé Océans-Sub du magazine de la mer *Océans* est consacré à la médecine de la plongée sportive et professionnelle sous tous ses aspects. Ce travail de vulgarisation rédigé entièrement par le docteur Raymond Sciari, médecin fédéral national de la Fédération française d'études et de sports sous-marins, s'adresse à la fois aux plongeurs professionnels, aux millions de chasseurs sous-marins ou aux simples baigneurs qui pourront ainsi découvrir toute la complexité de la physiologie de l'être humain, sur, sous ou après la mer.

★ En vente en kiosques, ou auprès de la revue *Océans* (122, chemin Sormiou, 13009 Marseille).

■ **TRANSPORTS** — réduction de certains tarifs maritimes et aériens sur le Corse. — Le président de l'Office régional des transports de la Corse, M. Pierre-Piello Ceccaoli, vient d'annoncer la réduction de certains tarifs maritimes et aériens pour assurer la « continuité territoriale » de la Corse avec le continent. L'île, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1987, verra les es-ferries, le supplément couchette et le tarif étudiant seront réduits de 50 %. D'autre part, quatre anciens cargos viennent d'être aménagés pour transporter chacun de soixante à cent personnes et quatre autres sont en construction.

Pour ce qui concerne le transport aérien, la collectivité territoriale vient d'être étendue à l'aéroport de Figari (Corse-du-Sud) et le prix aller-retour Paris-Figari a été ramené de 2 200 à 1 900 F. De plus, depuis le 1<sup>er</sup> avril, une ligne Ajaccio-Toulon a été mise en place pour faciliter les relations entre l'île et le communauté corse du Var.

● **Préservatifs gratuits dans les armées.** — Des préservatifs sont distribués gratuitement aux militaires français stationnés outre-mer, notamment au Tchad et en Centrafrique. Cette mesure a été décidée pour les protéger contre les risques du SIDA et elle était déjà appliquée aux escadres, par la marine française, pour lutter contre les maladies sexuellement transmissibles.

# Le Monde

*sur minitel*

# **BOURSE**

## **CONFIEZ-NOUS VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL**

Et tous les jours nous vous indiquons l'évolution de chaque valeur et nous calculons pour vous le montant global de votre portefeuille. C'est la corbeille en direct. Dès la clôture de la Bourse, vous connaissez les cours du jour. Vous êtes informé sur-le-champ.

## POUR RÉAGIR PLUS VITE

**Vous pouvez tout nous demander. A tout moment, tout au long de la journée. Nous suivons l'intégralité des cotations à la Bourse de Paris : même le hors-cote, les obligations et les SICAV. En tout 4.500 valeurs. A vous de dénicher les bonnes affaires.**

## ET PAS DE RISQUES D'INDISCRÉTIONS

Nous vous attribuons un code personnel et secret qui vous donne accès à la sélection de valeurs que vous avez vous-même établie. Le Monde sur minitel gère déjà 35 000 portefeuilles. Normal. Le système est simple et il rend service.

Il paraît d'ailleurs que certains utilisateurs ne possèdent pas un vrai portefeuille mais en profitent pour mettre à l'épreuve leurs talents d'opérateur.

## UNE SAGE PRÉCAUTION

**D'autres se sont constitué plusieurs portefeuilles : un avec leurs véritables avoirs et d'autres - fictifs - pour mieux suivre certaines valeurs. Et acheter au bon moment.**

## INGÉNIEUX ET EFFICACE. NON ?

# 36.15 TAPEZ LEMONDE



## Chronologie

## ÉTRANGER

3. - ITALIE : La démission de M. Bettino Craxi, premier ministre depuis le 4 août 1983, ouvre une crise politique et rebondissements (du 1<sup>er</sup> au 6, 11, 21, 27 et 29-30/III, 1<sup>er</sup> et 2/IV).

4. - ÉTATS-UNIS : M. Ronald Reagan reconnaît, dans un discours télévisé, que les ventes secrètes d'armes à l'Iran ont été « une erreur » et promet de collaborer davantage avec le Congrès. Ce discours est bien accueilli, ainsi que sa conférence de presse du 19, ce qui permet au président de regagner une partie de la confiance qu'il avait perdue (du 3 au 12, 17, du 19 au 23, 26 et 27).

4. - ÉTATS-UNIS-ISRAËL : Jonathan Pollard, reconnu coupable d'espionnage au profit d'Israël, est condamné à la prison à perpétuité par un tribunal fédéral de Washington. Le 11, le gouvernement israélien finit par accepter la formation d'une commission de deux membres chargée d'enquêter sur les responsabilités de Jérusalem dans cette affaire (3, 6, 7, 10, 12, 13, 14, 18 et 31/III, 1<sup>er</sup>/IV).

4. - ÉTATS-UNIS-URSS : Washington réplique à la proposition de M. Gorbatchev en déposant à Genève un projet de traité sur le démantèlement des armes nucléaires. Les discussions, qui se poursuivent, portent sur les mesures de vérification ainsi que sur l'exigence américaine d'inclure les missiles à courte portée dans la négociation sur les missiles intermédiaires (du 3 au 19, 27 et 28).

4. - TURQUIE : L'avion turc pénètre en Irak pour bombarder des bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), accusé d'être responsable d'actes terroristes qui ont fait 34 morts en 1987 (du 5 au 10).

5. - ÉQUATEUR : Un tremblement de terre fait au moins mille morts et des dégâts considérables dans la province amazonienne de Napo, au nord-est du pays. La destruction de l'oléoduc transandin entraîne l'arrêt de la production de pétrole et donc des exportations, qui représentent 60 % des revenus du pays. Le remboursement de la dette extérieure est suspendu et un plan d'austérité est mis en place (du 10 au 17, 19 et 27).

6. - BELGIQUE : Le car-ferry britannique *Herald of Free-Enterprise* fait naufrage à moins d'un kilomètre du port de Zeebrugge, après que l'eau se fut engouffrée par les portes du bateau restées ouvertes. Les secours, pourtant très rapidement organisés, ne permettent de sauver qu'environ 350 des 543 personnes à bord (du 8 au 11, 15-16 et 21).

10. - RFA : Le groupe Volkswagen annonce une perte de 480 millions de deutschemarks (1,6 milliard de francs) due à des opérations de change spéculatives ou frauduleuses (13, 15-16, 17 et 21).

10. - VATICAN : La Congrégation pour la doctrine de la foi publie une « instruction » qui exprime l'opposition de l'Eglise catholique à toute forme de procréation artificielle. Ce texte, critiqué dans les milieux médicaux, provoque l'embaras des théologues et de médecins catholiques (du 10 au 16, 18, 19 et 21).

11-12. - FRANCE-ESPAGNE : Le premier sommet « institutionnel » franco-espagnol scelle la spectaculaire amélioration des relations entre Paris et Madrid. Mais un désaccord public apparaît à Madrid entre le président et le premier ministre français, M. Mitterrand n'hésitant pas à contredire M. Chirac qui s'était attribué la paternité du rapprochement franco-espagnol (du 10 au 14).

12. - CEE : La Cour de justice européenne condamne la RFA et la Grèce pour leurs pratiques protectionnistes sur le marché de la bière (13).

12. - LIBAN : L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) menace d'« exécuter » Jean-Louis Normandin, le technicien d'Antenne 2 retenu en otage depuis le 8 mars 1986, si M. Chirac « ne clarifie pas (...) des propos irresponsables » tenus le 10 par M. Mitterrand. Paris rejette cet ultimatum, mais les contacts diplomatiques établis, ainsi que l'appel à la clémence lancé le 15 par le chef spirituel des chiites libanais, amènent les

ravisseurs à « reporter l'exécution de la sentence de mort » (du 11 au 26).

15-16. - FINLANDE : Aux élections législatives, les sociaux-démocrates de M. Kalevi Sorsa, premier ministre depuis 1982, demeurent la première formation politique en obtenant 56 (-1) des 200 sièges, mais les conservateurs, avec 53 (+9) sièges, et les centristes, avec 40 (+3) sièges, progressent (5, 14, 15-16 et 18).

18. - DJIBOUTI : Une bombe explose dans le café l'Historik au centre de Djibouti : onze personnes sont tuées, dont cinq Français et trois Allemands. Un Tunisien, affirmant avoir « été recruté à Damas », avoue le 21 avoir commis l'attentat (20, 21, 24 et 31).

20. - AFRIQUE DU SUD : Pierre-André Albertini, coopérant français dénoncé depuis le 23 octobre 1986 dans le hameau de Ciskai, est condamné à quatre ans de prison pour avoir refusé de témoigner contre cinq dénomés noirs accusés d'actes terroristes (du 21 au 30).

20. - CAOUTCHOUC : Producteurs et consommateurs réussissent à s'entendre sur le renouvellement de l'accord international conclu en 1979 (17 et 22-23).

22. - TCHAD : L'armée tchadienne remporte une victoire décisive en reprenant aux Libyens la base de Ouadi-Doum, dans l'Ennedi, au nord du Tchad : 1 269 soldats libyens sont tués et un important arsenal militaire est récupéré, alors qu'environ 800 autres soldats libyens ont été tués, les 19 et 20, au cours de l'attaque contre deux colonies libyennes au sud de Ouadi-Doum. Le 27, Faya-Largeau est conquise sans combats : la dernière place forte tenue par les troupes libyennes dans le nord du Tchad avait auparavant été évacuée par la garnison d'environ 2 300 soldats libyens, qui s'étaient repliés vers la bande d'Azouzi (4, 5, 7, 10, 11, 14 et du 21/III au 3/IV).

23. - RFA : M. Willy Brandt, président du Parti social-démocrate (SPD) depuis 1964, démissionne après avoir tenté d'imposer comme porte-parole du parti une jeune femme grecque qui n'était pas membre du SPD. M. Hans Jochen Vogel est désigné le 23 pour succéder à M. Brandt (22-23 et 25).

26. - FRANCE-ALGÉRIE : M. Mitterrand vient à Alger s'entretenir avec le président Chadli (21, 27 et 28).

26. - IRAN-TUNISIE : Tunis rompt ses relations diplomatiques avec Téhéran en raison des « activités subversives » menées par l'ambassade iranienne à Tunis. Cette décision s'accompagne de nombreuses arrestations dans les milieux islamistes tunisiens (15-16 et du 27 au 30/III, 1<sup>er</sup>/IV).

26. - MACAO : Le Portugal et la Chine signent l'accord prévoyant le retour de Macao sous souveraineté chinoise le 20 décembre 1999. Comme pour Hongkong, Pékin a accepté que l'ancienne colonie portugaise conserve « son système socio-économique et son mode de vie » pendant cinquante ans (19, 24 et 27).

27. - ÉTATS-UNIS-JAPON : Le président Reagan annonce que des droits de douane supplémentaires vont être imposés par les États-Unis sur les importations japonaises de matériel électronique en représailles contre les violations de l'accord conclu le 31 juillet 1986 sur les semi-conducteurs. Cette menace de guerre commerciale américano-japonaise s'accompagne de graves perturbations sur les marchés des changes et les places financières. Le dollar chute, le 31, à 145 yens, son plus bas niveau par rapport au yen, et les Bourses mondiales se replient, alors que les indices boursiers viennent d'enregistrer des records de hausse : 1625,2 le 24 à Londres, 460,4 le 26 à Paris, 2372,58 le 26 à New-York et 22 178,02 le 28 à Tokyo, soit entre 15 % (Paris) et 25 % de mieux en trois mois (6, 8-9, 15-16 et du 22/III au 2/IV).

27. - PHILIPPINES : Manille obtient des banques privées le rééchelonnement de 10,3 milliards de dettes, ainsi que 3 milliards de crédits nouveaux (29-30).

28. - FRANCE-RFA : M. Kohl et Mitterrand, à l'issue d'un entretien au château de

Chambord sur la sécurité et la défense en Europe, se déclarent favorables à une « détente contrôlée » (29-30 et 31).

28. - GRANDE-BRETAGNE-URSS : M. Thatcher, en visite officielle en Union soviétique jusqu'au 1<sup>er</sup> avril, est reçue avec des égards exceptionnels. La réduction des armements est au centre de ses neuf heures d'entretiens avec M. Gorbatchev. Sur ce sujet, le premier ministre britannique maintient son refus d'une « dénucléarisation de l'Europe » après avoir pu constater une grande identité de vues avec ses principaux alliés européens en rencontrant, le 23, M. Mitterrand en Normandie et M. Kohl à Bonn (24, 25 et du 29/III au 4/IV).

29. - FRANCE-ÉTATS-UNIS : M. Chirac se rend jusqu'au 1<sup>er</sup> avril à Washington où il insiste sur l'unité de la diplomatie française. Reçu très chaleureusement, il s'entretient le 31 avec M. Reagan, principalement de la question de la sécurité européenne. Sur ce sujet, M. Mitterrand avait auparavant adressé au président américain une lettre qui, selon M. Chirac, « exprimait de la façon la plus claire la posi-

tion de la France » (du 28/III au 3/IV).

29. - HAÏTI : La nouvelle Constitution est ratifiée par référendum (10, 12, 25 et 29-30/III, 2/IV).

30. - ESPAGNE : Ouverture à Madrid de procès des présumés responsables de la distribution en 1981 d'une huile frelatée qui provoqua la mort de près de quatre cents personnes et des lésions souvent irréversibles chez vingt-cinq mille autres (25 et 29-30/III, 1<sup>er</sup> et 3/IV).

31. - FRANCE-ÉTATS-UNIS : Un accord met fin au contentieux franco-américain sur l'antériorité de la découverte du virus du SIDA : la valeur des deux brevets déposés séparément par les équipes des professeurs Luc Montagnier (Institut Pasteur) et Robert Gallo (National Institute of Health) est reconnue et la répartition des bénéfices commerciaux est fixée (8-9/III, 1<sup>er</sup> et 2/IV).

31. - VATICAN : Le pape Jean-Paul II commence en Uruguay son huitième voyage en Amérique latine (28 et à partir du 31/III).

## Mars 1987 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

Chambord sur la sécurité et la défense en Europe, se déclarent favorables à une « détente contrôlée » (29-30 et 31).

28. - GRANDE-BRETAGNE-URSS : M. Thatcher, en visite officielle en Union soviétique jusqu'au 1<sup>er</sup> avril, est reçue avec des égards exceptionnels. La réduction des armements est au centre de ses neuf heures d'entretiens avec M. Gorbatchev. Sur ce sujet, le premier ministre britannique maintient son refus d'une « dénucléarisation de l'Europe » après avoir pu constater une grande identité de vues avec ses principaux alliés européens en rencontrant, le 23, M. Mitterrand en Normandie et M. Kohl à Bonn (24, 25 et du 29/III au 4/IV).

29. - FRANCE-ÉTATS-UNIS : M. Chirac se rend jusqu'au 1<sup>er</sup> avril à Washington où il insiste sur l'unité de la diplomatie française. Reçu très chaleureusement, il s'entretient le 31 avec M. Reagan, principalement de la question de la sécurité européenne. Sur ce sujet, M. Mitterrand avait auparavant adressé au président américain une lettre qui, selon M. Chirac, « exprimait de la façon la plus claire la posi-

tion de la France » (du 28/III au 3/IV).

29. - HAÏTI : La nouvelle Constitution est ratifiée par référendum (10, 12, 25 et 29-30/III, 2/IV).

30. - ESPAGNE : Ouverture à Madrid de procès des présumés responsables de la distribution en 1981 d'une huile frelatée qui provoqua la mort de près de quatre cents personnes et des lésions souvent irréversibles chez vingt-cinq mille autres (25 et 29-30/III, 1<sup>er</sup> et 3/IV).

31. - FRANCE-ÉTATS-UNIS : Un accord met fin au contentieux franco-américain sur l'antériorité de la découverte du virus du SIDA : la valeur des deux brevets déposés séparément par les équipes des professeurs Luc Montagnier (Institut Pasteur) et Robert Gallo (National Institute of Health) est reconnue et la répartition des bénéfices commerciaux est fixée (8-9/III, 1<sup>er</sup> et 2/IV).

31. - VATICAN : Le pape Jean-Paul II commence en Uruguay son huitième voyage en Amérique latine (28 et à partir du 31/III).

## CULTURE

1<sup>er</sup>. - Mort de Bertrand de Jouvenel, économiste et homme de lettres (4).

3. - Mort de Danny Kaye, acteur américain (5).

4. - Mort de l'écrivain Georges Arnaud (6 et 7).

5. - Jacques Laurent, reçu à l'Académie française par Michel Déon, prononce l'éloge de Fernand Braudel (6 et 8-9).

7. - *Thérèse*, d'Alain Cavalier, remporte six des dix-huit Oscars du cinéma (1-2 et 10).

19. - Le gutenberg du meilleur roman français est remis à Pascal Quignard pour *Le Salon de Wurttemberg* (Gallimard) à l'ouverture du septième Salon du livre (20, 21, 24, 26 et 27).

19. - Mort de Louis de Broglie, prix Nobel de physique en 1929, membre de l'Académie française (20 et 21).

20. - Le premier réseau de télévision câblé en fibre optique est inauguré à Rennes par M. Mitterrand (21 et 22-23).

20. - Mort de Rita Streich, soprano allemande (22-23).

22. - L'exposition « Hommage à Christian Dior, 1947-1957 » est inaugurée au Musée des arts de la mode (19).

24. - M. François Léotard exprime à M. François Mitterrand, qui le reçoit à l'Élysée, son accord sur le projet du Grand

Louvre, alors que M. Edouard Balladur s'entretient du départ du ministre des finances de l'île de la rue de Rivoli (5, 20, 26, 27 et 31).

25. - M. Chirac demande qu'un nouveau projet de chaîne musicale de télévision soit étudié et propose que la chanson française et les « clips » soient aidés financièrement par l'État (5 et 27/III, 3/IV).

25. - M. Olivier Chevrillon est nommé directeur des Musées de France (26 et 27).

26. - Le Grand Palais expose les trésors des pharaons décapités à Tani, dans le delta du Nil, par des égyptologues français entre 1939 et 1946 (27).

27. - Le nouveau Centre des archives d'outre-mer d'Alsace-Provence est inauguré par M. Léotard (4/IV).

27. - Mort d'Eugen Jochum, chef d'orchestre allemand (29-30).

30. - *Platoon*, film d'Oliver Stone sur la guerre du Vietnam, obtient quatre Oscars à Hollywood (31/III et 1<sup>er</sup>/IV).

30. - Les *Tournevents*, toile peinte en 1888 par Vincent Van Gogh, atteint à Londres l'enchère record de 22,5 millions de livres, soit 220 millions de francs (1<sup>er</sup> et 10/IV).

## FRANCE

1<sup>er</sup>. - La mort de cinq personnes dans l'accident d'un télésiège à la station de sports d'hiver de Luz-Ardiden (Hautes-Pyrénées) met en cause l'efficacité des contrôles de sécurité pour les équipements de montagne (du 3 au 6 et 8-9).

2. - M. Jean-Paul Mazurier, ancien avocat de Georges Ibrahim Abdallah, révèle dans un livre d'entretiens qu'il était un agent des services de renseignement français (4, 5, 7, 10, 11, 12, 21 et du 28 au 31).

4. - M. François Mitterrand, au cours du conseil des ministres, juge d'un « réel intérêt » les propositions de M. Gorbatchev sur le retrait des armes nucléaires, affirmant qu'elles sont « conformes à l'intérêt de la France et de la paix ». Il rappelle que la force de dissuasion française n'a pas à être prise en compte dans les négociations américano-soviétiques et insiste sur la nécessité « d'unité de vues » des Européens sur ce sujet. M. Jacques Chirac exprime son accord avec cette déclaration, alors que M. André Girard, ministre de la défense, comme M. Raymond Barre et une partie de l'UDF, aurait souhaité que la France adopte une position plus critique (du 3 au 13, 19, 28 et 31).

4. - Des propos de M. Robert Pandraud, rapportés par *Le Monde*, sur Malik Oussekine, l'étudiant mort au quartier Latin en décembre 1986, sont vivement critiqués, y compris par certains membres de la majorité (du 5 au 14).

5. - M. Chirac, après avoir reçu la CGC le 2, la CFTC et la CGT le 3, achève la concertation engagée avec les partenaires sociaux en recevant une délégation du CNPF qui lui demande d'« accélérer le rythme de la croissance » (4, 5 et 7).

6-8. - M. Chirac, en voyage dans la région Rhône-Alpes, multiplie les appels à « la solidarité et l'unité de la majorité », alors que certaines actions du gouvernement ont été critiquées par des parlementaires « barbares » (du 7 au 10).

9. - La Banque de France annonce une prudente réduction de son taux d'intervention de 8 % à 7,75 % (4, 8-9, 11 et 15-16).

9. - Un accord conclu avec Chrysler prévoit le repli de Renault du continent nord-américain : le troisième constructeur des États-Unis propose de racheter AMC, filiale américaine à 46 % de Renault. La Régie fait état, le 31, d'un déficit de 3,5 milliards de francs pour 1986, contre 10,9 milliards en 1985 (11, 14 et 19/III, 2/IV).

10. - M. Mitterrand, hôte de la presse diplomatique, détaille la politique étrangère de la France, insistant sur « sa constance et sa continuité » (11 et 12).

10. - M. Edouard Balladur présente un projet de « réforme institutionnelle de la Bourse », qui prévoit la fin par étapes du monopole des agents de change (11, 12 et 15-16/III, 3/IV).

14. - Aux rencontres internationales de Moriond, réunies aux Arcs (Savoie), l'apparition, le 23 février, d'une supernova dans le nuage de Magellan est saluée par les astronomes comme un événement capital, car sa relative proximité (170 000 années-lumières) permet de la voir à l'œil nu et de constater ses explosions d'étoiles, généralement recouvertes dans des galaxies plus lointaines (11 et 17).

15. - M. Chirac dresse, devant les cadres du RPR réunis à Paris, un bilan positif de l'œuvre de rénovation et de progrès qu'il a engagée depuis un an (14 et 17).

15. - Trente mille personnes manifestent à Paris contre le projet de réforme du code de la nationalité. M. Chalandon a annoncé, le 12, qu'une réflexion sur ce thème allait être menée par une « commission de sages » (5, 14, 17, 18, 19 et 27).

16. - En février, le déficit du commerce extérieur a été de 400 millions de francs, le nombre des chômeurs s'est accru de 1,6 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (18, 27 et 31/III, 1<sup>er</sup>/IV).

16. - Sept personnes sont arrêtées à Rouen et accusées d'espionnage au profit de l'Union soviétique. Des renseignements économiques et technologiques auraient été fournis, concernant en particulier les moteurs de la fusée Ariane (du 21 au 24, 26 et du 31/III au 3/IV).

17. - M. Chirac obtient un soutien « unanime » des membres de son gouvernement réunis à l'hôtel Matignon. Plusieurs sujets de controverse sont abordés, en

particulier l'opportunité d'une relance de l'économie (18 et 19).

18. - Le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail est adopté par le conseil des ministres, sans modification par rapport au texte adopté le 23 janvier par le Conseil constitutionnel (19 et 20).

19-19. - M. Chirac se rend dans le Tarn-et-Garonne et l'Aveyron pour sa quatrième « tournée d'explications » en province (19, 20 et 21).

19. - M. François Léotard se déclare « hostile à toute censure », alors que des mesures décidées ou envisagées par le ministère de l'intérieur contre plusieurs publications « présentent un danger pour la jeunesse », suscitent l'indignation à gauche ainsi que dans le monde de l'édition (du 20 au 28).

19. - M. Pierre Méhaignerie confirme que les centristes voteront le projet de loi sur la Nouvelle-Calédonie malgré les réserves émises sur le référendum par plusieurs parlementaires du CDS (du 4 au 7, du 18 au 21, 26 et 29-30).

21. - Six Tunisiens et deux Français, l'un d'origine libanaise et l'autre d'origine algérienne, sont arrêtés à Paris et deux livres d'un explosif liquide très puissant sont saisis par la DST. Un communiqué du ministère de l'intérieur indique, le 25, que ce « réseau terroriste », qui serait lié à l'Iran, « s'apprête à commettre des attentats en France » (24 et du 26 au 31/III, 3/IV).

21. - Plus de trois mille personnes participent à la première assemblée générale de la Société des lecteurs du *Monde*, qui approuve l'augmentation du capital social de 15 à 66,5 millions de francs sur trois ans (20 et 24).

22. - Les élections régionales, organisées en Haute-Corse après l'annulation du scrutin du 16 mars 1986, sont marquées par la stabilité de l'électorat et une forte abstention, mais en gagnant un siège, les partis de droite deviennent majoritaires (31 sièges sur 61) à l'Assemblée de Corse (27/II, 22-23 et 24/III).

22. - La manifestation organisée par la CGT pour la défense de la Sécurité sociale et contre le plan gouvernemental sur l'assurance-maladie rassemble près de deux cent mille personnes à Paris (20, 24 et 26).

24. - Le contrat prévoyant la création à Marne-la-Vallée d'Euro Disneyland, le plus grand parc de loisirs européen, est signé par M. Chirac et M. Edgar PFO de Walt Disney Productions (15-16, du 22 au 25, 29-30 et 31).

25. - Pour le trentième anniversaire de la signature du traité de Rome, M. Mitterrand, qui a participé le matin, avec M. Chirac et les membres du gouvernement, à une cérémonie à l'Arc de triomphe, intervient à 20 heures sur les chaînes publiques de télévision : il souhaite « une Europe dotée d'un pouvoir politique central », et qui décide « des moyens de sa sécurité » (25, 26 et 27).

25. - M. Chirac, invité de l'« heure de vérité » sur Antenne 2, assure que « la France sera dans cinq ans la première puissance économique d'Europe » et déclare qu'il « souhaite poursuivre » la politique de redressement qu'il a engagée et « qui a son point d'aboutissement en 1992-1993 ». Il refuse d'envisager une « relance », mais annonce qu'une partie des fonds des privatisations sera utilisée pour les autoroutes, la TGV, la recherche et les industries de pointe (24, et du 26 au 28).

26. - M. Chirac, s'adressant aux parlementaires RPR réunis à Saint-Germain-en-Laye, confirme implicitement sa candidature à l'élection présidentielle de 1988 et esquisse les thèmes de sa campagne électorale. Il affirme : « Nous gagnons », seule « la désunion (de la majorité) pourrait conduire à une mauvaise surprise » (26 et 28).

26. - Le salaire ouvrier a augmenté de 3,3 % en 1986, ce qui représente un gain de pouvoir d'achat de 1,2 % par rapport à un glissement des prix de 2,1 % (28).

29. - M. Mitterrand, invité de « 7 sur 7 » sur TF1, commente sur un ton modéré un an d'actualité. Sur l'élection présidentielle, il déclare : « Je n'ai pas l'intention de me présenter... J'attends » (du 29/III au 1<sup>er</sup>/IV).

30-31. - M. Mitterrand, en visite officielle en Franche-Comté, reçoit un accueil chaleureux. Il insiste sur l'importance de la lutte contre le chômage et de la défense de la Sécurité sociale (du 29/III au 2/IV).

Edouard Masurel  
L'année 1986 dans Le Monde  
Les principaux événements en France et à l'étranger  
Préface d'André Fontaine

Un ouvrage de référence avec un index détaillé

bio

سنة ١٩٨٦



FRANCE

## REPÈRES

### Commerce extérieur

90 milliards  
d'excédent japonais  
en 1986

Le Japon a enregistré un excédent commercial record au cours de l'année budgétaire 1986, qui s'est terminée en mars : 89,8 milliards de dollars contre 52,6 milliards en 1985. Les exportations en valeur ont augmenté de 17,8 % et les importations ont baissé de 3,6 %.

L'excédent du commerce extérieur pour l'année civile (1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1986) avait été de 92,6 milliards de dollars après 56 milliards de dollars en 1985.

Mais le MITI (ministère du commerce international et de l'industrie) souligne qu'en mars — conséquence de la revalorisation de la monnaie japonaise — les exportations du Japon exprimées en yens ont baissé pour le dix-neuvième mois consécutif.

### Prix de détail

+ 4 % en Grande-Bretagne

En Grande-Bretagne, les prix de détail ont augmenté de 0,2 % en mars après une hausse de 0,4 % en février. En un an (mars 1987 comparé à mars 1986), la hausse des prix est de 4 %, soit un taux annuel d'inflation à peu près semblable à celui enregistré il y a un an (+ 4,2 % en mars 1986 par rapport à mars 1985).

### Prix de gros

#### Accélération aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, les prix de gros ont augmenté de 0,4 % en mars, à cause notamment de l'alimentation (+ 0,5 %) et malgré la quasi-stabilisation des prix à l'énergie.

Cette forte hausse suit celles de janvier (+ 0,6 %) et de février (+ 0,1 %). Les prix de gros ont ainsi augmenté au rythme annuel de 4,8 % au cours du premier trimestre (après correction des variations saisonnières). En 1986, les prix de gros avaient diminué de 2,5 %, leur plus forte baisse depuis 1948.

Cette accélération fait craindre une reprise de l'inflation aux Etats-Unis, d'autant plus probable que la baisse du dollar renchérit les produits importés. Ce qui explique l'avertissement à nouveau lancé par M. Paul Volcker lors de la réunion des pays industrialisés à Washington sur les dangers d'un dollar trop faible « qui présente clairement un risque de retour à l'inflation ».

### Industries

#### d'équipement

Forte baisse de l'excédent commercial en 1986

L'industrie française des biens d'équipement pour l'industrie et les travaux publics a réalisé un chiffre d'affaires de 12,7 milliards de francs en 1986, en baisse de 1,5 %. Les exportations se sont élevées à 7,6 milliards (- 6 %) et les importations ont progressé de 23 %, avec une valeur de 4,3 milliards. Si bien que l'excédent commercial de ce secteur a chuté de 28,2 %, avec 3,3 milliards contre 4,6 milliards en 1985. Explication donnée par le Syndicat national des industries d'équipement : « Les retards considérables consentis dans un climat de concurrence exacerbée ». Toutefois, ce syndicat se félicite de la rapide reconversion des usines d'exportation vers les Etats-Unis et les pays de l'OCDE, après la chute du dollar et du pétrole, ainsi que de l'effort d'investissement, qui est passé de 3,1 à 3,7 % du chiffre d'affaires. La profession regroupe 180 entreprises et emploie 22 000 personnes environ, soit 2 600 de moins qu'en 1985.

## M. Camdessus, directeur général du FMI demande un effort de financement «exceptionnel» en faveur des pays endettés

« A des situations exceptionnelles (dans les pays endettés), il faut répondre par des efforts de financement exceptionnels », a déclaré le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, en présentant à la presse le résultat des travaux du comité intermédiaire, plus haute instance du FMI, réuni le vendredi 10 avril à Washington.

Le communiqué final observe que la « stratégie » mise en œuvre depuis dix-huit mois afin de désamorcer la crise de la dette a été « globalement efficace ». Mais « de profondes difficultés subsistent », et il s'avère que le retour des pays lourdement endettés à des conditions normales d'emprunt « est plus long que prévu ».

Les vingt-deux ministres des finances du comité ont notamment exprimé leur « préoccupation devant les retards » apportés par les banques privées dans la mise au point des montages financiers qui réunissent des créanciers publics, privés et multilatéraux comme le FMI ou la Banque mondiale.

Le comité faisait ainsi une allusion directe au Mexique, qui attend encore que les banques déboursent

les 7,7 milliards de dollars de crédit qu'elles ont annoncé, plus de dix mois après le lancement d'un plan international de financement sous l'égide du FMI.

Pour sa part, le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a déclaré que les Etats-Unis étaient prêts à « examiner très rapidement » avec les autres grands pays industriels des mesures supplémentaires pour alléger le fardeau de la dette officielle de l'Afrique. M. Baker n'a cependant pas répondu directement aux propositions européennes, faites séparément par la France et la Grande-Bretagne, d'allonger jusqu'à vingt ans les périodes de remboursement négociées avec le Club de Paris pour ces pays.

Un haut responsable américain avait en outre indiqué que les Etats-Unis avaient des réticences à réduire en dessous des niveaux du marché les taux d'intérêt sur les dettes garanties par les Trésors publics des pays créanciers, rééchelonnées dans le cadre du Club de Paris.

Son de cloche moins optimiste : M. H. Onno Ruding, président du comité intermédiaire et ministre néer-

landais des finances (rival malheureux de M. Camdessus au poste de directeur général du FMI), a précisé que les vingt-deux ministres n'avaient pu parvenir à « aucune conclusion » sur le dossier des pays les plus pauvres.

### « Niveau convenable » pour les parités

M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, a estimé que « le niveau actuel des parités est globalement convenable » sur les marchés des changes. « Je ne pense pas que les autorités américaines souhaitent un affaiblissement du dollar », a-t-il précisé en réponse à une question. Rappelons que les Sept réunis à Washington ont confirmé leurs engagements pris à Paris le 22 février de stabiliser le dollar. Plusieurs responsables européens ont déclaré à Washington que la chute du dollar face au yen montre que le marché sous-estime l'ampleur du revirement de politique économique annoncé par le Japon pendant les réunions monétaires de cette semaine.

### En Espagne

## Les grèves des transports paralysent les départs en vacances

Trains bloqués à quai, avions cloués au sol, énormes embouteillages à Madrid : les grèves dans les transports publics ont laissé sur place des centaines de milliers de vacanciers et de touristes le vendredi 10 avril à la veille des congés de la semaine sainte.

La grève des chemins de fer (RENFE, 63 000 salariés) a été suivie à plus de 90 %, de même que celle du métro de Madrid. Celle des équipages et du personnel au sol de

la compagnie aérienne Iberia a entraîné la suppression de 350 vols ; 70 vols de la compagnie intérieure Aviaco ont aussi été supprimés. Frappés notamment par l'annulation de vols charters, les responsables de tourisme ont fait état de baisses des réservations hôteliers aux Baléares et sur la Costa del Sol.

Ces grèves ont coïncidé avec la « journée nationale », point d'orgue des grèves organisées dans d'autres secteurs par les Commissions ouvrières (proches du PC), dans la sidérurgie, l'automobile (notamment les usines Renault de Valladolid), la construction et la santé (le personnel des hôpitaux publics en particulier). Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes, notamment Madrid — où 10 000 fonctionnaires ont défilé — Séville et Valladolid, cinq policiers ont été blessés, et quatre personnes arrêtées à la suite d'affrontements aux chantiers navals de Puerto Real (Andalousie).

De nouvelles grèves sont prévues dans les transports publics (Iberia, Aviaco et RENFE) le 15 avril et les 15, 16 et 18 avril dans les hôtels d'Etat (paradoxaux). L'objectif des syndicats est d'obtenir des augmentations de salaires supérieures à 5 %, aux fins fixées par le gouvernement pour le secteur public et recommandé au patronat pour les négociations.

### Faible mobilisation des fonctionnaires CGT

L'Union des fédérations de fonctionnaires CFDT a appelé le vendredi 10 avril à une semaine d'action du 11 au 16 mai — contre la dégradation des services publics — pour des emplois « nécessaires » et « qualifiés » et « pour des fonctionnaires motivés et acteurs des évolutions nécessaires ». Cette semaine s'inscrit dans la mobilisation prévue pour mai par les six organisations de fonctionnaires FEN, FO, CFDT, FGA, CFTC et CGC.

La journée de grève et de manifestations lancée par l'Union des fonctionnaires CGT, jeudi, n'a eu, quant à elle, qu'un faible impact. A Paris, de quatre mille à cinq mille manifestants (vingt mille selon les organisateurs) ont défilé du Luxembourg au Palais-Royal pour affirmer leur volonté de lutter pour « les salaires, les statuts, le service public ».

Les appels à la grève ont été peu suivis, notamment au P et T.

### EN BREF

● Accord salarial à l'Aérospatiale. — FO, la CFTC et la CGC ont signé des accords salariaux pour 1987 au sein d'entreprises du 12 mars dernier prévoyant des augmentations salariales réparties pour deux tiers en mesures générales et un tiers en augmentations individuelles pour les non-cadres et l'inverse pour les cadres. Au 1<sup>er</sup> juillet, les non-cadres seront augmentés de 1,7 % et les cadres de 1 %. Deux séries d'augmentations individuelles sont prévues : au 1<sup>er</sup> avril (représentant 0,5 % de la masse salariale des non-cadres, et 1 % de celle des cadres) et au 1<sup>er</sup> octobre (0,5 % pour les non-cadres et 1 % pour les cadres). Le salaire plancher mensuel est fixé à 6 041 F (soit un relèvement de 2 %). Des mesures spécifiques sont prévues pour les jeunes techniciens supérieurs et ingénieurs. L'ensemble représente 2,6 % environ de la masse salariale totale. Une clause de rendez-vous est prévue en cas de dérapage des prix.

● ERRATUM. — Une coquille typographique dans l'article consacré au plan gouvernemental sur la Sécurité sociale (« Le gouvernement veut répartir les responsabilités ») dans le Monde daté du 10 avril, a fait évaluer le déficit du régime général à 2 milliards de francs pour l'exercice 1987. Il fallait lire 21 milliards de francs.

RÉGIS GUYOTAT.

## Jean Saint-Geours : du Crédit national au CIC

Président du Crédit national depuis le 21 juillet 1982, M. Jean Saint-Geours, âgé de soixante-deux ans, devrait être nommé, au conseil des ministres du mercredi 15 avril, à la tête du Crédit industriel et commercial (CIC) où il remplacera M. Jean Dromer, désigné, la semaine dernière, après huit mois de mandat, comme président du groupe d'assurances nationalisé UAP. M. Saint-Geours dirigeait encore quelque temps le Crédit national, où il avait passé cinq ans, terme qui paraît maintenant de rigueur dans ce genre de poste, à la discrétion du gouvernement. Vraiment, la mission s'exerce dans un cadre bien défini, pour mener une politique dont quelques points restent encore à déterminer.

Dans sa nouvelle tâche, qui ne paraît pas facile a priori, car le groupe du CIC devra affronter de très réels problèmes dans la guerre commerciale de demain, M. Saint-Geours aura à utiliser les compétences et l'expérience acquises au cours d'une carrière déjà bien remplie : les interventions économiques et les études au Trésor, l'analyse à la direction de la prévision du ministère des finances, la banque de dépôts au Crédit lyonnais, la vie des affaires à la société Sema-Metra et enfin les concours aux investisseurs par le biais du Crédit national. Il est à souhaiter qu'il remplisse ses fonctions pendant la durée indispensable à tout mandat de ce genre.

F. R.

[Né en 1925 à Bordeaux, ancien élève de l'ENA, inspecteur général des finances, M. Jean Saint-Geours a été conseiller technique au cabinet de M. Bourge-Maunoury, ministre des finances en 1953, puis ministre de l'industrie et du commerce en 1954, chargé de mission au cabinet de Pierre Mendès-France, président du conseil en 1954 et 1955, sous-directeur, directeur-adjoint et chef de service chargé des études économiques et financières au Trésor de 1956 à 1965, directeur de la prévision au ministère des finances, de 1965 à 1967. Directeur général adjoint puis directeur général du Crédit lyonnais de 1968 à 1975, sous la présidence de M. François Mitterrand, il a été dans sa discipline. De 1976 à 1982, placé en disponibilité, il préside la société Sema-Metra International. En octobre 1981, M. Pierre Mauroy, premier ministre, l'appelle pour diriger la « mission nationale de lutte contre l'emploi », qui avait pour but de faciliter la conclusion des contrats de solidarité avec les entreprises. En juillet 1982, il remplace M. André de Lattre à la présidence du Crédit national et, en 1983, est nommé président de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC). M. Jean Saint-Geours est membre du Club de Rome depuis 1974 et a écrit de nombreux livres : *Une société de consommation* (1971), *Pour une économie du vouloir* (1976), *Pouvoir et finance* (1979), une analyse des relations entre les acteurs de l'économie française ; *L'impératif de coopération Nord-Sud*, la *Synergie des mondes* (1981). Il est également l'auteur des romans : *L'Élection de Turdual* (1979), *L'Ultime Mort de Carlo Moore* (1984), la *Ville au cœur* (1985). Sous le pseudonyme de Jean Saint-Vernon, il a publié les *Travaux de l'Atelier contre la ville, les Morphèmes*.)

## A TRAVERS LES ENTREPRISES

### Electrolux rachète l'électroménager de Thorn Emi

Le groupe suédois Electrolux va racheter la division des produits ménagers du britannique Thorn Emi. Elle réalise 185 millions de livres de chiffre d'affaires et emploie six mille personnes. Cette acquisition permettra à Electrolux d'atteindre, en Grande-Bretagne, une part de 20-25 % du marché du petit électroménager. Electrolux est devenu le numéro un européen de ce secteur. Il a acquis Zanussi en 1984 et White Consolidated aux Etats-Unis en 1986.

#### Suez va prendre

10 % d'Accor

La compagnie financière de Suez va acquérir 10 % du capital du groupe hôtelier Accor « en pleine unité de vues » avec cette société. Elle en deviendra l'actionnaire principal devant la Caisse centrale des mutuelles agricoles (6,3 %) et la Société générale (5,3 %). Accor a, par ailleurs, annoncé ses résultats 1986 : un chiffre d'affaires de 13 milliards de francs (+ 11 %) et un bénéfice de 235 millions (+ 32 %).

#### Les Ciments français

en Espagne

Les Ciments français vont entrer, à hauteur de 24,5 % dans le capital de l'entreprise espagnole Ciments Molins. Cotée à la bourse de Barcelone, cette société exploite une cimenterie d'une capacité de 1,75 million de tonnes en Espagne et, indirectement, une seconde en Argentine.

#### Spie Batignolles

augmente sa participation dans l'américain Comstock

M. Georges de Buffavent, PDG de Spie Batignolles et M. Charles L. Scharf, président de l'entreprise américaine Comstock, ont annoncé le 7 avril à New-York qu'ils avaient ouvert des négociations en vue d'augmenter de 20 millions de dollars l'investissement de Spie Batignolles dans le capital de Comstock. Cet investissement se fera sous forme d'obligations convertibles en actions. Spie Batignolles détient depuis février 1986 20 % du capital de Comstock. L'activité de Comstock couvre l'ensemble des Etats-Unis et s'exerce dans les domaines de l'ingéniering et de la réalisation d'installations électriques pour des clients privés et publics dans les secteurs de l'industrie, du tertiaire, des transports et des communications. Le carnet de commandes de Comstock était d'environ 500 millions de dollars à la fin de 1986.

## Le projet de transfert à Nancy de l'Ecole des ingénieurs forestiers

## Le torchon brûle entre le ministre de l'Agriculture et les élus de la région Centre

ORLÉANS  
de notre correspondant

« Vous avez une sympathie naturelle pour la Lorraine, et nous le comprenons. Mais vous êtes le ministre de l'Agriculture pour l'ensemble de la France. » Député du Loiret, M. Xavier Deniau (appartient RPR) n'a pas mâché ses mots au ministre de son propre groupe. Le torchon brûle entre les Lorrains ou, plus exactement, entre M. Guillaume et les élus de la région Centre, à propos d'un projet de transfert à Nancy de l'Ecole nationale des ingénieurs des travaux des eaux et des forêts (ENITF), installée à Nogent-sur-Vernisson (Loiret).

Le ministre de l'Agriculture a mis le feu aux poudres en annonçant à deux reprises, en avril et en octobre 1986, le regroupement de l'enseignement supérieur forestier à Nancy dès la rentrée 1987.

### La consternation

Fondée il y a plus de cent ans, au milieu de 283 hectares de l'ancien domaine de la famille de Vilmorin, l'Ecole des Barres forme des ingénieurs forestiers au rythme de trente-cinq environ par promotion. Recrutés à l'issue du concours commun aux différents « agror », les nouveaux ingénieurs forment, après trois ans de scolarité, le gros des cadres de l'ONF (Office national des forêts). L'Ecole des Barres dispense également une formation de technicien supérieur étalée sur deux ans. De 1961 à 1983, 28 millions de francs ont été investis dans l'aménagement d'un campus dont les bâtiments ont été intégrés au site de l'Arboretum national des Barres créé en 1823 par la famille de Vilmorin, et qui compte parmi les plus riches collections d'arbres du monde : deux mille cinq cents espèces différentes, sept mille sujets.

Après avoir un moment poché entre eux — la droite rappelant aux socialistes qu'ils avaient écopé publiquement les premiers en février 1986, un regroupement de la formation des ingénieurs forestiers à Nancy — les élus du Centre, président du conseil régional en tête, de la majorité comme de l'opposition, devant la menace d'une fermeture brutale, ont commencé à faire bloc pour conserver l'Ecole. « Nous n'avons que deux grandes écoles dans le Centre, fait remarquer M. Jean-Pierre Sœur, député PS du

Loiret. Nous plaiderons pour un juste aménagement du territoire. »

Dans la petite commune de Nogent-sur-Vernisson (2 514 habitants), au bord de la nationale 7, c'est la consternation. « Tout se passe dans le mépris des cabinets ministériels », s'indigne le maire, M. Saigro (modéré, majorité). On a l'impression que certains hauts fonctionnaires veulent la mort de l'Ecole, ne serait-ce que pour donner leur nom à une réforme... S'il le faut, nous nous battrons la nuit ! »

Face au pôle forestier « rival » de Nancy, qui regroupe, autour de l'Ecole nationale du génie rural des eaux et forêts (ENGREF) de nombreux laboratoires de recherches, le site des Barres a de nombreux atouts. En plus de son campus fleurant neuf, inauguré en 1984, de son arborescence et de la proximité de la forêt d'Orléans (la plus vaste de France avec 33 000 hectares, propriétés aux travaux pratiques), l'Ecole bénéficie d'un bon environnement scientifique et technique : les laboratoires de zoologie forestière et de génétique des résineux de l'INRA à Orléans, la présence sur le domaine des Barres même d'un centre d'études du mécanisme agricole du Génie rural des eaux et forêts (CEMAGREF). Sans compter de multiples organismes de recherches dans la proche région parisienne, ainsi que la direction technique de l'ONF à Fontainebleau.

### Ce qui est en jeu

« Le départ de l'Ecole des ingénieurs signifierait, à terme, le démantèlement de l'ensemble », insiste M. Renuard, président de l'Association des anciens élèves des Barres. Au ministère de l'Agriculture, on essaie d'apaiser cette guerre des sites et d'éclaircir l'incendie allumé par M. Guillaume. « Prendre une décision dictée par la géographie serait une erreur ; alors qu'il s'agit de répondre à une question de concurrence et de qualité de l'enseignement », affirme M. Paul Vialle, directeur général de l'enseignement et de la recherche.

De regroupement à Nancy pour la rentrée 1987, il ne semble plus question. Un groupe de travail a été constitué, sous la direction de M. Gauthier, ingénieur du Génie rural et des eaux et forêts, comprenant les directeurs de l'ENGREF et de l'ENITF, MM. Troy et Daburon.

En fait, c'est la réorganisation de l'enseignement supérieur forestier, déjà esquissée sous la gauche, qui est en jeu. Il s'agit de rendre compétitive la formation forestière, et cela avant le marché unique européen, car, à partir de 1992, la libre circulation des diplômés sera effective.

L'Ecole des Barres forme de moins en moins de fonctionnaires. Sur les trente-cinq élèves de l'actuelle promotion, dix-sept seulement (appointés durant leur scolarité) rejoindront les services de l'Etat et de l'ONF. Les quinze autres prendront la direction du privé. Cent soixante postes d'ingénieurs des techniques forestières devraient être posés, avant de décrire une opération de transfert. En somme, ne pas mettre la charrue devant les bœufs.

La situation dans le privé n'est guère plus réjouissante. La synergie entre les universités et les techniciens supérieurs qui coûtent moins cher. De quels ingénieurs a-t-on besoin ? Quels sont les emplois à développer ? Dans la recherche, dans la production ? Quel type de formation délivrer pour éviter que des ingénieurs forestiers belges, notamment à cause de leur compétence reconnue — viennent concurrencer en France nos propres ingénieurs ? Voilà les questions qui devraient être posées, avant de décrire une opération de transfert. En somme, ne pas mettre la charrue devant les bœufs.

Conscient des conséquences de l'échéance de 1992, le groupe de travail réunit par le ministère opérera pour la création d'une école nationale supérieure forestière, dont les enseignements seraient répartis sur les deux sites de Nancy et Nogent réunis au sein d'un groupe d'intérêt public (GIP) qui comprendrait, en outre, l'INRA et certains départements universitaires. Nancy aurait une priorité sur les enseignements généraux, l'Ecole des Barres assurerait la spécialisation forestière axée sur l'avantage de la recherche. En d'autres termes, le potentiel des Barres et son souci de former « des ingénieurs de terrain » devraient être maintenus puis renforcés dans le domaine de la recherche.

Tel serait le sens du rapport que les membres du groupe de travail ont rendu au ministre de l'Agriculture. Le choix que devra faire M. Guillaume sera bien celui de montrer ministre de la Lorraine ou ministre de l'Agriculture.

RÉGIS GUYOTAT.



## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

« En avril, ne te découvre pas d'un fil. » La Bourse a cette semaine fait bien ce dicton prémoniteur, avec l'espoir déjà affiché qu'elle fera, en mai, ce qui lui plaît. Le marché a connu ces jours-ci une évolution irrégulière, poursuivant le mouvement de consolidation amorcé le mois dernier. A l'issue des cinq semaines hebdomadaires, la cote perdait environ 2,5 %, tandis que l'activité enregistrée sur le marché boursier de la région, avec un volume quotidien des transactions ne dépassant pas 1,8 milliard de francs au règlement mensuel. S'il fallait lui donner un chiffre, l'indice de la Compagnie des agents de change s'est assés replié pour se situer vendredi à 449,3.

Sous les lambris du palais Brongniart, les professionnels ont conservé, malgré cet accès de faiblesse, un optimisme de bon aloi. Pour la grande majorité d'entre eux, il est sain et normal que le marché retrouve son calme, après les poussées éruptives du début d'année, qui ont fait progresser l'indice de l'indice de 15 %. Plusieurs éléments se sont d'ailleurs conjugués pour ralentir l'ascension des valeurs.

Les étrangers, très présents fin mars - les Japonais en particulier - se sont montrés plus distants, adoptant une attitude défensive en attendant de connaître le déroulement des conférences monétaires (FMI et groupe des Sept) de Washington. Si le discours officiel se voulait rassurant, insistant sur la viabilité de l'accord de Louvre du 22 février, les marchés des changes ignoraient ces propos en renvoyant le dollar à Tokyo à son plus haut niveau depuis 1945. Le regain d'instabilité monétaire, l'incapacité des pays industrialisés à stabiliser les parités et la crainte de voir les taux d'intérêt se relever ont ainsi imprimé une note négative aux opérations. L'effondrement du marché obligataire américain jeudi, qui entraînait le plongeon de Wall Street, confirmait cette inquiétude diffuse, alors que le loyer de l'argent au jour le jour remontait vendredi à Paris à 7,7 %.

A ces signaux d'alarme venus de l'étranger s'est ajoutée une rumeur typiquement parisienne qui a mis en émoi toute la communauté financière. On parlait beaucoup Rue Vivienne d'un projet attribué au ministre des affaires sociales, M. Séguin, visant à combler le « trou » de la Sécurité sociale par une taxation de 1 % sur les

## L'attente

transactions boursières. Avec un volume d'activité de 2 094 milliards de francs en 1986, l'opération paraissait tentante pour les pouvoirs publics. La ponction représenterait 20 milliards de francs, presque de quoi combler le déficit de la « Sécu », estimé à 25 milliards de francs. Mais les professionnels étaient vite rassurés. M. Séguin et M. Juppé, ministre du budget, démentaient la rumeur, précisant qu'aucune étude n'avait été menée dans ce sens.

L'idée est-elle pour autant enterrée ? Toutes les craintes ne sont pas dissipées à la corbeille. Certains estiment cependant que le gouvernement ne fera rien avant l'élection présidentielle, la population boursière représentant désormais un gisement électoral à ne pas négliger. La perspective d'entrer en 1992 dans un grand marché financier européen, où l'harmonisation du coût des transactions sera recherchée, milite aussi en faveur du statu quo.

Mais la relative lourdeur du marché a été accrue par la désaffection des gestionnaires de SICAV, depuis le 31 mars, date à laquelle sont arrêtés leurs bilans. Rien ne les pousse désormais à investir à tout prix les liquidités inemployées, surtout au moment où la Bourse reprend son souffle.

Dans ces conditions, l'activité de la semaine a pour l'essentiel été soustraite par les particuliers, les « petits porteurs » qui ont parfois été attirés par les nouvelles ou les analyses qui leur parvenaient. Les habitués de la corbeille estimaient que les médias n'étaient pas étrangers à leur malaise en insistant sur les risques du marché ou sur son possible retournement.

A la veille de quitter en nombre la rue Vivienne pour une transhumance pascalle, certains affichaient pourtant leur optimisme, osant même prédire pour la fin d'année une ascension de l'indice CAC à 520 points. Une chose est certaine : les résultats des sociétés cotées ne devraient pas

entraver la progression du marché, bien au contraire. La semaine écoulée a encore apporté son lot de bénéfices, et son des moindres. Paribas, dont le nom est connu dans toutes les chaumières de l'actionnariat populaire, a enregistré en 1986 un résultat consolidé de 1 678 millions de francs, en hausse de 24 %. Avec un bénéfice de 2 008 millions de francs, Rhône-Poulenc a légèrement dépassé sa performance de 1985. Leslieur a de son côté effectué un redressement spectaculaire en doublant quasiment son résultat net courant (+ 196 % à 120,8 millions de francs). On notait encore la progression de 34,5 % du bénéfice net consolidé de BSN, qui procédera en juin à une augmentation de capital de plus de 1 milliard de francs.

L'engouement des particuliers pour la privatisation de la SOGENAL a montré combien la curiosité et l'attrait du public pour le phénomène boursier restaient importants. Il a fallu suspendre mercredi les cotations de cette valeur arrivée une semaine plus tôt à la cote. Mardi, la demande portait sur 1,3 million de titres, pour 300 000 offerts. La Chambre syndicale a aussi décidé de transférer momentanément le titre du règlement mensuel au comptant, afin de décourager la spéculation qui s'était manifestée autour de la SOGENAL. L'obligation de payer immédiatement ses achats, qui est la règle sur le marché au comptant, devrait en principe assainir la demande.

L'OPA lancée sur la société Dufour et Igou a constitué un autre pôle d'animation. Après Union Carbide et Carburants Métalliques, c'est au tour du groupe d'ingénierie allemand Linde de s'intéresser à l'affaire. Une belle bataille est sans doute en perspective. Voilà qui fera patienter les boursiers, un peu déçus par le défilé supplémentaire pris par le gouvernement avant de privatiser la BIMP (Banque industrielle et mobilière privée). M. Balladur semble avoir quelque difficulté à choisir entre les candidats à la reprise, parmi lesquels Michelin et la société financière Marceau Investissement (animée par Georges Pébereau). Alors que le bâtiment, après sa folle chevauchée des semaines précédentes, subissait des prises de bénéfices bien légitimes, la Bourse faisait, vendredi, la pause, en attendant de se trouver un nouveau roi.

ÉRIC FOTTORINO.

## Semaine du 6 au 10 avril

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

## Repli et incertitude

Après avoir donné l'illusion d'une nouvelle envolée, en franchissant lundi la barre des 2 400, le Dow Jones a ensuite évolué sur une note irrégulière et incertaine, influencé par la chute du dollar à son niveau le plus bas depuis 1945 face au yen. Vendredi, l'indice des trente valeurs industrielles terminait à 2 338,78, contre 2 390,34 une semaine plus tôt (- 51,56 points). La crainte de voir la Réserve fédérale resserrer le crédit pour contenir une hausse des taux d'intérêt et un redémarrage de l'inflation a perturbé les boursiers. La chute du marché obligataire, marqué par le repli de 20 dollars enregistrés jeudi sur les bons du Trésor à trente ans, s'est étendue aux actions. Les surbrèves et les valeurs de semi-conducteurs se sont cependant raffermies en fin de période, permettant au marché de limiter ses pertes.

	Cours 3 avril	Cours 10 avril
Alcoa	44 1/2	43 7/8
ATT	24 5/8	23 3/4
Boeing	52	51 3/8
Chrysler	38 7/8	36 3/8
Du Pont de Nemours	119 5/8	115 1/2
Eastman Kodak	79	75 7/8
Exxon	90	86 1/8
Ford	87 5/8	86 1/8
General Electric	109 3/4	107
General Motors	79 3/4	78
Goodyear	59 3/8	59 1/8
IBM	169 3/4	168
ITT	62 5/8	60 1/8
Mobil Oil	49 1/2	48 7/8
Pfizer	74 7/8	72
Schlumberger	44 1/4	41 3/4
Tesco	44 1/4	41 3/4
UAI Inc.	59 1/8	57 1/8
Union Carbide	29	28 7/8
USX	28 7/8	27 7/8
Westinghouse	87 3/4	85 1/8
Xerox Corp.	77 5/8	75 3/8

## LONDRES

## Dans le sillage de Wall Street

La menace persistante d'une guerre commerciale avec le Japon, la chute de Wall Street et les inquiétudes suscitées par le plongeon du dollar sur le marché des changes ont provoqué une nouvelle chute des valeurs cette semaine au Stock Exchange. Les incertitudes politiques en Grande-Bretagne, où la date des élections générales n'a toujours pas été fixée, ont également déstabilisé la tendance. Un léger cours de points a seulement été donné mardi à la cote, après la publication d'un nouveau sondage plus favorable aux conservateurs dans la course électorale.

Indice FT 100 (10 avril) : 1 523,8 (contre 1 546,4). Mines d'or : 470,4 (contre 415,9). Fonds d'Etat : 89,68 (contre 89,91).

	Cours 3 avril	Cours 10 avril
Bacchan	524	495
Bowater	465	454
Brit. Petroleum	899	852
Charter	322	330
Courtauld	418	406
De Beers (P)	12 31/4	11 9/16
Glen	14 9/16	15 1/2
Gl. Univ. Stores	18 1/2	18 1/2
Imp. Chemical	12 61/64	12 57/64
Shell	12 9/64	11 45/64
Unilever	25 5/8	24 5/8
Vickers	464	449
War Loan	38 13/16	38 17/32

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

## Effrètement

Après un excellent démarrage en début de semaine, dû à la victoire des conservateurs aux élections régionales de Hesse, le marché s'est progressivement effrété. Les boursiers se sont inquiétés des tensions sociales qui pourraient déboucher sur des grèves dans l'industrie métallurgique. Certains craignent aussi que le scandale Volkswagen se conduise à une surveillance accrue des transactions en devises dans les banques et les grandes entreprises.

Indice de la Commerzbank du 10 avril : 1 795,7 (contre 1 835,3).

	Cours 3 avril	Cours 10 avril
AEG	319,50	305
BASF	276	269,50
Bayer	318,50	310,5
Commerzbank	280	263,50
Deutschebank	686	651
Hoechst	278	272,50
Karstadt	429,20	426
Mannesmann	176	180,10
Siemens	714	694
Volkswagen	362,80	345,50

## TOKYO

## Des records en série

La Bourse de Tokyo a monté en flèche cette semaine, battant chaque jour son record entre mardi et vendredi. L'annonce de mesures de relance pour stimuler l'économie japonaise a poussé le yen, malgré la chute du dollar face au yen, qui continue d'inquiéter les opérateurs japonais.

	Cours 3 avril	Cours 10 avril
Aiat	439	413
Bridgeport	812	860
Cumax	755	718
Fuji Bank	3 170	3 710
Honda Motor	1 210	1 250
Mitsubishi Electric	1 480	1 460
Mitsubishi Heavy	525	565
Sony Corp.	2 940	2 750
Toyota Motor	1 600	1 460

## Mines, caoutchouc,

## outre-mer

	10-4-87	Diff.
Géophysique	516	+ 89
Inétil	115	- 4
INCO	191,70	+ 5,20
Michelin	3 465	+ 1,95
Min. Penarroya	56,30	+ 0,10
RTZ	87,20	+ 7,75
ZCT	1,37	+ 0,97

## Bâtiment, travaux publics

	10-4-87	Diff.
Axill. Centrepr.	1 631	- 105
Bouygues	1 385	- 5
Ciments Français	1 050	- 26
Dumez	2 384	- 36
OTM	757	+ 25
J. Lefebvre	2 100	+ 60
Lafarge	1 654	- 25
Maisons Pénix	152	- 4
Poliet et Chausson	2 230	- 45
SCREO	235	- 25
SGE-SB	109,70	- 2,90

## Métallurgie

## constructions mécaniques

	10-4-87	Diff.
Alpi	531	- 9
Avions Dassault-B.	1 245	- 75
Chien-Chitillon	89	- 0,40
De Dietrich	2 760	+ 230
FACOM	1 095	- 54
Fives-Lille	258	- 7,5
Marine Wenzel	548	- 15
Penhoët	1 610	- 183
Peugeot SA	1 497	- 2
Poclain	14	+ 0,10
Sagem	3 810	- 65
Serafor	772	- 57
Valéo	884	- 6
Vallourec	109,20	+ 4,20

Le délit d'initié :  
une pratique courante  
pour un tiers  
des Américains

Le scandale des initiés a-t-il terni la réputation de Wall Street ? Si l'on en croit un sondage effectué par Media General Inc. et l'Associated Press, 65 % des Américains ont une haute opinion de l'éthique existant dans les milieux financiers et boursiers.

Ce sondage demandait aux 1 402 adultes interrogés par téléphone de mesurer de 1 à 5 l'éthique dans le monde financier de Wall Street. 65 % des interviewés lui ont attribué une note de 3 ou au-dessus.

Trois Américains sur dix estiment que les achats de paquets d'actions par des initiés disposant d'informations privilégiées inconnues du public sont une pratique très courante dans les affaires, et 28 % des personnes interrogées estiment que le délit d'initié est une pratique assez courante.

La moitié des Américains ont, cependant, manifesté leur inquiétude à la suite de ces récents délits d'initié. 40 % ont dit que ces scandales ne les concernaient pas. Ceux qui possèdent un portefeuille d'actions ont bien entendu été les plus inquiets.

Media General Inc. est une compagnie de communications basée à Richmond (Virginie) propriétaire de journaux et de stations de télévision. - (A.F.P.)

## Alimentation

	10-4-87	Diff.
Béghin-Say	610	- 32
Bongrain	2 780	- 10
BSN	5 190	- 70
Carrefour	3 750	- 30
Casino	2 312	- 70
Euromarché	3 450	- 10
Guyenne et Gasc.	835	- 50
Lesieur	1 950	+ 140
Marcel	1 100	+ 90
Mot-Hennepin	1 510	+ 115
Nestlé	38 700	+ 730
Occidentale (Gle)	1 334	- 5
Orléans-Cabry	180	- 6,50
Perrier-Salica	1 074	- 12
Promodis	2 450	- 190
St-Louis-Bouchon	1 105	- 17
C.S. Saupiquet	1 120	- 30
Sourire Perrier	785	- 12
Veuve Clicquot	4 350	+ 120

## Produits chimiques

	10-4-87	Diff.
Inst. Mérimex	5 260	- 290
Labo. Bell	2 272	- 198
Roussel UC	1 840	+ 8
BASF	908	+ 23
Bayer	1 022	- 10
Hoechst	890	- 36
Imp. Chemie	127,60	+ 6,20
Norsk Hydro	162,50	+ 5,5

## Mines d'or, diamants

	10-4-87	Diff.
Anglo-American	153,50	+ 18
Amstar	723	+ 90
Baf. Gold M.	1 665	- 19,50
De Beers	82,10	+ 6,30
Drief. Cons.	163,80	+ 27,20
Gencor	128	+ 14,90
Gold Field	98,50	+ 2,50
Harmony	162	+ 17,20
Randfontein	1 080	+ 170
Saint-Helena	124,50	+ 15,70
Western Deep	457	+ 89

LES PLUS FORTES VARIATIONS  
DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Géophysique	+ 19,7	Veuve Clicquot	- 15,4
Berger	+ 8,9	Union Carbide	- 10,9
Magyette	+ 7,9	BP France	- 8,7
Leclercq	+ 7,7	O. Rousselle	- 8,6
Bochum	+ 7,0	Siemens	- 7,7
SCOA	+ 6,7	Laf. B. B.	- 7,7
Robur	+ 6,7	Télécom	- 7,7
Schneider	+ 5,2	Proton	- 7,2
Colson	+ 5,2	Siemens	- 7,2
Mot-Hennepin	+ 4,9	Stalder	- 6,9
SPIM	+ 4,7	Comp. motrices	- 6,6

Le hors-série  
«Dossiers et documents»  
«Trente ans  
de Communauté européenne»  
à nouveau disponible

Le premier tirage du hors-série «Dossiers et documents» édité par le Monde «Trente ans de Communauté européenne» a été épuisé en dix jours.

Après réimpression il est à nouveau disponible. Demandez-le à votre marchand de journaux. 20 F.

Le Monde  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## Matériel électrique

## services publics

	10-4-87	Diff.
Alcatel	2 900	- 90
Alstom-Atlantique	442,90	+ 6,10
Cruzet	341,20	- 8,90
Général des Eaux	1 506	- 7
IBM	884	- 23
Interchemie	1 751	- 100
ITI	369	- 2,50
Légitime	5 780	- 50
Lysmex des Eaux	1 730	- 50
Matra	2 625	- 80
Mélin-Gérin	2 765	- 100
Perod-Salica	1 074	- 12
PM Lablanc	933	+ 2,90
Radio-technique	1 645	- 10
Schneider	2 535,00	- 7,20
SEB	878	- 50
Siemens	2 385	- 25
Signaux	644	- 35
Télécom	3 215	- 270
Thomson-CSF	1 745	+ 20

## Pétroles

	10-4-87	Diff.
BP France	146,50	- 14
Elf-Aquitaine	337	- 4,50
Elf	501	- 15
Exxon	531	- 17
France	345	- 4
Profrim	1 483	+ 33
Primagaz	845	+ 24
Primagaz	145	- 5
Repart	728	- 5
Sogepap	465	+ 17,50
Total	492	- 7

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 3 avril	Cours 10 avril
Or fin (libre en barre)	81 000	84 000
« Libé en lingot »	81 500	83 500
« Pâtes françaises (20 tr.) »	514	518
« Pâtes françaises (10 tr.) »	268	268
« Pâtes suisses (20 tr.) »	581	584
« Pâtes suisses (10 tr.) »	478	486
« Pâtes indiennes (20 tr.) »	486	486
« Pâtes indiennes (10 tr.) »	510	510
« Souverain britannique »	625	605
« Demi-souverain »	348	380
« Pâtes de 20 dollars »	2 855	3 005
« 10 dollars »	1 400	1 440
« 5 dollars »	900	920
« 50 francs »	8 130	8 180
« 20 francs »	880	887
« 10 francs »	885	888
« 5 francs »	320	330

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT  
TRAITÉES À TERME (\*)

Notionnel 10 % - Cotation en		
COURS		
	Jun 87	Se
Premier .....	107,55	10
+ haut .....	107,75	10
+ bas .....	107,30	30
Dernier .....	107,35	10
Compensation ....	107,35	10



Okoudja

## Les Japonais vendent le dollar

**ED**



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Les nouvelles initiatives soviétiques pour le contrôle des armements en Europe. 4 Israël : le procès Demjanjuk. — Pologne : la visite de M. Raimond.	5 L'absentéisme parlementaire en France et ailleurs. — Un an de cohabitation « à la française ». 6 Le débat parlementaire sur la Nouvelle-Calédonie. — Communication.	7 Grands travaux de l'Est parisien : les Quinze-Vingts embastillés. — Le tribunal de Paris ordonne la suppression d'un passage du livre Palais de justice. 8 L'accident de Superphénix.	9 Polytechnique, de Cornelia, à la Comédie-Française. — Cinéma : Sacré barbe, d'André Klotzel. DOCUMENT 2 Une nouvelle loi poète et romancier soviétique Boulat Okoudjava.	13 Le directeur du FMI demande un effort « exceptionnel » pour financer les pays endettés. — Jean Saint-Geours à la tête du CIC. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands marchés.	Carnet ..... 11 Météorologie ..... 11 Mots croisés ..... 11 Spectacles ..... 10 CHRONOLOGIE 12 Mars 1987 dans le monde.	● Étudiants : leurs goûts en 1987. ● Politique : le bilan de la semaine. ● Gagnez « l'Histoire au jour le jour ». Sports, Immobilier, Bourse, Loisirs, Télémat. FRAM. 38-15 Tapez LEMONDE

## Téhéran souhaite reprendre des relations diplomatiques avec Tunis

Le représentant de l'Iran aux Nations unies, M. Saïd Rajaei Khorassani, a indiqué, le vendredi 10 avril, que son pays souhaite le rétablissement rapide de ses relations diplomatiques avec la Tunisie. Adoptant un ton modéré pour parler des événements qui ont abouti, le 26 mars dernier, à la rupture, il a souligné que l'Iran « regrette » la décision tunisienne, ajoutant : « Nous espérons

que ce n'est là qu'une situation temporaire qui sera rapidement réglée. »

Cette initiative de Téhéran intervient alors que le gouvernement tunisien poursuit une campagne de dénonciation du « courant khoméniste », en s'en prenant au passage aux associations de défense des droits de l'homme.

## Mise en garde contre la Ligue des droits de l'homme

La Ligue tunisienne des droits de l'homme est accusée par le pouvoir de s'être transformée en « structure partisane ». Dans une lettre adressée cette semaine aux dirigeants de la Ligue, le ministre de l'Intérieur leur reproche d'« user d'une procédure discriminatoire » pour écarter de l'organisation tous ceux dont les convictions politiques ne concordent pas avec les leurs. Il leur demande « de faire en sorte que soient évitées à l'avenir toute pratique sélective et toute confusion entre la mission de la Ligue telle qu'elle est définie par son statut et l'usage qui en est réellement fait ».

Une telle démarche ne manque pas de surprendre quand on sait que le comité directeur de la Ligue est

composé de personnalités indépendantes et de représentants de tous les courants politiques, y compris du Parti socialiste destourien, dont les voix, il est vrai, ne sont pas, comme ailleurs, prépondérantes. Aussi doit-on surtout voir dans la raison si peu convaincante qui est avancée au prétexte à une sévère mise en garde après la récente prise de position de la Ligue exprimant ses « très vives préoccupations » à la suite des nombreuses arrestations opérées ces dernières semaines dans les milieux islamistes.

La Ligue manifestait aussi son inquiétude devant les dangers « d'une amplification des faits et d'un amalgame dans cette affaire » qui ont déjà donné lieu à l'interpellation

d'un au moins une quarantaine de dirigeants et de militants du Mouvement de la tendance islamique (MTI). Alors que, de tout temps, ceux-ci ont été en rapport avec l'Iran, ils sont aujourd'hui accusés de « recours à la violence et de collusion avec l'étranger en vue de porter atteinte au régime ». La presse officielle dénonce quotidiennement les « menées » de ce « courant destructeur khoméniste », sans apporter d'autre preuve de la « subversion » que des photographies de brochures à la gloire de l'Imam, saisies lors de perquisitions.

Sans préjuger des suites de l'enquête en cours, la Ligue s'est donc bornée — comme elle le fait si souvent depuis sa création en 1977 — à demander à ce que tout excès soit évité, et que les droits des personnes impliquées soient préservés. Cela a, semble-t-il, irrité un peu plus contre la Ligue, qui n'a pas pu accepter déjà qu'à l'extérieur des interventions nombreuses et souvent efficaces, alors que les différents partis d'opposition, soit par apathie, soit par prudence, se contentent depuis quelque temps dans la plus grande réserve.

L'existence de la Ligue, qui reste, non sans courage, la seule organisation à faire entendre une voix quelquefois discordante dans un concert d'autosatisfaction générale, est-elle pour autant menacée ? Après la lettre que lui a adressée le ministre de l'Intérieur, il est permis de penser que le gouvernement va tout au moins s'efforcer, d'une manière ou d'une autre, de l'amener à faire preuve à l'avenir d'un peu plus de « souplesse » et de « compréhension ».

## ITALIE

### M. Scalfaro est chargé de former un gouvernement

ROME  
de notre correspondant

Le chef de l'Etat a confié, le 10 avril, la charge de former le prochain gouvernement au démocrate-chrétien Oscar Luigi Scalfaro, ministre de l'Intérieur démissionnaire de la précédente équipe dirigée par M. Bettino Craxi. M. Scalfaro a aussitôt déclaré qu'il tenterait d'abord de reconstruire la coalition à cinq partis (1) qui a gouverné le pays d'août 1983 jusqu'au 3 mars dernier.

Si, comme il est probable, cette hypothèse de travail se révélerait infructueuse, M. Scalfaro devrait alors constituer un gouvernement à base beaucoup plus réduite, peut-être avec la seule DC qui, une fois mise en minorité au Parlement, n'aurait plus alors que deux missions très précises : accueillir à Venise début juin le sommet des sept pays industrialisés, puis organiser les élections législatives anticipées, sans doute le 21 juin.

Avant de convoquer M. Scalfaro, le chef de l'Etat avait longuement conféré avec le démocrate-chrétien Amintore Fanfani. Le président du Sénat a sans doute jugé qu'il n'appartenait pas à une personnalité ayant déjà été cinq fois président du conseil de se lancer dans une tentative destinée, selon toute apparence, à durer quelques semaines, à la fois courtisamment et déclinant l'offre de reprendre du service.

Le choix de M. Scalfaro était un des rares possibles, pour deux raisons au moins. D'une part, cette personnalité, pondérée et intègre, est de celles, bien rares, qui ont su forcer l'estime de M. Craxi. En second lieu, il est ministre de l'Intérieur du gouvernement démissionnaire et, à ce titre, responsable des élections — qu'il aura très vraisemblablement la charge d'organiser prochainement.

Agé de soixante-neuf ans, ce Piémontais est magistrat de formation. Il a participé à la résistance contre l'occupant nazi et fut élu en 1945 à la Constituante. Il a constamment été réélu depuis et est devenu pour

**M. PIERRE MESSMER**  
invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, député de Meuse, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 12 avril, de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien premier ministre répondra aux questions d'André Passeron et de Pierre Servant, du Monde, et de Paul-Jacques Truffant et de Gilles Leclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazzocco.

A B C E F G H

la première fois secrétaire d'Etat en 1934. Fourdureur inlassable de la criminalité organisée, il est, en même temps, favorable à une application libérale des lois, ce qui l'a amené à défendre les récentes mesures d'amnistie et la nouvelle loi pénitentiaire améliorant la condition des détenus.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) La majorité sortante comprend la Démocratie chrétienne, le PSI, les républicains, les sociaux-démocrates et les libéraux.

### Le chiffrer français agent du KGB aurait fourni des renseignements importants

Washington. — Contrairement aux premières indications fournies par le Quai d'Orsay, la « taupe » utilisée pendant dix ans par les services secrets soviétiques dans plusieurs ambassades de France au Proche-Orient, puis en Autriche aurait communiqué à Moscou des renseignements jugés à Paris « très importants ».

Recruté en 1973-1974 par le KGB, cet agent, Maurice Abrivard, alors chiffrer à l'ambassade de France à Damas, aurait été classé « KR » au sein des services soviétiques. Autrement dit, il aurait été considéré comme un informateur de valeur. En tant que chiffrer, il avait en effet accès aux codes du ministère des affaires étrangères et à tous les messages émis ou transitant

par les ambassades où il avait été successivement en poste.

Comme comme un « père tranquille », Maurice Abrivard n'aurait pas agi par sympathie idéologique pour le régime soviétique, mais pour des motifs financiers. Séparé de sa femme, il consentait des problèmes familiaux. Son état de santé — il était atteint d'un cancer, dont il mourut en 1984 — nécessitait, en outre, des soins importants. Selon des proches, il avait subi plusieurs opérations.

Après Damas, Beyrouth et Ryad notamment, Maurice Abrivard avait été accueilli auprès des autorités autrichiennes à l'ambassade de France à Vienne dès le 1<sup>er</sup> août 1978. Son nom est resté mentionné sur l'annuaire diplomatique autrichien jusqu'à l'édition de 1984.

## EN BREF

● Les grèves dans les transports aériens. — Au lieu d'un retour à un trafic normal le dimanche 12 avril, après les deux jours de grève des officiers mécaniciens navigants. Vendredi, les vols ont pu être assurés à 85 %, selon la direction, grâce à la mise en place d'effectifs supplémentaires. Les grévistes contestent le passage de trois à deux des équipages des A-320 qui entraveront en service en 1988.

Par ailleurs, à l'appel de FO, de la CFDT et de la CFTC, certaines catégories de personnels au sol d'Aéroports de Paris ont défilé, vendredi 10 avril, pour une « durée indéterminée », entraînant des retards d'enregistrement ou d'information des passagers. Les revendications portent sur les salaires, les qualifications et la titularisation des temporaires.

● Sahara occidental : le bilan de Rabat sur les derniers combats. — L'état-major marocain a indiqué, le vendredi 10 avril, que quatre-vingt combattants du Front Polisario ont été tués lors des affrontements qui se sont déroulés, mercredi dernier, au nord-est du Sahara occidental, dans la région de Haouza. Les Forces armées royales ont eu, pour leur part, vingt-trois tués lors de ces combats. — (AFP.)

● La COPA organise une manifestation à Bruxelles. — Le Comité des organisations professionnelles agricoles de la CEE prépare pour le 19 mai prochain une manifestation à Bruxelles, où il attend environ dix mille agriculteurs. Ils défilent pendant la tenue du conseil des ministres pour réclamer le maintien de leurs revenus, l'amélioration des conditions de vie et de travail, ainsi que la préservation des emplois dans l'agriculture et les régions rurales.

● SRI-LANKA : trêve. — Le gouvernement de Sri-Lanka a décrété une trêve unilatérale de dix jours, couvrant notamment la période du Nouvel An cinghalais et hindou, à compter de samedi 11 avril, dans les opérations contre les séparatistes tamouls, a annoncé, vendredi 10, le ministre de la sécurité, M. Lalith Athulathududal. Il a toutefois précisé que si les troupes gouvernementales étaient attaquées, elles riposteraient, et que des patrouilles navales destinées à empêcher des transports d'armes à travers le détroit de Palk se poursuivraient. — (AFP.)

● M. Edouard Balladur a été décoré de la Légion d'honneur, à Washington, le professeur Paul Craig Roberts, un des théoriciens de l'économie de l'offre (supply-side) aux Etats-Unis.

### Les obsèques de Jean-Baptiste Doumeng Le silence...

NOË  
de notre envoyé spécial

Trois mille personnes ont accompagné Jean-Baptiste Doumeng, paysan, communiste, globe-trotter, dans son dernier voyage, le vendredi 10 avril, jusqu'au cimetière de Noé, où il repose face à un Mémorial pour les juifs déportés, internés dans ce village de Haute-Garonne, entre 1941 et 1943.

Pas de discours, pas de musique, le silence. Dans la salle des fêtes de Fougères, où à la Saint-Jean quand il était maire, Jean-Baptiste Doumeng faisait venir Miki Théodorakis, Jean Ferrat, sa dépouille a été exposée enfoncée sous les gerbes de fleurs commandées du monde entier. Il y a à la fois les nombreux amis communistes du village, de la région, du comité central : MM. Georges Marchais, Gaston Plassonier, André Lajoinie, René Piquet pour le gouvernement, M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, les élus locaux et régionaux, MM. Lionel Jospin, Dominique Baudis, Jean-Michel Baylet symbolisent l'étrange, écumenisme qu'inspirait ce communiste pur et dur. Les grandes maisons du commerce international, de la banque, sont là aussi, parmi les ambassadeurs des pays de l'Est, d'Afrique, et des dirigeants d'offices agricoles. Mais le gros de la foule se compose des paysans du cru. « Je l'avais encore vu en décembre. » « Il a fait plus de chemin que les chefs d'Etat. » « Les fils, la route est tracée maintenant... »

Les deux « églises » de Jean-Baptiste Doumeng, celle de son groupe intergroupe, celle du Parti communiste, lui ont organisé, à lui le Gascon, le tonitruant, un adieu sobre. Le seul langage fut celui des fleurs, des centaines de gerbes, de bouquets. Une adresse parmi tant, lui sur une couronne : « Du président Fidel Castro à son ami Jean-Baptiste Doumeng ». — J. G.

### Le Japon et les armements nucléaires

#### Démenti américain équivoque sur un pacte secret

Le département d'Etat américain a apporté, le vendredi 10 avril, un démenti pour le moins équivoque à des informations publiées ces derniers jours, faisant état d'un pacte secret que Washington et Tokyo auraient passé en 1960, pour permettre aux avions et navires américains transitant par le Japon de transporter à leur bord des armements nucléaires (le Monde du 8 et du 11 avril).

M. Charles Redman, rapporteur de l'Agence France-Presse, a confirmé que le document publié par le Parti communiste japonais pour étayer ses assertions était authentique. Mais il a souligné que ce câble de M. Dean Rusk, alors secrétaire d'Etat, à

l'ambassade américaine à Tokyo, était rédigé « de façon imprécise » et que « contrairement à ce qui a été affirmé, il n'indique pas l'existence d'un accord secret permettant l'introduction d'armes nucléaires au Japon », dont Tokyo dément également qu'il ait été conclu. Les « arrangements confidentiels » auxquels faisait allusion M. Rusk seraient concernés, selon le département d'Etat, le traité de coopération et de défense de 1960.

L'imprécision du télégramme est toute relative puisqu'il mentionne explicitement l'introduction d'armes nucléaires américaines au Japon, et le traité de 1960 n'a rien de confidentiel puisqu'il est dans le domaine public. L'embarras de cette réponse traduit, en fait, le souci de Washington de désamorcer à l'avance toute polémique au sujet de cette affaire au Japon, en raison de l'extrême sensibilité de l'opinion sur la question des armes nucléaires. Sans une possibilité de transit de ces dernières au Japon, toute la stratégie américaine en Asie serait à revoir.

F. D.

Le Monde Infos-Spectacles  
sur Minitel  
36-15 + LEMONDE

### Un cheval remboursé

La caisse primaire d'assurance-maladie de la Dordogne a remboursé à trois reprises en 1986 des médicaments prescrits par un médecin pour soigner un cheval. L'animal appartenait à un couple de Périgourdins, souffrant de rhumatismes et de dégénérescence des cartilages, maux qui peuvent être soignés avec des médicaments destinés aux humains, en augmentant les doses.

Les pharmaciens n'ont rien remarqué, mais la caisse primaire s'est inquiétée après avoir remboursé la troisième feuille de médicaments. Son enquête a abouti à la suspension du praticien pendant deux mois par l'Ordre des médecins. Poursuivi ensuite devant le tribunal, il a été condamné à 1 000 F d'amende et à rembourser les sommes versées. — (Corresp.)

DANS  
**ORDI**  
UNE DISQUETTE GRATUITE  
pour essayer Word Perfect sur  
**IBM-PC**  
chez votre marchand de journaux.

Le Monde  
sur minitel

**VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL**

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPEZ LEMONDE

150